

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/200758]

5 FEVRIER 2015. — Décret relatif aux implantations commerciales (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

LIVRE I^{er}. — Dispositions généralesCHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° « établissement de commerce de détail » ou « établissement » : l'unité de distribution dont l'activité consiste à revendre de manière habituelle des marchandises à des consommateurs en nom propre et pour compte propre, sans faire subir à ces marchandises d'autre traitement que les manipulations usuelles dans le commerce;

2° « surface commerciale nette » : la surface destinée à la vente et accessible au public y compris les surfaces non couvertes. En cas d'extension, la surface commerciale nette à prendre en considération pour l'application du présent décret est la surface totale après réalisation du projet d'implantation commerciale. Cette surface inclut notamment les zones de caisses, les zones situées à l'arrière des caisses et les halls d'entrée lorsque ceux-ci sont aussi utilisés à des fins d'expositions ou de ventes de marchandises;

3° « projet d'implantation commerciale » :

a) un projet de construction nouvelle qui prévoit l'implantation d'un établissement de commerce de détail d'une surface commerciale nette supérieure à 400 m²;

b) un projet d'« ensemble commercial » répondant à la surface définie au a), c'est-à-dire un ensemble d'établissements de commerce de détail, qu'ils soient situés ou non dans des bâtiments séparés et qu'une même personne en soit ou non le promoteur, le propriétaire, l'exploitant ou le titulaire du permis, qui sont réunis sur un même site et entre lesquels il existe un lien de droit ou de fait, notamment sur le plan financier, commercial ou matériel ou qui font l'objet d'une procédure commune concertée en matière de permis d'urbanisme, de permis d'environnement ou de permis unique;

c) un projet d'extension d'un établissement de commerce de détail ou d'un ensemble commercial ayant déjà atteint la surface définie au a) ou devant la dépasser par la réalisation du projet;

d) un projet d'exploitation d'un ou plusieurs établissements de commerce de détail ou d'un ensemble commercial répondant à la surface définie au a) dans un immeuble existant qui n'était pas affecté à une activité commerciale;

e) un projet de modification importante de la nature de l'activité commerciale d'un établissement de commerce de détail ou d'un ensemble commercial dans un immeuble déjà affecté à des fins commerciales existant et répondant à la surface définie au a);

4° « permis d'implantation commerciale » : la décision de l'autorité compétente relative à un projet d'implantation commerciale, délivrée à l'issue de la procédure visée au Titre I^{er} du Livre III, excepté les chapitres V et VI;

5° « projet intégré » : le projet pour lequel il apparaît, au moment de l'introduction de la demande de permis, que sa réalisation requiert, soit :

a) un permis d'implantation commerciale et un permis unique au sens de l'article 1^{er}, 12°, du décret relatif au permis d'environnement;

b) un permis d'implantation commerciale et un permis d'environnement au sens de l'article 1^{er}, 1°, du décret relatif au permis d'environnement;

c) un permis d'implantation commerciale et un permis d'urbanisme au sens des articles 84 et 127 du CWATUPE;

6° « permis intégré » : la décision de l'autorité compétente relative à un projet intégré, délivrée à l'issue de la procédure visée au Titre II du Livre III, qui tient lieu :

a) soit de permis d'implantation commerciale au sens du présent décret et de permis unique au sens de l'article 1^{er}, 12°, du décret relatif au permis d'environnement;

b) soit de permis d'implantation commerciale et de permis d'environnement au sens de l'article 1^{er}, 1°, du décret relatif au permis d'environnement;

c) soit un permis d'implantation commerciale et de permis d'urbanisme au sens des articles 84 et 127 du CWATUPE;

7° « projet d'implantation commerciale temporaire » : projet d'implantation commerciale limitée à une durée de deux mois;

8° « remise en état » : ensemble d'opérations, en vue de la réintégration de l'établissement dans son environnement eu égard à la réaffectation de celui-ci à un usage fonctionnel et/ou, le cas échéant, en vue de la suppression des risques de pollution à partir de celui-ci. La remise en état est, pour le sol, celle qui découle des obligations visées à l'article 18 du décret relatif à la gestion des sols;

9° « dossier d'évaluation des incidences sur l'environnement » : la notice d'évaluation ou l'étude d'incidences requises en vertu de la législation organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement en Région wallonne;

10° « autorité compétente » : l'autorité habilitée à recevoir la déclaration, à délivrer le permis d'implantation commerciale ou le permis intégré;

11° « fonctionnaire des implantations commerciales » : le fonctionnaire désigné par le Gouvernement qui est délégué aux fins précisées par le présent décret;

12° « décret relatif au permis d'environnement » : décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

13° « fonctionnaire technique » : le ou les fonctionnaires désignés par le Gouvernement au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

14° « CWATUPE » : Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et de l'Energie;

15° « fonctionnaire délégué » : le ou les fonctionnaires délégué(s) par le Gouvernement au sens du CWATUPE.

CHAPITRE II. — *De l'Observatoire du Commerce**Section 1^{re}. — Rôle*

Art. 2. § 1^{er}. Il est créé un Observatoire du Commerce.

§ 2. L'Observatoire du Commerce a pour mission de rendre des rapports, avis, observations, suggestions et propositions dans les hypothèses visées au présent décret.

Art. 3. § 1^{er}. Le Gouvernement sollicite l'avis de l'Observatoire du Commerce sur les avant-projets de décrets ainsi que sur les projets d'arrêtés relatifs aux matières visées au présent décret, sauf en cas d'urgence spécialement motivée. L'Observatoire du Commerce remet son avis dans les trente jours de la réception de la demande. À défaut d'envoi d'un avis dans le délai imparti, l'avis est réputé favorable.

§ 2. Sans préjudice des autres missions qui lui sont confiées par le présent décret ou en vertu de celui-ci, l'Observatoire du Commerce remet au Gouvernement, en concertation avec le fonctionnaire des implantations commerciales, au plus tard six mois avant la fin de chaque législature ou à la demande du Gouvernement :

1° un rapport sur ses activités;

2° un rapport motivé sur l'évolution du schéma régional de développement commercial;

3° un rapport motivé sur les schémas communaux de développement commercial.

Section 2. — Composition et fonctionnement

Art. 4. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine les règles de composition et de fonctionnement de l'Observatoire du Commerce en consacrant l'application des principes suivants :

1° la représentation des instances consultatives compétentes en matière économique et sociale, d'environnement, de logement et de mobilité dont la liste est établie par le Gouvernement;

2° un représentant de l'administration des implantations commerciales;

3° la désignation de deux experts indépendants pour chaque critère de délivrance visé à l'article 44.

§ 2. Les membres effectifs et suppléants de l'Observatoire du Commerce sont désignés par le Gouvernement sur proposition du Conseil économique et social de Wallonie. Chaque mandat a une durée de six ans à compter de l'arrêté de nomination et est renouvelable. En cas de vacance d'un mandat survenant avant son expiration, le successeur est nommé pour la durée restant à courir du mandat.

Art. 5. L'Observatoire du Commerce est assisté d'un secrétariat permanent. Parmi les missions de celui-ci figure la préparation des rapports visés à l'article 3, § 2.

Art. 6. § 1^{er}. Le Gouvernement peut arrêter l'organisation et les règles de fonctionnement de l'Observatoire, la rémunération de ses membres, les règles de délibération ainsi que les règles d'incompatibilité.

§ 2. Le Gouvernement détermine les règles de composition et de fonctionnement du secrétariat permanent.

CHAPITRE III. — *De la Commission de recours**Section 1^{re}. — Rôle*

Art. 7. Il est institué une Commission de recours qui connaît des recours introduits, conformément aux dispositions du présent décret.

Section 2. — Composition et fonctionnement

Art. 8. § 1^{er}. La Commission de recours est composée des ministres qui ont l'économie, l'emploi, les P.M.E., l'environnement, l'aménagement du territoire, l'urbanisme et la mobilité dans leurs attributions ou de leurs délégués. La présidence est assurée par le Ministre qui a l'Economie dans ses attributions.

§ 2. La Commission de recours est assistée d'un secrétariat.

Art. 9. Le Gouvernement arrête l'organisation, les règles de fonctionnement et les règles de délibération de la Commission de recours.

Le Gouvernement détermine les règles de composition et de fonctionnement du secrétariat visé à l'article 8, § 2.

LIVRE II. — Des schémas de développement commercial**TITRE I^{er}. — Des schémas**

Art. 10. Les objectifs de développement commercial ainsi que leur programmation sont déclinés à travers deux schémas de développement :

1° le schéma régional de développement commercial pour la Wallonie;

2° le schéma communal de développement commercial pour l'ensemble du territoire communal.

TITRE II. — Schéma régional de développement commercialCHAPITRE I^{er}. — *Définition*

Art. 11. Le schéma régional de développement commercial définit les outils stratégiques de développement commercial constitués de diagnostics et de références à la fois quantitatives et qualitatives qui permettent d'évaluer de manière objective les critères nécessaires à l'octroi des autorisations d'implantation commerciale, ainsi que des recommandations de mise en œuvre et d'actualisation, pour l'ensemble du territoire wallon.

CHAPITRE II. — *Contenu*

Art. 12. Le schéma comprend :

- 1° un diagnostic du commerce en Wallonie;
- 2° une analyse des scénarii d'évolution avec ou sans régulation du commerce pour la Wallonie au regard de :
 - (i) la protection des consommateurs et des destinataires de services;
 - (ii) la protection de l'environnement urbain;
 - (iii) les objectifs de politique sociale;
 - (iv) la contribution à une mobilité plus durable;
- 3° une évaluation de la pertinence, de l'adéquation et de la proportionnalité des critères de délivrance des autorisations d'implantations commerciales;
- 4° des recommandations;
- 5° les modalités de sa mise en œuvre;
- 6° les mesures visant à assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du schéma;
- 7° un résumé non technique présentant l'ensemble des documents.

Le Gouvernement peut préciser le contenu du schéma et y inclure d'autres éléments de contexte, d'analyse, d'actualisation et de mise en œuvre des projets d'implantations commerciales, en ce compris toute cartographie ou échelle pertinente d'évaluation.

CHAPITRE III. — *Procédure*

Art. 13. § 1^{er}. Le schéma régional de développement commercial est établi par le Gouvernement.

L'Observatoire du Commerce est informé des études préalables et peut à tout moment formuler les suggestions qu'il juge utiles.

§ 2. Le Gouvernement adopte le projet de schéma et le soumet à une évaluation des incidences environnementales conformément aux articles D.52 et suivants du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

§ 3. Le Gouvernement soumet le projet de schéma et le rapport sur les incidences environnementales à une enquête publique selon les modalités du Titre III de la partie III du Livre I^{er} du Code de l'Environnement ainsi qu'à l'avis de l'Observatoire du Commerce, du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, du Conseil économique et social de Wallonie, de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire, des conseils communaux et des personnes et instances qu'il juge nécessaire de consulter.

§ 4. Les avis sont transmis au Gouvernement dans les quarante-cinq jours de la fin du délai de l'enquête publique. A défaut de l'envoi de l'avis dans le délai imparti, l'avis est réputé favorable.

§ 5. Le Gouvernement adopte définitivement le schéma accompagné de la déclaration environnementale visée à l'article D.60 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. L'arrêté du Gouvernement fait l'objet des mesures de publicité visées aux articles D.29-21 et suivants du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

CHAPITRE IV. — *Suivi des incidences*

Art. 14. L'Observatoire du Commerce dépose périodiquement auprès du Gouvernement un rapport sur le suivi des incidences notables sur l'environnement de la mise en œuvre du schéma régional de développement commercial ainsi que sur les éventuelles mesures correctrices à engager.

Le rapport visé à l'alinéa précédent est porté à la connaissance du public suivant les modes prévus à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

CHAPITRE V. — *Révision*

Art. 15. Les dispositions réglant l'élaboration du schéma régional de développement commercial sont applicables à sa révision.

Le schéma régional de développement commercial est réexaminé et au besoin revu tous les quatre ans. Le schéma régional de développement commercial reste en vigueur jusqu'à sa révision.

TITRE III. — *Schémas communaux de développement commercial*CHAPITRE I^{er}. — *Définition*

Art. 16. Le schéma communal de développement commercial est un document d'orientation, d'évaluation, de gestion et de programmation du développement commercial de l'ensemble du territoire communal.

CHAPITRE II. — *Contenu*

Art. 17. Le schéma indique pour l'ensemble du territoire communal :

- 1° un inventaire de la situation existante, et en tout cas l'inventaire des cellules commerciales vides sur l'ensemble du territoire communal, et l'évaluation des potentialités commerciales ainsi que les déficiences et contraintes rencontrées sur le territoire communal;
- 2° des options et des recommandations pour le développement commercial de tout ou partie du territoire communal :
 - a) les objectifs de développement du commerce selon les priorités dégagées;
 - b) l'implantation privilégiée des équipements et infrastructures commerciales en vue notamment de favoriser leur intégration dans l'environnement urbain;
 - c) les orientations générales destinées à harmoniser et à intégrer les flux de circulation et à favoriser une mobilité durable;
 - d) les orientations générales destinées à privilégier l'emploi de qualité dans la commune;
 - e) une description des liens avec d'autres plans ou programmes pertinents;
- 3° la programmation de la mise en œuvre de certaines zones et/ou mesures d'aménagement, la localisation des principaux équipements et infrastructures et la gestion des déplacements locaux;

4° les aspects pertinents de la situation environnementale ainsi que son évolution probable si le schéma communal de développement commercial n'est pas mis en œuvre;

5° les objectifs pertinents en fonction des critères de délivrance des permis d'implantation commerciale et la manière dont ils sont pris en considération dans le cadre de l'élaboration du schéma;

6° les incidences non négligeables probables, à savoir les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long terme, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs, sur l'environnement, y compris la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs;

7° les mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs visés au 6°;

8° une description de la méthode d'évaluation retenue et des difficultés rencontrées;

9° les mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du schéma communal de développement commercial;

10° un résumé non technique des informations visées ci-dessus.

Le schéma communal de développement commercial peut être fondé notamment sur les renseignements utiles obtenus lors d'autres évaluations environnementales effectuées précédemment et, en particulier, à l'occasion de l'adoption d'autres instruments planologiques.

Le cas échéant, l'évaluation environnementale réalisée dans le cadre de la procédure visée à l'article 19 est intégrée dans le contenu du schéma communal de développement commercial et tient lieu des mesures visées à l'alinéa 1^{er}, 6° et 7°.

Le Gouvernement peut préciser le contenu des schémas communaux de développement commercial.

Art. 18. Lorsque les circonstances le requièrent, plusieurs communes peuvent élaborer en concertation, chacune pour ce qui la concerne, un schéma communal de développement commercial. Dans ce cas, le rapport sur les incidences environnementales, visé à l'article 19, est commun et porte sur les incidences des différents projets de schémas. Les conseils communaux désignent la même personne pour l'élaboration des projets de schémas. L'enquête publique et les consultations, visées aux articles 19, se font concomitamment pour les différents schémas.

En outre, les communes concernées peuvent inviter leurs commissions consultatives d'aménagement du territoire et de mobilité à tenir en commun leurs réunions de travail.

CHAPITRE III. — Procédure

Art. 19. § 1^{er}. Le schéma est établi à l'initiative du conseil communal sur la base d'un diagnostic.

§ 2. Le conseil communal désigne les personnes physiques ou morales, privées ou publiques, parmi les personnes agréées conformément à l'article 22, qu'il charge de l'élaboration du projet de schéma et les personnes physiques ou morales, privées ou publiques qu'il charge de l'élaboration du rapport sur les incidences environnementales conforme aux articles D.52 et suivants du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Le conseil communal peut désigner une même personne chargée de l'élaboration du projet de schéma et du rapport sur les incidences environnementales.

Le Gouvernement peut déterminer les cas dans lesquels l'auteur de projet ne dispose pas nécessairement de l'agrément visé à l'article 22.

§ 3. Le conseil communal adopte provisoirement le projet de schéma et le rapport sur les incidences environnementales et les transmet au collège communal.

§ 4. Le projet de schéma et le rapport sur les incidences environnementales sont soumis par le collège communal à une enquête publique selon les modalités du Titre III de la partie III du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

§ 5. Le projet de schéma et le rapport sur les incidences environnementales sont soumis dans le même temps par le collège, pour avis, à l'Observatoire du Commerce, au Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable, au fonctionnaire délégué, au fonctionnaire des implantations commerciales, à la Commission consultative d'Aménagement du Territoire et de Mobilité de la commune considérée ainsi qu'aux personnes et instances qu'il juge nécessaire de consulter.

Les avis visés à l'alinéa 1^{er} sont transmis dans les quarante-cinq jours de l'envoi de la demande du collège communal. A défaut d'envoi de l'avis dans le délai imparti, l'avis est réputé favorable.

§ 6. Le conseil communal adopte définitivement le schéma accompagné de la déclaration environnementale visée à l'article D.60 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Le collège communal envoie le schéma, accompagné du dossier complet, au fonctionnaire des implantations commerciales. Dans les trente jours suivant la réception de l'envoi du schéma, le fonctionnaire des implantations commerciales le transmet au Gouvernement et adresse une copie de cet envoi au collège communal.

§ 7. Le Gouvernement approuve ou refuse le schéma.

L'approbation du schéma intervient en tenant compte de :

1° la régularité de la procédure;

2° la conformité au schéma régional de développement commercial.

§ 8. Préalablement à sa décision, le Gouvernement peut demander au collège communal de produire des documents modificatifs et un complément corollaire de rapport sur les incidences environnementales du schéma.

Les documents modificatifs et le complément corollaire de rapport sur les incidences environnementales adoptés provisoirement par le conseil communal sont soumis par le collège communal à enquête publique, selon les modalités du Titre III de la partie III du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, à l'avis des services ou commissions visés au paragraphe 5 sauf s'ils répondent à une proposition formulée dans les observations ou réclamations faites lors de l'enquête publique ou dans un avis formulé par le fonctionnaire des implantations commerciales ou une instance consultative.

Ces avis sont transmis dans les délais visés au paragraphe 5, alinéa 2, au collège communal. A défaut d'envoi de l'avis dans le délai imparti, il est réputé favorable.

Le conseil communal adopte définitivement les documents modificatifs et le complément corollaire de rapport sur les incidences environnementales. Le collège communal transmet les documents modificatifs et le complément corollaire de rapport sur les incidences environnementales au fonctionnaire des implantations commerciales. Dans les trente jours suivant la réception des documents modificatifs et du complément corollaire de rapport sur les incidences environnementales, le fonctionnaire des implantations commerciales le transmet au Gouvernement et adresse une copie de cet envoi au collège communal.

A défaut de réception de la copie de la transmission du dossier par le fonctionnaire des implantations commerciales dans les soixante jours de leur envoi, le collège communal peut adresser lui-même au Gouvernement les documents modificatifs et le complément de rapport sur les incidences environnementales.

La procédure prévue par le présent paragraphe ne peut être initiée qu'à deux reprises.

§ 9. L'arrêté du Gouvernement approuvant ou refusant d'approuver le schéma est envoyé au collège communal dans un délai de trente jours prenant cours le jour de la réception par le Gouvernement du schéma et du dossier complet dans les cas visés au paragraphe 6, alinéas 2 et 3, ou des documents modificatifs et du complément corollaire de rapport sur les incidences environnementales dans les cas visés au paragraphe 8, alinéas 4 et 5.

A défaut de l'envoi de l'arrêté, le collège communal peut adresser un rappel au Gouvernement. Si, à l'expiration d'un nouveau délai de trente jours prenant cours à la date de l'envoi de la lettre contenant le rappel, le collège communal n'a pas reçu l'arrêté, le schéma de développement communal est réputé approuvé.

§ 10. Le schéma fait l'objet des mesures de publicité visées aux articles D.29-21 et suivants du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

CHAPITRE IV. — *Suivi des incidences*

Art. 20. Le collège communal dépose périodiquement auprès du conseil communal un rapport sur le suivi des incidences notables sur l'environnement de la mise en œuvre du schéma communal de développement commercial ainsi que sur les éventuelles mesures correctrices à engager.

Le public en est informé suivant les modes prévus à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

CHAPITRE V. — *Révision et abrogation*

Art. 21. § 1^{er} Les dispositions réglant l'élaboration des schémas communaux sont applicables à leurs révisions. Toutefois, le dossier de révision ne doit comporter que les éléments en lien avec la révision projetée.

§ 2. Lorsque les objectifs, options et recommandations du schéma communal de développement commercial sont dépassés, le conseil communal peut en abroger tout ou partie suivant la procédure définie au paragraphe 1^{er}.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si la proposition d'abrogation a été approuvée par le Gouvernement lors de l'approbation d'un nouveau schéma communal de développement commercial, la décision du conseil communal n'est pas soumise pour approbation au Gouvernement.

CHAPITRE VI. — *Agrément*

Section 1^{re}. — Délivrance

Art. 22. Le Gouvernement agréé, selon les critères et la procédure qu'il arrête, les personnes physiques ou morales, privées ou publiques, qui peuvent être chargées de l'élaboration ou de la révision des schémas communaux.

Le Gouvernement définit la forme et le contenu de la demande d'agrément.

Il est créé une Commission d'agrément chargée de remettre un avis sur les demandes d'agrément. L'avis de la Commission d'agrément est réputé favorable s'il n'est pas envoyé dans le délai fixé par le Gouvernement. Le Gouvernement fixe la composition et les modalités de fonctionnement de la Commission d'agrément.

Section 2. — Retrait

Art. 23. Le Gouvernement arrête les conditions, les modalités et la procédure de retrait.

TITRE IV. — *Effets juridiques et hiérarchie*

CHAPITRE 1^{er}. — *Effets juridiques*

Art. 24. Tous les schémas ont valeur indicative.

Les autorités chargées de délivrer les autorisations d'implantation commerciale et les permis intégrés motivent leurs décisions au regard des schémas régional et communal de développement commercial s'ils existent.

Les permis d'implantation commerciale et les permis intégrés peuvent s'écarter des objectifs et des recommandations du schéma régional de développement commercial ainsi que des objectifs, options et recommandations des schémas communaux de développement commercial moyennant une motivation démontrant que les écarts ne compromettent ni les objectifs ni les éléments essentiels du schéma qui concernent le projet et que ce dernier présente des spécificités qui justifient les écarts.

CHAPITRE II. — *Hiérarchie*

Art. 25. Les schémas communaux précisent les objectifs et recommandations du schéma régional et sont coordonnés avec ses mesures de mise en œuvre.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les schémas communaux de développement commercial peuvent s'écarter des recommandations et des objectifs du schéma régional de développement commercial qu'ils précisent moyennant une motivation démontrant que les écarts ne compromettent ni les objectifs ni les éléments essentiels du schéma régional qui concernent le schéma communal et que ce dernier présente des spécificités qui justifient les écarts.

Art. 26. En cas d'incompatibilité entre le schéma régional de développement commercial entré postérieurement en vigueur et les objectifs, recommandations ou options d'un schéma communal de développement commercial, le schéma communal de développement commercial fait l'objet d'une révision dans les quatre ans en vue de sa mise en conformité avec le schéma régional. A défaut, le schéma communal cesse de produire ses effets non conformes au schéma régional.

LIVRE III. — Des autorisations et des déclarations

TITRE I^{er}. — Du permis d'implantation commerciale et de la déclarationCHAPITRE I^{er}. — Faits générateurs de l'obligation d'obtenir un permis d'implantation commerciale

Art. 27. Les projets d'implantations commerciales visés à l'article 1^{er}, 3^o, du présent décret sont soumis à permis d'implantation commerciale, à l'exception de ceux visés à l'article 28.

CHAPITRE II. — Faits générateurs de l'obligation de faire une déclaration

Art. 28. Les projets d'extension d'une implantation commerciale ne dépassant pas 20 pour cent de la surface commerciale nette existante, avec un plafond maximum de 300 m² de surface commerciale nette supplémentaire, sont soumis à une déclaration préalable écrite et expresse, à condition que l'implantation commerciale existante dispose au moment de l'extension d'une autorisation délivrée sur la base de la loi du 29 juin 1975 sur les implantations commerciales, ou sur la base de la loi du 13 août 2004 relative à l'autorisation d'implantations commerciales, ou sur la base du présent décret.

Les projets de déménagement d'une implantation commerciale dans un rayon de 1 000 mètres de son implantation, sur le territoire d'une même commune, et ne dépassant pas 400 m² de surface commerciale nette, sont soumis à une déclaration préalable écrite et expresse.

CHAPITRE III. — Autorités compétentes

Art. 29. § 1^{er}. Le collège communal de la commune sur le territoire de laquelle est situé le projet d'implantation commerciale est compétent pour connaître des déclarations et des demandes de permis d'implantation commerciale.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le fonctionnaire des implantations commerciales est compétent pour connaître des déclarations et des demandes de permis d'implantation commerciale relatives :

- 1^o à tout projet d'implantation commerciale situé sur le territoire de plusieurs communes;
- 2^o à tout projet d'implantation commerciale d'une surface commerciale nette supérieure à 2 500 m²;
- 3^o à tout projet d'extension d'un établissement de commerce de détail ou d'un ensemble commercial de nature à engendrer une surface commerciale nette supérieure à 2 500 m², après réalisation du projet.

§ 2. La Commission de recours est compétente pour connaître des recours contre les décisions relatives aux permis d'implantation commerciale délivrés par l'autorité visée au paragraphe 1^{er}.

CHAPITRE IV. — Procédure d'octroi du permis d'implantation commerciale

Section 1^{re}. — La demande

Art. 30. La demande de permis d'implantation commerciale est envoyée au collège communal de la commune sur le territoire de laquelle se situera l'établissement, par tout moyen conférant date certaine.

Au cas où l'établissement est situé sur le territoire de plusieurs communes, la demande est adressée à l'une des communes, au choix du demandeur, sur le territoire de laquelle l'établissement est projeté.

Art. 31. Le Gouvernement arrête la forme et le contenu de la demande, ainsi que le nombre d'exemplaires qui sont obligatoirement introduits, l'échelle et le contenu des différents plans qui sont joints.

Le Gouvernement arrête les modalités et les conditions de l'introduction de la demande de permis d'implantation commerciale par voie électronique, visée à l'article 30, alinéa 1^{er}.

Art. 32. Dans un délai de dix jours ouvrables à dater de la réception de la demande, l'administration communale envoie au fonctionnaire des implantations commerciales un exemplaire de la demande de permis et en informe simultanément le demandeur, soit par pli ordinaire si la demande a été envoyée par courrier à la commune, soit par voie électronique si la demande a été introduite par ce biais.

Si l'administration communale n'a pas envoyé la demande dans le délai prévu à l'alinéa 1^{er}, le demandeur peut saisir directement le fonctionnaire des implantations commerciales en lui adressant une copie de la demande qu'il a initialement adressée au collège communal, dans les cas prévus par l'article 29, § 1^{er}, alinéa 2.

Dès sa réception, le fonctionnaire des implantations commerciales transmet copie de la demande de permis à l'Observatoire du Commerce.

Art. 32bis. La demande est incomplète s'il manque des renseignements ou des documents requis en vertu de l'article 31, alinéa 1^{er}.

La demande est irrecevable :

- 1^o si elle a été introduite en violation de l'article 31, alinéa 2, ou de l'article 30;
- 2^o si elle est jugée incomplète à deux reprises;
- 3^o si le demandeur ne fournit pas les compléments dans le délai visé à l'article 33, § 2, alinéa 1^{er}.

Art. 33. § 1^{er}. L'autorité compétente envoie au demandeur sa décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande, soit par pli ordinaire si la demande a été envoyée par courrier à la commune, soit par voie électronique si la demande a été introduite par ce biais, dans les vingt jours de la réception de la demande de permis.

La décision déclarant la demande complète et recevable mentionne notamment :

- 1^o l'autorité compétente;
- 2^o les instances d'avis consultées, le cas échéant et les délais y afférents;
- 3^o la durée de l'enquête publique;
- 4^o le délai dans lequel la décision est notifiée.

Si la demande est jugée incomplète, l'autorité compétente envoie, soit par pli ordinaire si la demande a été envoyée par courrier à la commune, soit par voie électronique si la demande a été introduite par ce biais, un relevé des pièces manquantes, dans les vingt jours de la réception de l'envoi de la demande de permis. Les compléments sont fournis en autant d'exemplaires que la demande de permis initiale en compte si la demande a été envoyée par courrier à la commune.

§ 2. Le demandeur envoie, soit par pli ordinaire si la demande a été envoyée par courrier à la commune, soit par voie électronique si la demande a été introduite par ce biais, à l'autorité compétente les compléments demandés dans un délai de six mois à dater de l'envoi de la demande de compléments.

§ 3. Dans les vingt jours à dater de la réception des compléments, l'autorité compétente envoie au demandeur la décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande.

Art. 34. Si l'autorité compétente n'a pas envoyé au demandeur la décision visée à l'article 33, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ou celle visée à l'article 33, § 3, alinéa 1^{er}, la demande est considérée comme recevable, au terme des délais prévus par les dispositions. La procédure est poursuivie.

Section 2. — Enquête publique

Art. 35. Tout projet faisant l'objet d'une demande de permis d'implantation commerciale est soumis à une enquête publique.

Pour les surfaces commerciales nettes de plus de 20 000 m² et qui sont situées à une distance de moins de vingt kilomètres d'une autre région ou de plusieurs autres régions, le Gouvernement notifie le projet d'implantation commerciale au Gouvernement de chacune des régions concernées. Si le Gouvernement d'une région concernée le demande, une concertation a lieu. Un compte-rendu non décisionnel de la concertation est dressé par le fonctionnaire des implantations commerciales.

Le Gouvernement peut arrêter les projets qui ne doivent pas être soumis à enquête publique lorsqu'ils ne sont pas de nature à causer des dangers, nuisances ou inconvénients importants pour l'homme ou pour l'environnement, en fonction de la taille et de la localisation du projet et des critères pertinents énumérés par l'article D.66, § 1^{er}, de la partie V du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

Art. 36. L'enquête publique se déroule selon les modalités du Titre III de la partie III du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

Section 3. — Evaluation des incidences

Art. 37. Sauf dérogations prévues par le Code de l'Environnement, tout projet faisant l'objet d'une demande de permis d'implantation commerciale est soumis à évaluation des incidences sur l'environnement conformément au Livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

Section 4. — Avis

Art. 38. Le jour où elle envoie sa décision attestant le caractère complet et recevable de la demande conformément à l'article 33 ou à l'expiration du délai visé par l'article 34, l'autorité compétente envoie le dossier de demande ainsi que ses compléments éventuels pour avis aux différentes instances qu'elle désigne.

Art. 39. Les communes limitrophes remettent un avis si la demande de permis concerne un projet d'implantation commerciale d'une surface commerciale nette égale ou supérieure à 1 000 m².

La (ou les) commune(s) sur laquelle (lesquelles) est situé tout ou partie du projet d'implantation commerciale remet(tent) un avis dans les cas visés à l'article 29, § 1^{er}, alinéa 2.

Le fonctionnaire des implantations commerciales remet un avis à la demande de l'autorité compétente dans les cas visés à l'article 29, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Le fonctionnaire des implantations commerciales peut remettre un avis d'initiative, dans les cas visés à l'article 29, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, pour les projets d'implantations commerciales d'une surface commerciale nette égale ou supérieure à 1 000 m².

L'Observatoire du Commerce remet un avis à la demande de l'autorité compétente dans les cas visés à l'article 29, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

L'Observatoire du Commerce remet un avis lorsque la demande de permis concerne un projet d'implantation commerciale tel que prévu à l'article 29, § 1^{er}, alinéa 2.

Art. 40. Les instances consultées envoient leur avis dans un délai de trente jours, si la demande concerne un projet d'implantation commerciale d'une surface commerciale nette de moins de 2 500 m², ou soixante jours, si la demande concerne un projet d'implantation commerciale d'une surface commerciale nette égale ou supérieure à 2.500 m[00b2], à dater de la réception de la demande d'avis.

A défaut d'envoi d'avis dans les délais prévus à l'alinéa 1^{er}, l'avis est réputé favorable.

Le Gouvernement détermine les autorités et instances d'avis, sans préjudice de l'article 45, ainsi que le contenu minimum des avis.

Tout avis est motivé.

Art. 41. A la demande de l'autorité compétente ou d'une des instances consultées, celles-ci se concertent au moins une fois.

Les modalités de concertation peuvent être arrêtées par le Gouvernement.

Section 5. — Modifications de la demande en cours de procédure

Art. 42. § 1^{er}. Préalablement à la décision de l'autorité compétente, le demandeur peut, moyennant l'accord de celle-ci, produire des plans modificatifs et, s'il échet, un complément corollaire de notice d'évaluation préalable des incidences ou d'étude d'incidences.

§ 2. Le collège communal ainsi que les autres autorités compétentes par l'entremise de la commune, peuvent soumettre les plans modificatifs, le complément de notice d'évaluation préalable des incidences ou d'étude d'incidences à de nouvelles mesures de publicité et à l'avis des instances consultées. Dans ce cas, l'autorité compétente en informe le demandeur.

Les mesures particulières de publicité et la consultation des autorités et instances visées à l'alinéa 1^{er} ne sont pas requises :

1^o lorsque la modification projetée résulte d'une proposition contenue dans les observations ou réclamations faites lors de l'enquête publique ou dans un avis formulé par le fonctionnaire des implantations commerciales ou une instance consultative;

2° lorsque la modification projetée a uniquement une portée limitée et ne porte pas atteinte à l'objet et à l'économie générale du projet et à ses caractéristiques substantielles.

§ 3. Lorsque la modification projetée répond aux conditions du paragraphe 2, alinéa 2, et qu'elle ne nécessite pas le dépôt de plans modificatifs, le permis impose cette modification comme condition claire, précise et non aléatoire.

Art. 43. Le dépôt des plans modificatifs et du complément corollaire de notice d'évaluation préalable des incidences ou d'étude d'incidences fait l'objet d'un accusé de réception ou d'un récépissé qui se substitue respectivement à celui visé à l'article 33, § 1^{er} ou § 2.

Section 6. — Critères de délivrance

Art. 44. Sans préjudice de l'article 24, l'autorité compétente ou la Commission de recours motive sa décision au regard des critères suivants :

- 1° la protection du consommateur;
- 2° la protection de l'environnement urbain;
- 3° les objectifs de politique sociale;
- 4° la contribution à une mobilité plus durable.

Le Gouvernement peut adopter des sous-critères pour chacun des critères énumérés à l'alinéa 1^{er} et arrêter les modalités selon lesquelles les résultats de l'outil d'aide à la décision qu'il établit et définit sont pris en considération.

Section 7. — Décision

Art. 45. § 1^{er}. L'autorité compétente envoie sa décision au demandeur, au fonctionnaire des implantations commerciales et lorsqu'il a été fait application de l'article 30, alinéa 2, à chaque commune sur le territoire de laquelle l'établissement est situé ainsi que, par pli ordinaire, à chaque instance consultée dans un délai de :

1° quatre-vingt jours si la demande de permis concerne un projet d'implantation commerciale d'une surface commerciale nette de moins de 2 500 m²;

2° cent dix jours si la demande de permis concerne un projet d'implantation commerciale d'une surface commerciale nette égale ou supérieure à 2 500 m².

§ 2. Les délais de procédure et de prise de décision se calculent :

1° à dater du lendemain du jour où l'autorité compétente a envoyé sa décision attestant le caractère complet et recevable de la demande;

2° à défaut, à dater du jour suivant le délai qui lui était imparti pour envoyer sa décision sur le caractère recevable de la demande.

§ 3. A défaut de l'envoi de la décision dans le délai prévu au paragraphe 1^{er}, le permis est censé être refusé.

CHAPITRE V. — Régime de la déclaration

Art. 46. § 1^{er}. Pour les projets visés à l'article 28, la déclaration est introduite auprès de l'autorité compétente déterminée conformément à l'article 29, § 1^{er}, au moyen d'un formulaire dont le contenu, le modèle et le mode de communication sont fixés par le Gouvernement.

§ 2. L'autorité compétente vérifie la recevabilité de la déclaration suivant la procédure déterminée par le Gouvernement. Le Gouvernement arrête les conditions de recevabilité de la déclaration.

La décision déclarant la déclaration recevable est affichée sur les lieux du projet d'implantation commerciale faisant l'objet de la déclaration avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de celui-ci.

Les projets d'implantation commerciale peuvent être mis en œuvre dès le lendemain du premier jour de l'affichage visé à l'alinéa 2.

§ 3. La commune et le fonctionnaire des implantations commerciales tiennent un registre des déclarations. Le Gouvernement en détermine la forme et le contenu. La commune envoie les déclarations qu'elle a réceptionnées en tant qu'autorité compétente pour information, par pli ordinaire, au fonctionnaire des implantations commerciales.

CHAPITRE VI. — Modification et extension

Art. 47. Toute demande d'extension d'une implantation commerciale non visée à l'article 27 et toute modification non importante de la nature de l'activité affectant le descriptif ou les plans annexés au permis ou à la déclaration est consignée par le titulaire du permis ou la personne ayant introduit la déclaration visée à l'article 46 dans un registre.

Conformément au Chapitre 10, les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement ont accès au registre sur simple demande.

Le Gouvernement fixe la périodicité et le délai endéans lequel la personne visée à l'alinéa 1^{er} envoie une copie de la liste des transformations ou extensions intervenues au fonctionnaire des implantations commerciales et au collègue communal de la (ou des) commune(s) sur le territoire de laquelle (desquelles) est situé l'établissement.

Dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la liste visée à l'alinéa 3, s'il estime qu'une transformation ou extension mentionnée dans la liste correspond à une transformation ou extension visée à l'article 33 ou à l'article 1^{er}, 3^o, e), le fonctionnaire des implantations commerciales ou un collègue communal invite la personne visée à l'alinéa 1^{er} à introduire sans délai une demande de permis d'implantation commerciale.

CHAPITRE VII. — Recours

Art. 48. § 1^{er}. Un recours contre la décision émanant de l'autorité compétente lorsque celle-ci a été envoyée dans les délais visés à l'article 45, § 1^{er}, ou contre le refus visé à l'article 45, § 3, est ouvert auprès de la Commission de recours :

- 1° au demandeur;
- 2° au fonctionnaire des implantations commerciales et au collègue communal de la commune sur le territoire de laquelle tout ou partie de l'établissement est situé.

§ 2. Sous peine d'irrecevabilité, le recours est envoyé dans un délai de vingt jours à dater, soit :

1° de la réception de la décision émanant de l'autorité compétente lorsque celle-ci a été envoyée dans les délais visés à l'article 45, § 1^{er} ;

2° de l'expiration des délais visés à l'article 45, § 1^{er}.

§ 3. Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée sauf lorsqu'il est introduit par le fonctionnaire des implantations commerciales.

§ 4. Le Gouvernement détermine :

1° les informations que contient le recours, sa forme et le nombre d'exemplaires qui sont introduits;

2° les modalités selon lesquelles le recours est porté à la connaissance du public;

3° les modalités d'instruction du recours, les instances consultées et les délais endéans lesquels les avis sont émis; à défaut d'envoi d'avis dans les délais prévus, l'avis est réputé favorable.

L'avis de l'Observatoire du Commerce peut être sollicité par la Commission de recours.

§ 5. La Commission de recours envoie sa décision au requérant dans un délai de :

1° septante jours si le recours concerne un projet d'implantation commerciale d'une surface commerciale nette de moins de 2 500 m²;

2° cent jours si le recours concerne projet d'implantation commerciale d'une surface commerciale nette égale ou supérieure à 2 500 m².

Le délai court à dater du premier jour suivant la réception du recours. En cas de pluralité de recours, le délai débute à dater du premier jour suivant la réception du dernier recours.

§ 6. A défaut d'envoi de la décision dans le délai visé au paragraphe 5, la décision prise en première instance est confirmée.

CHAPITRE VIII. — *Calcul des délais relatifs aux permis et aux recours*

Art. 49. A peine de nullité, tout envoi permet de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé.

Le Gouvernement peut déterminer la liste des procédés qu'il reconnaît comme permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception.

L'envoi se fait au plus tard le jour de l'échéance du délai.

Art. 50. Le jour de la réception de l'acte, qui est le point de départ d'un délai, n'y est pas inclus.

Art. 51. Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque le jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

CHAPITRE IX. — *Contenu et effets du permis d'implantation commerciale*

Section 1^{re}. — Contenu de la décision

Art. 52. § 1^{er}. La décision accordant le permis mentionne au minimum :

1° l'identité du titulaire du permis;

2° la situation, l'identification et la description du projet d'implantation commerciale autorisé;

3° la durée du permis et la date de sa délivrance;

4° le délai dans lequel le permis est mis en œuvre;

5° l'indication que le permis prend cours à dater du jour où il devient exécutoire conformément à l'article 53;

6° les mesures et le délai pour la remise en état à la fin de son exploitation.

La décision mentionne également, le cas échéant :

1° les conditions, les garanties techniques et financières jugées nécessaires par l'autorité compétente;

2° le jour où le permis devient exécutoire, dans le cas où celui-ci est accordé sur recours;

3° les éléments du permis initial modifiés ou complétés lorsque la décision accordant le permis a pour objet l'extension d'une implantation commerciale ou la modification importante de la nature de l'activité d'une implantation commerciale.

§ 2. Le Gouvernement peut préciser toute autre mention devant figurer dans le permis.

Section 2. — Effets du permis

Art. 53. Sans préjudice des articles 48, § 3, 62, § 3, et 101, § 3, la décision accordant le permis est exécutoire à partir du lendemain de la notification qui en est faite au demandeur ou, à défaut, du lendemain du délai qui était imparti à l'autorité de recours pour statuer si le permis est délivré sur recours.

Art. 54. Pour autant que les modalités de publicité prévues par le Gouvernement soient respectées, le permis a pour effet d'éteindre ou de modifier les servitudes du fait de l'homme et les obligations conventionnelles mentionnées dans la demande, sans préjudice de l'indemnisation des titulaires des droits, à charge du demandeur.

Art. 55. Le permis délivré est frappé de caducité si le projet d'implantation commerciale autorisé n'est pas ouvert au public, de manière significative, durant deux années consécutives.

Le bénéficiaire du permis est responsable du démantèlement de l'implantation commerciale et de la remise en état des terrains concernés par l'implantation commerciale, si aucune réouverture au public n'intervient sur le même emplacement, dans les deux ans de la caducité du permis.

A défaut de solvabilité du bénéficiaire du permis, le ou les titulaire(s) de droits réels sur les terrains concernés par l'implantation commerciale seront responsables des obligations prescrites à l'alinéa 2.

Lorsque le démantèlement de l'implantation commerciale et la remise en état des terrains concernés par l'implantation commerciale ne sont pas réalisés dans le délai fixé en application de l'alinéa 2, le collège communal ou le fonctionnaire des implantations commerciales peut pourvoir d'office à l'exécution des travaux et ce, à charge du défaillant.

Le collège communal ou le fonctionnaire des implantations commerciales a le droit de vendre les matériaux et objets résultant du démantèlement et de la remise en état des lieux, de les transporter, de les entreposer et de procéder à leur destruction en un lieu qu'il choisit.

Le contrevenant est tenu au remboursement de tous les frais d'exécution, déduction faite du prix de vente des matériaux et objets, sur présentation d'un état taxé et rendu exécutoire par le juge des saisies.

La caducité visée à l'alinéa 1^{er} peut-être actée par un procès-verbal dressé par l'autorité.

Art. 56. Les permis délivrés en vertu du présent décret ne préjudicient pas aux droits des tiers.

Section 3. — Durée de validité du permis

Art. 57. § 1^{er}. Le permis est accordé pour une durée indéterminée.

§ 2. Le Gouvernement peut fixer une durée de validité maximale du permis pour les projets d'implantation commerciale qu'il désigne.

L'autorité compétente peut arrêter les conditions particulières d'exploitation qui sont révisables avant l'expiration du permis, ainsi que la date à laquelle la demande de renouvellement est introduite.

La durée de validité du permis se calcule à partir du jour où la décision accordant le permis devient exécutoire, conformément à l'article 53.

Art. 58. Lorsque le permis a pour objet la transformation ou l'extension d'un établissement, il est accordé pour un terme expirant au plus tard à la date d'expiration du permis initial portant sur l'établissement d'origine.

Art. 59. § 1^{er}. Sauf dans le cas d'un établissement temporaire, la durée de validité du permis ne peut être prolongée.

La durée du permis accordé pour un établissement temporaire peut être prolongée une fois, en sorte que la durée totale de l'autorisation ne puisse excéder quatre mois.

§ 2. Le Gouvernement fixe la procédure applicable à la demande de prolongation d'un permis accordé pour un établissement temporaire.

Section 4. — Charges en faveur de la collectivité

Art. 60. Outre les conditions relatives au respect des critères de délivrance visés à l'article 44 et les conditions visées à l'article 52, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o, l'autorité compétente peut subordonner la délivrance des permis aux charges qu'elle juge utiles d'imposer au demandeur dans le respect du principe de proportionnalité.

Les charges sont supportées par le demandeur et couvrent la réalisation ou la rénovation de voiries, d'espaces verts publics, la réalisation ou la rénovation de constructions ou d'équipements publics ou communautaires en ce compris les conduites, canalisations et câbles divers enterrés impétrants, ainsi que toutes mesures favorables à l'un des critères de délivrance, visés à l'article 44.

Section 5. — Obligation du titulaire du permis

Art. 61. Le titulaire du permis d'implantation porte à la connaissance du collège communal et du fonctionnaire des implantations commerciales, la date fixée pour la mise en œuvre du permis au moins quinze jours avant celle-ci.

Un avis indiquant que le permis d'implantation commerciale a été délivré, est affiché sur les lieux du projet d'implantation commerciale faisant l'objet du permis, par les soins du titulaire du permis, dans les huit jours qui suivent la notification de la décision, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de celui-ci.

Pendant le délai, l'autorisation ainsi que les dossiers y annexés ou une copie certifiée conforme des documents par l'autorité délivrante, se trouvent en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 67 sur les lieux du projet d'implantation commerciale faisant l'objet du permis.

Le Gouvernement peut déterminer les modalités d'exécution du présent article.

Section 6. — Péremption du permis

Art. 62. § 1^{er}. Dans les trois années de sa notification, l'autorisation est périmée pour les parties non encore ouvertes au public.

La péremption de l'autorisation s'opère de plein droit.

Toutefois, à la demande du demandeur, l'autorisation peut être prorogée pour une période de deux ans. La demande de prorogation intervient, auprès du collège communal, par tout moyen conférant date certaine, deux mois au moins avant l'écoulement du délai visé à l'alinéa 1^{er} à peine de non-recevabilité.

Dans les cas visés à l'article 29, § 1^{er}, alinéa 2, l'administration communale envoie au fonctionnaire des implantations commerciales la demande de prorogation, dans un délai de trois jours ouvrables à dater de sa réception.

La prorogation est accordée par l'autorité compétente pour délivrer initialement le permis, conformément à l'article 29, § 1^{er}.

§ 2. Lorsque l'ouverture au public a été autorisée par phases, le permis détermine, pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai visé au paragraphe 1^{er}. Ces autres phases peuvent bénéficier de la prorogation visée au paragraphe 1^{er}, aliéna 2.

§ 3. Le délai de péremption est suspendu de plein droit durant tout le temps de la procédure, à savoir l'introduction de la requête à la notification de la décision finale, lorsqu'un recours en annulation a été introduit à l'encontre du permis devant le Conseil d'Etat ou qu'une demande d'interruption de l'exploitation autorisée par le permis est pendante devant une juridiction de l'ordre judiciaire. Si le titulaire du permis contesté n'a pas la qualité de partie au procès, l'autorité qui a délivré le permis notifie au titulaire le début et la fin de la période de suspension du délai de péremption.

Section 7. — Renonciation au permis

Art. 63. § 1^{er}. Le titulaire d'un permis d'implantation commerciale non mis en œuvre peut y renoncer.

La renonciation ne se présume pas.

§ 2. Lorsque le permis porte sur un bien appartenant à plusieurs propriétaires, la renonciation peut uniquement avoir lieu avec l'accord de tous les propriétaires.

Art. 64. Le titulaire du permis notifie sa renonciation, par envoi, au collège communal ayant délivré le permis et au fonctionnaire des implantations commerciales.

Section 8. — Cession du permis

Art. 65. § 1^{er}. En cas de cession du permis d'implantation commerciale, le cédant et le cessionnaire procèdent à une notification conjointe à l'autorité compétente pour délivrer le permis en première instance.

La notification contient la confirmation écrite du cessionnaire qu'il a pris connaissance du permis, des conditions et des charges éventuelles prescrites par l'autorité compétente.

L'autorité compétente accuse réception de la notification et en informe le fonctionnaire des implantations commerciales.

§ 2. A défaut, le cédant ou ses ayants droit demeurent solidairement responsables avec le cessionnaire des charges d'urbanisme.

*CHAPITRE X. — Surveillance, sanctions et mesures administratives**Section 1^{re}. — Infractions*

Art. 66. § 1^{er}. Commettent une infraction, ceux qui, par l'exploitation d'un établissement de commerce de détail, ou de quelque matière que ce soit :

1^o mettent en œuvre un projet d'implantation commerciale, sans déclaration préalable ou sans permis préalable, postérieurement à sa péremption, sa caducité ou postérieurement à l'acte ou à l'arrêt de suspension du permis ou encore non conformément au permis ou à la déclaration;

2^o poursuivent la mise en œuvre d'un projet d'implantation commerciale, sans permis, au-delà de la durée de validité du permis, postérieurement à sa péremption, sa caducité ou postérieurement à l'acte ou à l'arrêt de suspension du permis ou encore non conformément au permis ou à la déclaration;

3^o maintiennent des infractions visées au 1^o et 2^o;

4^o ne respectent pas les conditions reprises dans la décision autorisant l'implantation commerciale.

§ 2. Commettent également une infraction, les personnes ayant fourni des renseignements inexacts ou incomplets aux fins d'obtenir indûment l'autorisation de réaliser le projet d'implantation commerciale.

Section 2. — Surveillance et inspection

Art. 67. § 1^{er}. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de la police judiciaire, les fonctionnaires et agents techniques des communes désignés par le gouverneur de province ainsi que les fonctionnaires et agents de la Région désignés à cette fin par le Gouvernement ont qualité pour rechercher et constater, le cas échéant par procès-verbal, les infractions déterminées à l'article 66.

Le procès-verbal décrit la ou les infractions constatées et la ou les dispositions du décret non respectées. Il fait foi jusqu'à preuve du contraire. Copie en est remise au contrevenant, ou lui est signifiée par tout moyen conférant date certaine, dans les dix jours qui suivent les constatations. L'agent ou le fonctionnaire qui a constaté l'infraction envoie, dans les dix jours de la constatation de l'infraction, l'original du procès-verbal de cette infraction au Procureur du Roi territorialement compétent par tout moyen conférant date certaine.

Le Gouvernement peut arrêter la forme et le contenu du procès-verbal.

§ 2. Dans l'accomplissement de leur mission, les agents visés au paragraphe 1^{er} peuvent :

1^o accéder aux emplacements et aux terrains à construire, aux terrains et bâtiments accueillant l'implantation commerciale ou pénétrer dans les bâtiments, cours et enclos adjacents dont l'accès est nécessaire à l'accomplissement de leur mission, pour autant qu'il ne s'agisse pas d'un domicile;

2^o faire toutes les constatations utiles, se faire produire, sur première réquisition et sans déplacement, les documents, pièces ou livres nécessaires pour leurs recherches et constatations et en prendre copie;

3^o requérir l'assistance de la police.

§ 3. Les agents habilités visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, exercent les compétences qui leur sont conférées par le présent article sous la surveillance du Procureur du Roi.

Art. 68. § 1^{er}. Les agents visés à l'article 67 peuvent ordonner verbalement et sur place l'interruption des travaux de construction, de transformation ou d'installation lorsqu'ils constatent que ceux-ci ne sont pas conformes à l'autorisation ou sont exécutés sans autorisation.

L'ordre est, à peine de péremption, confirmé, soit par le bourgmestre, soit le Ministre qui a l'économie dans ses attributions, dans les dix jours.

§ 2. Les agents précités sont habilités à prendre toutes les mesures, y compris la mise sous scellés, pour assurer l'application immédiate de l'ordre d'interrompre les travaux, l'interdiction de la mise en exploitation ou de la décision de confirmation.

§ 3. Le procès-verbal de constat et la décision de confirmation sont notifiés par tout moyen conférant date certaine avec avis de réception selon le cas au maître de l'ouvrage, au propriétaire ou au titulaire du permis et à la personne ou l'entrepreneur qui exécute les travaux.

Art. 69. L'intéressé peut, par voie de référé, demander la suppression de la mesure à l'encontre du Gouvernement ou de la commune selon que la décision de confirmation a été notifiée par le Ministre compétent ou par le bourgmestre.

La demande est portée devant le président du tribunal de première instance dans le ressort duquel les constatations ont été faites. Le livre II, titre VI, de la quatrième partie du Code judiciaire est applicable à l'introduction et à l'instruction de la demande.

Quiconque n'a pas donné suite à l'ordre visé à l'alinéa 2 ou à la décision de confirmation est puni, d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 26 à 2.000 euros ou d'une des peines seulement.

Section 3. — Action pénale

Art. 70. Les infractions sont punies d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 100 à 300.000 euros ou d'une des peines seulement.

Les dispositions du Livre I^{er} du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions.

Art. 71. Outre la pénalité, le tribunal ordonne, à la demande motivée du fonctionnaire des implantations commerciales ou le collège communal, soit :

1° la remise en état des lieux ou la cessation de l'utilisation abusive;

2° l'exécution d'ouvrages ou de travaux d'aménagement;

3° le paiement d'une somme représentative de la plus-value acquise par le bien à la suite de l'infraction pour autant qu'il ne soit ni inscrit sur la liste de sauvegarde, ni classé.

Lorsque la demande du collège communal diverge de celle du fonctionnaire des implantations commerciales, la demande de l'autorité qui aurait eu à connaître de la demande de permis prévaut.

Le tribunal fixe un délai qui, dans les cas visés à l'alinéa 1^{er} et 2°, ne peut dépasser un an.

En cas de condamnation au paiement d'une somme, le tribunal fixe celle-ci à tout ou partie de la plus-value acquise par le bien et ordonne que le condamné peut s'exécuter valablement en remettant les lieux en état dans le délai d'un an. Le paiement de la somme se fait entre les mains du receveur de l'enregistrement à un compte spécial du budget de la Région.

Art. 72. Sans préjudice de l'application du chapitre XXIII du Livre IV de la quatrième partie du Code judiciaire, le jugement ordonne que, lorsque les lieux ne sont pas remis en état ou les travaux et ouvrages ne sont pas exécutés dans le délai prescrit, le fonctionnaire des implantations commerciales en concertation avec le fonctionnaire délégué, le collège communal et éventuellement la partie civile peuvent pourvoir d'office à son exécution.

L'administration ou la partie civile qui exécute le jugement a le droit de vendre les matériaux et objets résultant de la remise en état des lieux, de les transporter, de les entreposer et de procéder à leur destruction en un lieu qu'elle choisit.

Le condamné est contraint au remboursement de tous les frais d'exécution, déduction faite du prix de la vente des matériaux et objets, sur présentation d'un état taxé et rendu exécutoire par le juge des saisies.

Art. 73. Lorsque le jugement ordonne soit la remise en état des lieux, soit l'exécution d'ouvrages ou de travaux d'aménagement, ceux-ci sont exécutés par le condamné sans qu'il obtienne le permis visé à l'article 84 du CWATUPE.

Toutefois, le condamné prévient le collège communal, huit jours avant le début des travaux. Le collège communal peut imposer des conditions d'exécution, notamment en ce qui concerne la sécurité et la salubrité publique.

Section 4. — Absence d'action pénale

Sous-section 1^{re}. — Absence de poursuite

Art. 74. Si, dans les nonante jours de la réception du procès-verbal d'infraction, le Procureur du Roi n'a pas marqué son intention de poursuivre le contrevenant, il est réputé y renoncer.

Art. 75. A défaut pour le Procureur du Roi d'avoir marqué son intention de poursuivre dans les nonante jours de la réception du procès-verbal d'infraction, le contrevenant est convoqué par l'autorité compétente, dans les trois mois, à une réunion de concertation.

Sous-section 2. — Concertation

Art. 76. Au terme de la réunion de concertation, est acté, soit :

1° l'accord entre le contrevenant, le fonctionnaire des implantations commerciales et le collège communal sur la transaction et l'engagement du contrevenant d'introduire une demande de permis ou une déclaration de régularisation dans un délai déterminé;

2° lorsque la régularisation n'est pas possible :

a) l'accord entre le contrevenant, le fonctionnaire des implantations commerciales et le collège communal sur les mesures de restitution;

b) les délais de réalisation des mesures de restitution et du paiement de la transaction, le cas échéant;

3° l'absence d'accord.

En cas de désaccord entre le collège communal et le fonctionnaire des implantations commerciales, la proposition de l'autorité compétente pour délivrer l'éventuelle demande de permis est retenue.

Sous-section 3. — Transaction

Art. 77. Lorsque les actes et travaux exécutés ou maintenus en infraction sont susceptibles de recevoir le permis d'implantation requis, sur la base soit de la réglementation en vigueur lors de l'accomplissement des actes et travaux, soit de la réglementation en vigueur au moment du dépôt de la demande, le fonctionnaire des implantations commerciales propose, de commun accord avec le collège communal, une transaction au contrevenant.

Lorsque l'infraction consiste en l'exécution et le maintien d'actes et travaux soumis à la déclaration et en l'absence de déclaration, le fonctionnaire des implantations commerciales propose, de commun accord avec le collège communal, une transaction au contrevenant.

En cas de désaccord entre le collège communal et le fonctionnaire des implantations commerciales, la proposition de l'autorité compétente pour délivrer l'éventuelle demande de permis est retenue.

Art. 78. La transaction a lieu moyennant le paiement d'une somme d'argent dont le montant est établi selon les règles arrêtées par le Gouvernement, sans que le montant ne puisse être inférieur à deux cent cinquante euros ni supérieur à vingt-cinq mille euros.

Le versement du montant de la transaction précède l'introduction de la demande de permis ou de la déclaration, à défaut la demande de régularisation doit être déclarée irrecevable.

Le versement du montant de la transaction se fait, soit :

- 1° entre les mains du receveur communal lorsque l'infraction a été constatée par les fonctionnaires et agents de la police locale ou par les fonctionnaires et agents techniques des communes désignés par le gouverneur de la province;
- 2° entre les mains du receveur de l'enregistrement à un compte spécial du budget de la Région dans les autres cas.

Le versement du montant de la transaction éteint le droit pour les autorités publiques à demander toute autre réparation.

Sous-section 4. — Poursuite devant le tribunal civil

Art. 79. Lorsque la régularisation n'est pas possible, en l'absence d'accord conformément à l'article 76, alinéa 1^{er}, 3°, ou en cas de non respect des délais imposés dans le cas des accords conclus en vertu de l'article 76, alinéa 1^{er}, 1° ou 2°, le fonctionnaire des implantations commerciales ou le collègue communal poursuit, devant le tribunal civil, soit :

- 1° la remise en état des lieux ou la cessation de l'utilisation abusive;
- 2° l'exécution d'ouvrages ou de travaux d'aménagement;
- 3° le paiement d'une somme représentant tout ou partie de la plus-value acquise par le bien à la suite de l'infraction.

Les dispositions des articles 71 à 73 sont également applicables en cas d'action introduite devant le tribunal civil.

Sous-section 5. — Droit des tiers et dispositions diverses

Art. 80. Les droits du tiers lésé agissant en justice soit concurremment avec les autorités publiques, soit séparément d'elles, sont limités pour la réparation directe à celle choisie par l'autorité compétente, sans préjudice du droit à l'indemnisation à charge du contrevenant.

Art. 81. A la demande des acquéreurs ou des locataires, le tribunal peut annuler leur titre d'acquisition ou de location, sans préjudice du droit à l'indemnisation à charge du contrevenant.

Art. 82. La citation devant le tribunal correctionnel en vertu de l'article 71 ou l'exploit introductif d'instance prévu par l'article 79 est transcrit à la conservation des hypothèques de la situation des biens, à la diligence de l'huissier de justice auteur de l'exploit.

La citation ou l'exploit contient la désignation cadastrale de l'immeuble objet de l'infraction et en identifier le propriétaire dans la forme et sous la sanction prévues à l'article 12 de la loi du 10 octobre 1913.

Toute décision rendue en la cause est mentionnée en marge de la transcription de la citation ou de l'exploit, selon la procédure prévue par l'article 84 de la loi du 16 décembre 1851 sur la révision du régime hypothécaire.

Lorsque les pouvoirs publics ou les tiers sont obligés, par suite de la carence du condamné, de pourvoir à l'exécution du jugement, la créance naissant de ce chef à leur profit est garantie par une hypothèque légale dont l'inscription, le renouvellement, la réduction et la radiation totale ou partielle sont opérés conformément aux dispositions des chapitres IV et V de la loi du 16 décembre 1851 sur la révision du régime hypothécaire.

Cette garantie s'étend à la créance résultant de l'avance faite par eux du coût des formalités hypothécaires, lequel est à charge du condamné.

TITRE II. — Du permis intégré

CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application et autorité compétente

Art. 83. § 1^{er}. Tout projet intégré, à l'exception des projets portant sur des établissements temporaires ou relatifs à des biens immobiliers visés à l'article 109 du CWATUPE, fait l'objet d'une demande de permis intégré.

§ 2. Le collègue communal de la commune sur le territoire de laquelle est situé le projet d'implantation commerciale est compétent pour connaître des demandes de permis intégré.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le fonctionnaire des implantations commerciales est conjointement compétent avec le fonctionnaire délégué et le fonctionnaire technique, ou l'un d'eux pour connaître des demandes de permis intégré relatives :

- 1° à tout projet intégré situé sur le territoire de plusieurs communes;
- 2° à tout projet intégré, relatif à un projet d'implantation commerciale d'une surface commerciale nette égale ou supérieure à 2 500 m² ou susceptible d'engendrer une surface commerciale nette égale ou supérieure à 2 500 m², après réalisation du projet;
- 3° à tout projet intégré incluant des actes et travaux soumis à permis d'urbanisme pour lesquels le fonctionnaire délégué est l'autorité compétente.

§ 3. La Commission de recours est compétente pour connaître des recours contre les décisions relatives aux permis intégrés délivrés par l'autorité visée aux alinéas 1^{er} et 2.

CHAPITRE II. — Procédure d'octroi du permis intégré

Section 1^{re}. — Demande

Art. 84. § 1^{er}. La demande de permis intégré est envoyée au collègue communal de la commune sur le territoire de laquelle se situe l'établissement, par tout moyen conférant date certaine, qui délivre le cas échéant un accusé de réception.

Le Gouvernement arrête les modalités et les conditions de l'introduction du permis intégré par voie électronique.

Lorsque l'établissement est situé sur le territoire de plusieurs communes, la demande est adressée à l'une des communes, au choix du demandeur, sur le territoire de laquelle l'établissement est projeté.

§ 2. Le Gouvernement arrête la forme et le contenu de la demande, ainsi que le nombre d'exemplaires qui sont à introduire, l'échelle et le contenu des différents plans qui sont joints.

La demande contient, selon qu'elle vise l'obtention d'un permis unique, d'un permis d'environnement ou d'un permis d'urbanisme, les éléments visés à l'article 17 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et/ou les pièces requises en vertu de l'article 115, alinéa 2, du CWATUPE.

Le dossier d'évaluation des incidences reprend l'ensemble des indications qu'auraient dû comporter les dossiers d'évaluation si les demandes de permis d'implantation commerciale, unique, d'urbanisme et/ou d'environnement avaient été envisagées isolément.

Art. 85. Dans un délai de trois jours ouvrables à dater de la réception de la demande, l'administration communale envoie simultanément au fonctionnaire des implantations commerciales et, selon le cas, au fonctionnaire délégué et/ou au fonctionnaire technique, un exemplaire de la demande de permis, en ce compris la preuve de la réception de la demande ou une copie du récépissé visé à l'article 84 et en informe simultanément le demandeur, soit par pli ordinaire si la demande a été envoyée par courrier à la commune, soit par voie électronique si la demande a été introduite par ce biais.

Si l'administration communale n'a pas envoyé la demande dans le délai prévu à l'alinéa 1^{er}, le demandeur peut saisir directement le fonctionnaire des implantations commerciales en lui adressant une copie de la demande qu'il a initialement adressée au collège communal, dans les cas prévus à l'article 83, § 2, alinéa 2. Dans un délai de trois jours ouvrables à dater de la réception de la demande, le fonctionnaire des implantations commerciales envoie celle-ci au fonctionnaire délégué et/ou au fonctionnaire technique.

Dès sa réception, le fonctionnaire des implantations commerciales transmet copie de la demande de permis à l'Observatoire du Commerce.

Art. 86. La demande est incomplète s'il manque des renseignements ou des documents requis en vertu de l'article 84, § 2.

La demande est irrecevable :

1° si elle a été introduite en violation de l'article 84, § 1^{er};

2° si elle est jugée incomplète à deux reprises;

3° si le demandeur ne fournit pas les compléments dans le délai visé à l'article 87, § 3, alinéa 1^{er}.

Art. 87. § 1^{er}. Le fonctionnaire des implantations commerciales, le fonctionnaire délégué et/ou le fonctionnaire technique examinent le caractère complet et recevable du dossier.

§ 2. Le fonctionnaire des implantations commerciales envoie au demandeur la décision statuant sur le caractère complet ou recevable de la demande, soit par pli ordinaire si la demande a été envoyée par courrier à la commune, soit par voie électronique si la demande a été introduite par ce biais, dans les vingt jours de la réception de la demande de permis.

La décision déclarant la demande complète et recevable mentionne :

1° l'autorité compétente;

2° les instances d'avis, le cas échéant et les délais y afférents;

3° la durée et la date du début de l'enquête publique, sauf dérogation prévue au présent décret, et les communes dans lesquelles l'enquête publique est réalisée;

4° le délai dans lequel la décision est notifiée;

5° la nécessité de l'intervention de la commune, du Gouvernement ou du fonctionnaire délégué sur la demande de dérogation prévue aux articles 114 et 127, § 3, du CWATUPE.

Lorsque la demande est incomplète, le fonctionnaire des implantations commerciales adresse au demandeur, soit par pli ordinaire si la demande a été envoyée par courrier à la commune, soit par voie électronique si la demande a été introduite par ce biais, un relevé des pièces manquantes, dans les vingt jours de la réception de l'envoi de la demande de permis ou de la déclaration. La décision précise que la procédure recommence à dater de leur réception.

§ 3. Le demandeur envoie au fonctionnaire des implantations commerciales les compléments demandés, soit par pli ordinaire si la demande a été envoyée par courrier à la commune, soit par voie électronique si la demande a été introduite par ce biais, dans un délai de six mois à dater de l'envoi de la demande de compléments. Les compléments sont fournis en autant d'exemplaires que la demande de permis initiale en compte si la demande a été envoyée par courrier à la commune. Si le demandeur n'a pas envoyé les compléments demandés dans le délai prescrit, le fonctionnaire des implantations commerciales déclare la demande irrecevable.

Dans les vingt jours à dater de la réception des compléments par le fonctionnaire des implantations commerciales, il envoie au demandeur la décision conjointe du fonctionnaire des implantations commerciales, du fonctionnaire délégué et/ou du fonctionnaire technique statuant sur le caractère complet et recevable de la demande.

Art. 88. Si le fonctionnaire des implantations commerciales n'a pas envoyé au demandeur la décision visée à l'article 87, § 2, ou celle visée à l'article 87, § 3, la demande est considérée comme recevable, au terme des délais prévus par ces dispositions. La procédure est poursuivie.

Section 2. — Enquête publique et évaluation des incidences

Art. 89. § 1^{er}. Sauf dérogations prévues par le Gouvernement, toute demande de permis intégré est soumise à enquête publique organisée selon les modalités définies au Livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

Pour les surfaces commerciales nettes de plus de 20 000 m² et qui sont situées à une distance de moins de vingt kilomètres d'une autre région ou de plusieurs autres régions, le Gouvernement notifie le projet d'implantation commerciale au Gouvernement de chacune des régions concernées. Si le Gouvernement d'une région concerné le demande, une concertation a lieu.

§ 2. Sauf dérogations prévues par le Gouvernement, tout projet faisant l'objet d'une demande de permis intégré est soumis à évaluation des incidences sur l'environnement conformément à la partie V du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

Pour autant qu'ils soient pertinents et actuels, tout ou partie des résultats et des données obtenus lors de l'évaluation environnementale effectuée précédemment peuvent être intégrés dans l'étude d'incidences. Ceux-ci sont identifiés comme tels dans l'étude.

§ 3. Toute dérogation prévue aux paragraphes 1^{er} et 2 peut uniquement se faire pour des projets qui ne sont pas de nature à causer des dangers, nuisances ou inconvénients importants pour l'homme ou pour l'environnement, en fonction de la taille et de la localisation du projet et des critères pertinents énumérés par l'article D.66, § 1^{er}, de la partie V du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

Section 3. — Avis

Art. 90. Le jour où il envoie sa décision attestant le caractère complet et recevable de la demande conformément à l'article 87 ou à l'expiration du délai visée à l'article 88, le fonctionnaire des implantations commerciales envoie le dossier de la demande ainsi que ses compléments éventuels pour avis aux différentes instances qu'il désigne, en concertation avec le fonctionnaire délégué et/ou le fonctionnaire technique.

Art. 91. Les communes limitrophes remettent un avis si la demande de permis concerne un projet d'implantation commerciale d'une surface commerciale nette égale ou supérieure à 1 000 m².

La (ou les) commune(s) sur laquelle (lesquelles) est situé tout ou partie du projet d'implantation commerciale remet(tent) un avis dans les cas visés à l'article 83, § 2, alinéa 2.

L'Observatoire du Commerce remet un avis lorsque la demande de permis concerne un projet d'implantation commerciale tel que prévu à l'article 83, § 2, alinéa 2, 1^o et 2^o.

L'Observatoire du Commerce remet un avis à la demande de l'autorité compétente dans les cas visés à l'article 83, § 2, alinéa 1^{er}.

Art. 92. Les instances visées aux articles 90 et 91 envoient leur avis dans un délai de trente jours, si la demande concerne un projet d'implantation commerciale d'une surface commerciale nette de moins de 2 500 m², ou soixante jours, si la demande concerne un projet d'implantation commerciale d'une surface commerciale nette égale ou supérieure à 2 500 m², à dater de la réception de la demande d'avis.

A défaut d'envoi d'avis dans les délais prévus à l'alinéa 2, l'avis est réputé favorable.

Le Gouvernement peut déterminer les autorités et instances d'avis, sans préjudice des articles 90 et 91, ainsi que le contenu minimum des avis.

Tout avis est motivé.

Art. 93. A la demande de l'autorité compétente ou d'une des administrations et autorités consultées, celles-ci se concertent au moins une fois.

Les modalités de concertation peuvent être arrêtées par le Gouvernement.

Section 4. — Rapport de synthèse

Art. 94. Les délais de procédures prévus aux articles 95 à 99 se calculent :

1^o à dater du lendemain du jour où la décision conjointe du fonctionnaire des implantations commerciales, du fonctionnaire délégué et/ou du fonctionnaire technique attestant le caractère complet et recevable de la demande a été envoyée;

2^o à défaut, à dater du jour suivant le délai qui était imparti pour envoyer la décision sur le caractère recevable de la demande.

Art. 95. § 1^{er}. Sur la base des avis recueillis, un rapport de synthèse est rédigé conjointement par le fonctionnaire des implantations commerciales, le fonctionnaire technique et/ou par le fonctionnaire délégué. Le rapport comprend une proposition conjointe de décision motivée au regard des divers avis recueillis, des critères visés à l'article 44 et, le cas échéant, la décision du Gouvernement ou du fonctionnaire délégué d'octroi ou de refus de la dérogation visée aux articles 114 et 127, § 3, du CWATUPE.

§ 2. Le rapport de synthèse et l'intégralité de la demande sont envoyés à l'autorité compétente dans un délai de :

1^o septante jours si la demande de permis concerne un projet d'implantation commerciale d'une surface commerciale nette inférieure à 2 500 m² ou un établissement de classe 2;

2^o cent dix jours si la demande de permis concerne un projet d'implantation commerciale d'une surface commerciale nette égale ou supérieure à 2 500 m² ou un établissement de classe 1.

Le jour où le fonctionnaire des implantations commerciales envoie le rapport de synthèse, il en avise le demandeur.

§ 3. A l'expiration du délai visé au paragraphe 3, le fonctionnaire des implantations commerciales, le fonctionnaire technique et/ou le fonctionnaire délégué sont entendus conjointement si l'autorité compétente le demande.

§ 4. Les délais visés au paragraphe 3 peuvent être prorogés par décision conjointe du fonctionnaire des implantations commerciales, du fonctionnaire technique et/ou du fonctionnaire délégué. La durée de la prorogation ne peut pas excéder trente jours. La décision est envoyée dans le délai visé au paragraphe 3, à l'autorité compétente et au demandeur.

§ 5. Si le rapport de synthèse n'a pas été envoyé à l'autorité compétente dans le délai imparti, elle poursuit la procédure en tenant compte du dossier de demande de permis, de l'évaluation des incidences, des résultats de l'enquête publique, de l'avis du ou des collèges communaux et de toute autre information à sa disposition.

§ 6. Dans les cas visés à l'article 83, § 2, alinéa 2, le présent article n'est pas applicable.

Section 5. — Décision

Art. 96. § 1^{er}. L'autorité compétente envoie sa décision au demandeur, au fonctionnaire des implantations commerciales, au fonctionnaire technique et/ou au fonctionnaire délégué, et lorsqu'il a été fait application de l'article 83, § 2, alinéa 2, 1^o, à chaque commune sur le territoire de laquelle l'établissement ou les actes et travaux sont situés, ainsi que, par pli ordinaire, à chaque autorité ou administration consultée dans un délai de :

1^o nonante jours si la demande de permis concerne un projet d'implantation commerciale d'une surface commerciale nette inférieure à 2 500 m² ou un établissement de classe 2;

2^o cent quarante jours si la demande de permis concerne un projet d'implantation commerciale d'une surface commerciale nette égale ou supérieure à 2 500 m² ou un établissement de classe 1.

Si le rapport de synthèse est envoyé avant l'expiration du délai visé à l'article 95, § 3, l'autorité compétente envoie sa décision au demandeur, au fonctionnaire des implantations commerciales, au fonctionnaire technique et/ou au fonctionnaire délégué, ainsi que, par pli ordinaire, à chaque autorité ou administration consultée dans un délai de :

1° vingt jours à dater du jour où elle reçoit le rapport de synthèse des fonctionnaires conformément à l'article 95, § 3, si la demande de permis concerne un projet d'implantation commerciale d'une surface commerciale nette inférieure à 2 500 m² ou un établissement de classe 2;

2° trente jours à dater du jour où elle reçoit le rapport de synthèse des fonctionnaires conformément à l'article 95, § 3, si la demande de permis concerne un projet d'implantation commerciale d'une surface commerciale nette égale ou supérieure à 2 500 m² ou un établissement de classe 1.

Dans les cas visés à l'article 83, § 2, alinéa 2, seul l'alinéa 1^{er} est d'application. La décision du fonctionnaire délégué ou du Gouvernement d'octroi ou de refus de la dérogation visée à l'article 114 du CWATUPE ou celle prise en application de l'article 127, § 3, du CWATUPE font partie intégrante de la décision visée à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe.

Le permis peut être refusé pour les motifs, être assorti de conditions ou consentir les dérogations prévus au titre V du Livre I^{er} du CWATUPE et des articles 45, 55, 55bis et 56 du décret relatif au permis d'environnement.

§ 2. Dans l'hypothèse visée à l'article 95, § 5, le délai imparti à l'autorité compétente pour envoyer sa décision est prorogé d'un délai identique à celui fixé par le fonctionnaire des implantations commerciales, en concertation avec le fonctionnaire technique et/ou le fonctionnaire délégué.

Art. 97. § 1^{er}. Entre la date à laquelle le rapport de synthèse a été envoyé, ou aurait dû l'être, conformément à l'article 95, § 3, et la date à laquelle l'autorité compétente envoie sa décision en application de l'article 96, § 1^{er} ou, dans le cas visé à l'article 83, § 2, alinéa 2, dans le délai visé à l'article 96, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le demandeur peut, préalablement à la décision de l'autorité compétente, moyennant l'accord ou à la demande de celle-ci, produire des plans modificatifs et un complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou d'étude d'incidences.

L'envoi au demandeur de cet accord ou de cette demande a pour effet d'interrompre les délais visés à l'article 96.

Une copie en est également envoyée, le même jour, au fonctionnaire des implantations commerciales, au fonctionnaire technique et/ou au fonctionnaire délégué par l'autorité compétente.

§ 2. Dans les cas visés à l'article 83, § 2, alinéa 1^{er}, le demandeur envoie à l'autorité compétente les plans modificatifs accompagnés d'un complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou d'études d'incidences. Ces documents sont fournis en autant d'exemplaires que la demande initiale en compte si la demande a été envoyée par courrier à la commune. L'autorité compétente conserve un exemplaire des plans modificatifs et du complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou d'étude d'incidences.

L'autorité compétente envoie ces documents simultanément au fonctionnaire des implantations commerciales, au fonctionnaire technique et/ou au fonctionnaire délégué, dans un délai de trois jours ouvrables à dater du jour de leur réception. L'autorité compétente informe le demandeur, par écrit, de la date de la réception des compléments par le fonctionnaire des implantations commerciales, le fonctionnaire technique et/ou au fonctionnaire délégué.

Si l'autorité compétente n'a pas envoyé les plans modificatifs accompagnés du complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou d'étude d'incidences dans le délai de trois jours à dater de leur réception, le demandeur peut envoyer directement ceux-ci en copie au fonctionnaire des implantations commerciales. Dans ce cas, le fonctionnaire des implantations commerciales, transmet, sans délai, les documents reçus au fonctionnaire technique et/ou au fonctionnaire délégué.

§ 3. Dans les cas déterminés à l'article 83, § 2, alinéa 2, le demandeur envoie au fonctionnaire des implantations commerciales les plans modificatifs accompagnés d'un complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou d'études d'incidences. Ces documents sont fournis en autant d'exemplaires que la demande initiale en compte si la demande a été envoyée par courrier à la commune.

Le fonctionnaire des implantations commerciales envoie les documents au fonctionnaire technique et/ou au fonctionnaire délégué, dans un délai de trois jours ouvrables à dater du jour de leur réception. Le fonctionnaire des implantations commerciales informe le demandeur, par écrit, de la date de la réception des compléments par le fonctionnaire technique et/ou au fonctionnaire délégué.

§ 4. La procédure recommence, selon les modalités prévues à l'article 87, § 3, à dater de la réception par le fonctionnaire des implantations commerciales dans le cas visé à l'article 83, § 2, alinéa 1^{er}, ou par le fonctionnaire délégué et/ou le fonctionnaire technique dans les cas visés à l'article 83, § 2, alinéa 2, des plans modificatifs et du complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou d'étude d'incidences.

Dans la décision qu'ils rendent en application de l'article 87, § 2, le fonctionnaire des implantations commerciales, le fonctionnaire technique et/ou le fonctionnaire délégué indiquent que la demande fait l'objet de plans modificatifs. Il en va de même lors de la saisine des instances visées à l'article 90. L'enquête publique réalisée conformément à l'article 83 suite au dépôt des plans modificatifs et de leur complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou l'étude d'incidences porte sur le dossier de la demande de permis initiale, ses compléments éventuels, ainsi que sur les plans modificatifs et leur complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou d'étude d'incidences.

Les articles 89 et 90 à 93 ne sont pas applicables aux plans modificatifs et leur complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou d'étude d'incidences :

1° lorsque la modification projetée résulte d'une proposition contenue dans les observations ou réclamations faites lors de l'enquête publique ou dans un avis formulé par le fonctionnaire des implantations commerciales ou une instance consultative;

2° lorsque la modification projetée n'a qu'une portée limitée et ne porte pas atteinte à l'objet et à l'économie générale du projet et à ses caractéristiques substantielles.

§ 5. Le présent article peut être mis en œuvre une seule fois à propos de la même demande.

Art. 98. Lorsque la modification de la demande projetée répond aux conditions de l'article 97, § 4, alinéa 3, et qu'elle ne nécessite pas le dépôt de plans modificatifs, le permis impose la modification comme condition claire précise et non aléatoire.

Art. 99. A défaut de l'envoi de la décision dans le délai prévu à l'article 96 si le rapport de synthèse a été envoyé conformément à l'article 95 et s'il comporte un avis favorable du fonctionnaire des implantations commerciales, du fonctionnaire technique et/ou du fonctionnaire délégué, la décision est censée être arrêtée aux conditions fixées par l'avis, ainsi que, le cas échéant, aux conditions générales et sectorielles prévues à l'article 5 du décret relatif au permis d'environnement.

Le permis est censé être refusé à défaut de l'envoi de la décision dans le délai prévu à l'article 96 :

1° si le rapport de synthèse n'a pas été envoyé conformément à l'article 95;

2° si le rapport de synthèse comporte un avis défavorable du fonctionnaire des implantations commerciales, du fonctionnaire technique et/ou du fonctionnaire délégué.

Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 2, dans les cas visés à l'article 83, § 2, alinéa 2, le permis est censé être refusé si la décision n'a pas été envoyée dans le délai prévu à l'article 96.

Art. 100. Le fonctionnaire des implantations commerciales et la commune tiennent chacun un registre des permis. Le Gouvernement détermine la forme et le contenu du registre.

CHAPITRE III. — *Recours*

Art. 101. § 1^{er}. Un recours contre la décision émanant de l'autorité compétente lorsque celle-ci a été envoyée dans les délais visés à l'article 96, § 1^{er}, ou contre la décision censée être arrêtée conformément à l'article 99 est ouvert auprès de la Commission de recours :

1° au demandeur;

2° au fonctionnaire des implantations commerciales, au fonctionnaire technique, au fonctionnaire délégué et au collège communal de la commune sur le territoire de laquelle l'établissement est situé;

3° à toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt.

§ 2. Sous peine d'irrecevabilité, le recours est envoyé dans un délai de vingt jours à dater, soit :

1° pour le demandeur, le fonctionnaire des implantations commerciales, le fonctionnaire technique, le fonctionnaire délégué, le collège communal de la commune sur le territoire de laquelle l'établissement est situé, de la réception de la décision émanant de l'autorité compétente lorsque celle-ci a été envoyée dans les délais visés à l'article 96, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ou 2;

2° pour le demandeur, le fonctionnaire des implantations commerciales, le fonctionnaire technique, le fonctionnaire délégué, le collège communal de la commune sur le territoire de laquelle l'établissement est situé, de l'expiration des délais visés à l'article 96 dans les cas d'application des dispositions de l'article 99;

3° pour les personnes non visées au 1°, du premier jour de l'affichage de l'avis effectué conformément aux modalités des articles D.29-22, D.29-23 et D.29-24 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Si la décision est affichée dans plusieurs communes, le délai est prolongé jusqu'au vingtième jour suivant le premier jour de l'affichage dans la commune qui y a procédé la dernière.

§ 3. Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée sauf lorsqu'il est introduit par le fonctionnaire des implantations commerciales, le fonctionnaire technique ou le fonctionnaire délégué.

§ 4. Le Gouvernement détermine :

1° les informations que contient le recours, sa forme et le nombre d'exemplaires à introduire;

2° les modalités selon lesquelles le recours est porté à la connaissance du public;

3° les modalités d'instruction du recours, les instances devant être consultées et les délais endéans lesquels les avis sont émis; à défaut d'envoi d'avis dans les délais prévus, l'avis est réputé favorable.

L'avis de l'Observatoire du Commerce peut être sollicité par la Commission de recours.

§ 5. La Commission de recours envoie sa décision au requérant dans un délai de :

1° septante jours si le recours concerne un projet d'implantation commerciale d'une surface commerciale nette de moins de 2 500 m²;

2° cent jours si le recours concerne projet d'implantation commerciale d'une surface commerciale nette égale ou supérieure à 2 500 m².

Le délai court à dater du premier jour suivant la réception du recours. En cas de pluralité de recours, le délai débute à dater du premier jour suivant la réception du dernier recours.

La Commission de recours motive sa décision, notamment, au regard des dispositions de l'article 24, sans préjudice des dispositions du décret relatif au permis d'environnement et du CWATUPE.

§ 6. A défaut d'envoi de la décision dans le délai visé au paragraphe 5, la décision prise en première instance est confirmée.

CHAPITRE IV. — *Péremption*

Art. 102. § 1^{er}. Le permis est périmé si les travaux n'ont pas été commencés de manière significative dans les trois ans à compter du jour où le permis devient exécutoire conformément à l'article 53.

La péremption s'opère de plein droit. Toutefois, à la demande du titulaire, le permis peut être prorogé pour une période de deux ans. La demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé aux alinéas précédents, auprès du collège communal.

Dans les cas visés à l'article 83, § 2, alinéa 2, l'administration communale envoie au fonctionnaire des implantations commerciales la demande de prorogation, dans un délai de trois jours ouvrables à dater de sa réception.

La prorogation est accordée par l'autorité qui était compétente en première instance pour délivrer le permis dont la prorogation est demandée.

§ 2. Lorsque la réalisation des travaux a été autorisée par phases, le permis détermine, pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai visé au paragraphe 1^{er}. Ces autres phases peuvent bénéficier de la prorogation visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

§ 3. Le délai de péremption est suspendu de plein droit durant tout le temps de la procédure, à savoir l'introduction de la requête à la notification de la décision finale, lorsqu'un recours en annulation a été introduit à l'encontre du permis devant le Conseil d'Etat ou qu'une interruption de l'exploitation autorisée par le permis est pendante devant une juridiction de l'Ordre judiciaire. Si le titulaire du permis contesté n'a pas la qualité de partie au procès, l'autorité qui a délivré le permis notifie au titulaire le début et la fin de la période de suspension du délai de péremption.

CHAPITRE V. — *Dispositions particulières au projet intégré impliquant une modification à la voirie communale*

Art. 103. § 1^{er}. Lorsque le projet intégré porte notamment sur l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale au sens des dispositions du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale, le fonctionnaire des implantations commerciales et, le cas échéant, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué le précisent dans la décision par laquelle le caractère complet et recevable de la demande est reconnu conformément à l'article 87, § 2, ou dans toute autre décision conjointe prise avant l'échéance des délais visés à l'article 96. Ils soumettent, le même jour, la demande relative à la voirie communale à la procédure prévue aux articles 7 et suivants du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale.

Lorsque le projet intégré porte notamment sur l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale au sens des dispositions du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale nécessitant une modification du plan d'alignement, le fonctionnaire des implantations commerciales et, le cas échéant, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué le précisent dans la décision par laquelle le caractère complet et recevable de la demande est reconnu conformément à l'article 87, § 2, ou dans toute autre décision conjointe prise avant l'échéance des délais visés à l'article 96. Ils envoient, le même jour, la demande relative à la voirie communale et le projet de plan d'alignement élaboré par le demandeur, conformément aux articles 21 et suivants du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale.

L'envoi de la demande relative à la voirie communale au collège communal a pour effet d'interrompre les délais de procédure.

La procédure recommence selon les modalités prévues par l'article 87, § 2, à dater de la réception par le fonctionnaire des implantations commerciales de la décision définitive relative à la voirie communale et, le cas échéant, l'arrêté relatif au plan d'alignement. Si un rapport de synthèse a été envoyé conformément à l'article 95 avant la mise en œuvre de la procédure visée aux alinéas 1^{er} ou 2, le rapport ne peut pas produire les effets visés aux articles 96, § 1^{er}, alinéa 2, et 99. Lorsque la Commission de recours est saisie d'un recours portant sur un projet intégré visé à l'alinéa 1^{er} ou à l'alinéa 2 et constate que la procédure prévue par les alinéas n'a pas été mise en œuvre, la Commission de recours ou le fonctionnaire des implantations commerciales et, le cas échéant, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué, conjointement soumettent la demande relative à la voirie communale à la procédure prévue aux articles 7 et suivants du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ou, le cas échéant, à celle prévue aux articles 21 et suivants du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale.

L'envoi de la demande relative à la voirie communale au collège communal a pour effet d'interrompre les délais visés à l'article 101, § 5.

La procédure recommence selon les modalités prévues par l'article 101, à dater de la réception par la Commission de recours de la décision définitive relative à la voirie communale et, le cas échéant, de l'arrêté relatif au plan d'alignement.

Par dérogation aux articles 87, § 2, alinéa 2, 3^o, et 89, l'enquête publique organisée dans le cadre de la demande relative à la voirie communale et, le cas échéant, au projet de plan d'alignement, porte également sur le projet intégré visé à l'alinéa 1^{er}. Par dérogation aux articles 24 à 26 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale, l'enquête publique est organisée dans le cadre de la demande relative à la voirie communale, ainsi que, le cas échéant, relative au projet de plan d'alignement, et selon les modalités définies au Livre I^{er} du Code de l'Environnement. La durée de l'enquête publique conjointe correspond à la durée maximale requise par les différentes procédures concernées.

§ 2. Lorsque le projet intégré est situé le long d'une voie de la Région ou de la province, l'avis de l'administration intéressée est sollicité

CHAPITRE VI. — *Dispositions applicables*

Art. 104. § 1^{er}. Les Livres I^{er} et II du présent décret sont applicables au permis intégré.

Les chapitres I^{er}, VI, VIII, IX et X du Livre III, titre I^{er} sont applicables au permis intégré.

§ 2. Les articles 57 à 59, ne s'appliquent pas au permis intégré en tant qu'il tient lieu de permis d'urbanisme et de permis d'environnement.

§ 3. Les dispositions suivantes du CWATUPE sont applicables au permis intégré :

1^o les chapitres I^{er}, II et IV du titre premier du Livre I^{er};

2^o les titres II, III et IV du Livre I^{er};

3^o les articles 84, 85, 109, 110 à 114, 123, dernier alinéa 127, § 3, 128, 131, 132, alinéa 1^{er}, 132bis, 134 à 139 les chapitres IV et V, à l'exclusion de l'article 150bis, § 2, du titre V du Livre I^{er};

4^o les titres VI, VII et VIII du Livre I^{er};

5^o les Livres II et III.

§ 4. Le titre VI du Livre premier du CWATUPE ne s'applique pas au permis intégré en tant qu'il tient lieu de permis d'implantation commerciale et de permis d'environnement.

§ 5. Les chapitres I^{er}, VII, VIII, IX et X ainsi que les articles 45, § 1^{er}, 6^o, 57, alinéa 2, 60, § 2, § 3 et § 4, du décret relatif au permis d'environnement sont applicables au permis intégré en tant qu'il tient lieu de permis d'environnement. En cas de contradiction entre le présent décret et le chapitre X du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les dispositions du présent décret prévalent.

**LIVRE IV. — Etablissement de commerce de détail
d'une surface commerciale nette égale ou inférieure à 400 m²**

Art. 105. Le collège communal est informé de toute ouverture, extension ou modification de la nature de l'activité commerciale d'un établissement de commerce de détail d'une surface commerciale nette égale ou inférieure à 400 m² non soumise à permis d'implantation commerciale, à permis intégré ou à déclaration préalablement à celle-ci.

Le Gouvernement détermine le contenu de cette information.

Le collège communal consigne toutes les informations transmises. La commune envoie trimestriellement au fonctionnaire des implantations commerciales, par pli ordinaire, les informations qu'elle a reçues en vertu des alinéas 1^{er} et 2.

LIVRE V. — Dispositions abrogatoires et modificatives**CHAPITRE I^{er}. — Modifications du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement**

Art. 106. A l'article 1^{er}, 11^o, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, le terme « uniquement » est inséré entre les termes « requiert » et « permis ».

CHAPITRE II. — Modifications du Livre I^{er} du Code de l'Environnement

Art. 107. Dans le Titre III, Partie III, Livre I^{er}, du Code de l'Environnement,

1^o à l'article D.29-1, § 2 : le point 6^o est complété de la manière suivante : « le schéma régional de développement commercial »;

2^o à l'article D.29-1, § 3 : après le point 7^o, il est inséré un nouveau point rédigé de la manière suivante :

« 8^o le schéma communal de développement commercial »;

3^o à l'article D.29-1, § 5 : après le point 4^o, deux nouveaux points sont insérés comme suit :

« 5^o les permis d'implantation commerciale;

6^o les permis intégrés au sens de l'article 1^{er}, 4^o et 5^o, du décret relatif aux implantations commerciales. »

Art. 108. L'article D.49 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement est complété par un g) :

« g) les permis d'implantation commerciale et les permis intégrés au sens de l'article 1^{er}, 4^o et 5^o, du décret relatif aux implantations commerciales ».

**CHAPITRE III. — Modifications du Code wallon de l'Aménagement du Territoire,
de l'Urbanisme et du Patrimoine et de l'Energie**

Art. 109. A l'article 2 du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments, le 16^o est complété comme suit :

« ou le permis intégré au sens de l'article 1^{er}, 5^o, du décret relatif aux implantations commerciales lorsqu'il intègre des actes et travaux soumis à permis d'urbanisme. »

Art. 110. L'article 131 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation aux articles 84 et 127, en cas de projet intégré au sens de l'article 1^{er}, 5^o, du décret relatif aux implantations commerciale, un permis intégré tenant lieu de permis d'urbanisme au sens du présent Code est délivré conformément aux dispositions visées au Livre III, Titre II du décret précité. »

CHAPITRE IV. — Modifications du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale

Art. 111. L'article 8 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le fonctionnaire des implantations commerciales au sens du décret relatif aux implantations commerciales et, le cas échéant le fonctionnaire délégué et le fonctionnaire technique peuvent soumettre conjointement, par envoi au collège communal, une demande de création, de modification ou de suppression d'une voirie communale. »

LIVRE VI. — Dispositions finales et transitoires

Art. 112. Les procédures d'instruction des demandes et de délivrance de l'autorisation ainsi que le traitement des recours organisés, lorsque ceux-ci ont été introduits avant l'entrée en vigueur du présent décret, se font conformément aux règles en vigueur au moment de l'introduction de la demande jusqu'à l'obtention d'une autorisation définitive.

Art. 113. § 1^{er}. Le schéma de développement commercial adopté par le Gouvernement avant l'entrée en vigueur du présent décret est d'application jusqu'à sa révision, conformément à l'article 15.

§ 2 Les schémas communaux de développement commercial adoptés par un conseil communal au terme d'une procédure identique à celle visée aux paragraphes 1^{er} à 5 de l'article 19 et comportant les éléments visés à l'article 17 avant la date d'entrée en vigueur du présent décret, sont réputés approuvés par le Gouvernement après la transmission par le collège communal dudit schéma, accompagné du dossier complet, au fonctionnaire des implantations commerciales, si leur révision est menée à terme dans un délai de quatre ans à partir de la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 114. Le présent décret abroge la loi du 13 août 2004 relative à l'autorisation d'implantations commerciales.

Art. 115. Le présent décret entre en vigueur aux dates fixées par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 5 février 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,
P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
R. COLLIN

—
Note

(1) *Session 2014-2015.*

Documents du Parlement wallon, 36 (2014-2015), n^{os} 1, 1bis à 143.

Compte rendu intégral, séance plénière du 4 février 2015.

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/200758]

5. FEBRUAR 2015 — Dekret über die Handelsniederlassungen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

BUCH I — Allgemeine Bestimmungen

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung dieses Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° "Betrieb" bzw. "Einzelhandelsbetrieb": die Vertriebsseinheit, deren Tätigkeit in dem alltäglichen Weiterverkauf von Waren an Verbraucher im eigenen Namen und für eigene Rechnung besteht, ohne mit diesen Waren anderweitig als durch ihre handelsübliche Handhabung umzugehen;

2° "Nettohandelsfläche": die für den Verkauf bestimmte, der Öffentlichkeit zugängliche Fläche einschließlich der nicht überdachten Flächen. Im Falle eines Ausbaus ist die für die Anwendung dieses Dekrets zu berücksichtigende Nettohandelsfläche die Gesamtläche nach Vollendung des Projekts einer Handelsniederlassung. In dieser Fläche sind insbesondere die Kassenbereiche, die Bereiche hinter den Kassen und die Eingangshallen, falls diese ebenfalls zu Zwecken der Ausstellung oder des Verkaufs von Waren verwendet werden, mit eingeschlossen;

3° "Projekt einer Handelsniederlassung":

a) ein Neubauprojekt, in dem die Ansiedlung eines Einzelhandelsbetriebs mit einer Nettohandelsfläche von mehr als 400 m² vorgesehen ist;

b) ein Projekt eines der Oberfläche gemäß Buchstabe a) entsprechenden "Handelskomplexes", d.h. einer Gruppe von Einzelhandelsbetrieben, ob sie sich in getrennten Gebäuden befinden oder nicht und ob ein und dieselbe Person der Projektträger, der Eigentümer, der Betreiber oder der Genehmigungsinhaber ist oder nicht, die zusammen auf dem gleichen Gelände liegen und zwischen denen ein Rechts- oder ein faktisches Verhältnis insbesondere in finanzieller, kommerzieller oder materieller Hinsicht besteht oder die Gegenstand eines konzertierten gemeinsamen Verfahrens betreffend eine Städtebau-, Umwelt- oder Globalgenehmigung sind;

c) ein Projekt zum Ausbau eines Einzelhandelsbetriebs oder Handelskomplexes, der die in Buchstabe a) festgesetzte Oberfläche bereits erreicht oder mit der Durchführung des Projekts übersteigen soll;

d) ein Projekt zur Führung, innerhalb eines bisher nicht zu Handelstätigkeiten bestimmten bereits bestehenden Gebäudes, eines oder mehrerer Einzelhandelsbetriebe oder eines Handelskomplexes mit einer Oberfläche, die derjenigen entspricht, die in Buchstabe a) festgelegt ist;

e) ein Projekt zur wesentlichen Änderung der Art der Handelstätigkeit eines Einzelhandelsbetriebs oder Handelskomplexes innerhalb einer bereits zu Handelstätigkeiten bestimmten bestehenden Gebäudes, dessen Oberfläche derjenigen gemäß Buchstabe a) entspricht;

4° "Genehmigung der Handelsniederlassung": die Entscheidung der zuständigen Behörde zugunsten eines Projekts einer Handelsniederlassung, die nach Abschluss des unter Titel I des Buches III - mit Ausnahme der Kapitel V und VI - genannten Verfahrens ausgestellt wird;

5° "integriertes Projekt": das Projekt, bezüglich dessen es sich zum Zeitpunkt der Antragstellung der Genehmigung herausstellt, dass seine Durchführung Folgendes voraussetzt:

a) entweder eine Genehmigung der Handelsniederlassung und eine Globalgenehmigung im Sinne von Artikel 1 12° des Dekrets über die Umweltgenehmigung;

b) oder eine Genehmigung der Handelsniederlassung und eine Umweltgenehmigung im Sinne von Artikel 1 1° des Dekrets über die Umweltgenehmigung;

c) oder eine Genehmigung der Handelsniederlassung und eine Städtebaugenehmigung im Sinne der Artikel 84 und 127 des CWATUPE;

6° "integrierte Genehmigung": die Entscheidung der zuständigen Behörde zugunsten eines integrierten Projekts, die nach Abschluss des unter Titel II des Buches III genannten Verfahrens ausgestellt wird und als gleichwertiger Ersatz für Folgendes dient:

a) entweder eine Genehmigung der Handelsniederlassung im Sinne des vorliegenden Dekrets und eine Globalgenehmigung im Sinne von Artikel 1, 12° des Dekrets über die Umweltgenehmigung;

b) oder eine Genehmigung der Handelsniederlassung und eine Umweltgenehmigung im Sinne von Artikel 1 1° des Dekrets über die Umweltgenehmigung;

c) oder eine Genehmigung der Handelsniederlassung und eine Städtebaugenehmigung im Sinne der Artikel 84 und 127 des CWATUPE;

7° "Projekt einer zeitweiligen Handelsniederlassung": das Projekt einer auf eine Zeitspanne von zwei Monaten begrenzten Handelsniederlassung;

8° "Wiederinstandsetzung": eine Gesamtheit von Maßnahmen zur Wiedereingliederung des Betriebs in sein Umfeld mit Rücksicht auf seine Nutzungsänderung zu funktionalen Zwecken und/oder ggf. zur Beseitigung von Verschmutzungsrisiken, die er eventuell birgt. Was den Boden betrifft, ist die Wiederinstandsetzung diejenige, die aus den in Artikel 18 des Dekrets über die Bodenbewirtschaftung aufgeführten Pflichten hervorgeht;

9° "Akte zur Umweltverträglichkeitsbewertung": die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder die Umweltverträglichkeitsprüfung, die kraft der Rechtsvorschriften zur Regelung der Umweltverträglichkeitsbewertung in der Wallonischen Region erforderlich sind;

10° "zuständige Behörde": die Behörde, die dazu ermächtigt ist, die Erklärung entgegenzunehmen und die Genehmigung der Handelsniederlassung oder die integrierte Genehmigung auszustellen;

11° "Beamter für Handelsniederlassungen": der von der Regierung ernannte Beamte, der für die in diesem Dekret genannten Zwecke bevollmächtigt ist;

12° "Dekret über die Umweltgenehmigung": das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

13° "technischer Beamter": der oder die von der Regierung ernannte(n) Beamte(n) im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

14° "CWATUPE": "Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie" (Wallonisches Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie);

15° "beauftragter Beamter": der oder die von der Regierung beauftragte(n) Beamte(n) im Sinne des CWATUPE.

KAPITEL II - Das "Observatoire du Commerce"

Abschnitt 1 - Rolle

Art. 2 - § 1 - Es wird ein "Observatoire du Commerce" (Beobachtungsstelle für den Handel) eingerichtet.

§ 2 - Das "Observatoire du Commerce" hat zur Aufgabe, Berichte, Gutachten, Bemerkungen, Empfehlungen und Vorschläge in den in vorliegendem Dekret genannten Fällen vorzulegen.

Art. 3 - § 1 - Die Regierung fordert das "Observatoire du Commerce" zur Begutachtung von Dekretsvorentwürfen und Erlassentwürfen bezüglich der im vorliegenden Dekret behandelten Angelegenheiten auf, außer in besonders begründeten Dringlichkeitsfällen. Das "Observatoire du Commerce" gibt sein Gutachten innerhalb von dreißig Tagen nach dem Zeitpunkt der Aufforderung ab. Wird innerhalb der eingeräumten Frist kein Gutachten vorgelegt, so gilt das Gutachten als günstig.

§ 2 - Unbeschadet der sonstigen Aufgaben, mit denen es durch oder kraft dieses Dekrets betraut wird, und in Absprache mit dem Beamten für Handelsniederlassungen gibt das "Observatoire du Commerce" der Regierung spätestens sechs Monate nach Ende einer jeden Legislaturperiode oder auf Aufforderung der Regierung Folgendes ab:

1° einen Tätigkeitsbericht;

2° einen mit Gründen versehenen Bericht über die Modifikationen des regionalen Schemas zur Handelsentwicklung;

3° einen mit Gründen versehenen Bericht über die kommunalen Schemen zur Handelsentwicklung.

Abschnitt 2 — Zusammensetzung und Arbeitsweise

Art. 4 - § 1 - Die Regierung legt die Vorschriften für die Zusammensetzung und die Arbeitsweise des "Observatoire du Commerce" fest und verpflichtet sich dazu, dass dabei folgende Grundsätze ihre Anwendung finden:

1° die Vertretung der im wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Bereich, im Umweltbereich, im Bereich des Wohnungswesens und der Mobilität kompetenten Beratungsstellen, deren Liste von der Regierung festgelegt wird;

2° ein Vertreter der Verwaltung der Handelsniederlassungen;

3° die Bestellung von zwei unabhängigen Sachverständigen für jedes einzelne der in Artikel 44 aufgeführten Ausstkriterien.

§ 2 - Die ordentlichen und stellvertretenden Mitglieder des "Observatoire du Commerce" werden von der Regierung auf Vorschlag des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonie ernannt. Jedes Mandat hat eine Dauer von sechs Jahren ab dem Ernennungserlass und kann erneuert werden. Falls ein Mandat vor seinem Auslaufen frei wird, wird der Nachfolger für die verbleibende Mandatszeit ernannt.

Art. 5 - Das "Observatoire du Commerce" wird von einem ständigen Sekretariat unterstützt, zu dessen Auflagen u. a. die Ausarbeitung der in Artikel 3 § 2 aufgeführten Berichte gehört.

Art. 6 - § 1 - Die Regierung kann die Organisation und die Vorschriften zur Arbeitsweise des "Observatoire", die Entlohnung seiner Mitglieder, die Vorschriften betreffend die Beschlussfassung und die Unvereinbarkeitsregeln festlegen.

§ 2 - Die Regierung legt die Vorschriften für die Zusammensetzung und die Arbeitsweise des ständigen Sekretariats fest.

KAPITEL III — *Der Berufungsausschuss*

Abschnitt 1 — Rolle

Art. 7 - Es wird ein Berufungsausschuss eingerichtet, der zuständig ist, um über die gemäß den Bestimmungen dieses Dekrets eingelegten Einsprüche zu urteilen.

Abschnitt 2 — Zusammensetzung und Arbeitsweise

Art. 8 - § 1 - Der Berufungsausschuss setzt sich aus den Ministern, zu deren Zuständigkeitsbereichen die Wirtschaft, die K.M.B., die Raumordnung, der Städtebau und die Mobilität gehören, oder aus deren Vertretern zusammen. Der Vorsitz wird von dem Minister geführt, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört.

§ 2 - Der Berufungsausschuss wird von einem Sekretariat unterstützt.

Art. 9 - Die Regierung legt die Organisation des Berufungsausschusses und die Vorschriften bezüglich der Arbeitsweise und der Beschlussfassung fest.

Die Regierung legt die Vorschriften für die Zusammensetzung und die Arbeitsweise des in Artikel 8 § 2 genannten Sekretariats fest.

BUCH II — *Die Schemen zur Handelsentwicklung*

TITEL I — *Die Schemen*

Art. 10 - Die Ziele der Handelsentwicklung und ihre Programmplanung werden in zwei Entwicklungsschemen erörtert:

- 1° im regionalen Schema zur Handelsentwicklung für die Wallonie;
- 2° im kommunalen Schema zur Handelsentwicklung für das jeweilige gesamte Gemeindegebiet.

TITEL II — *Regionales Schema zur Handelsentwicklung*

KAPITEL I — *Definition*

Art. 11 - Durch das regionale Schema zur Handelsentwicklung werden für das gesamte wallonische Gebiet die strategischen Instrumente zur Entwicklung des Handels festgelegt, die in Diagnosen und in zugleich quantitativen und qualitativen Maßstäben bestehen, durch die eine objektive Bewertung der für die Ausstellung von Genehmigungen der Handelsniederlassung zu erfüllenden Kriterien, sowie Empfehlungen in Bezug auf die Umsetzung und die Aktualisierung ermöglicht werden.

KAPITEL II — *Inhalt*

Art. 12 - Das Schema umfasst:

- 1° eine Diagnose des Handels in der Wallonie;
- 2° eine Analyse der Entwicklungsszenarien für die Wallonie mit oder ohne Handelsregulierung im Angesicht
 - (i) des Verbraucherschutzes und des Schutzes der Dienstleistungsempfänger;
 - (ii) des Schutzes der städtischen Umwelt;
 - (iii) der sozialpolitischen Ziele;
 - (iv) des Beitrags zu einer nachhaltigeren Mobilität;
- 3° eine Bewertung der Zweckdienlichkeit, der Relevanz und der Verhältnismäßigkeit der Kriterien für die Ausstellung von Genehmigungen der Handelsniederlassung;
- 4° Empfehlungen;
- 5° seine eigenen Umsetzungsmodalitäten;
- 6° die Maßnahmen zur Überwachung und Bewertung der Umsetzung des Schemas;
- 7° eine nichttechnische Zusammenfassung sämtlicher Unterlagen.

Die Regierung kann den Inhalt des Schemas bestimmen und dazu weitere Kontext-, Analysen-, Aktualisierungs- und Umsetzungselemente für Projekte von Handelsniederlassungen einschließlich jedes einschlägigen Kartenmaterials oder jeder einschlägigen Bewertungsskala hinzufügen.

KAPITEL III — *Verfahren*

Art. 13 - § 1 - Das regionale Schema zur Handelsentwicklung wird von der Regierung aufgestellt.

Das "Observatoire du Commerce" wird über die Voruntersuchungen unterrichtet und kann jederzeit die Empfehlungen aussprechen, die es für nützlich erachtet.

§ 2 - Die Regierung nimmt den Schemaentwurf an und unterwirft ihn gemäß Artikel D.52 ff. des Umweltgesetzbuches einer Umweltverträglichkeitsbewertung.

§ 3 - Die Regierung unterzieht den Schemaentwurf und den Umweltverträglichkeitsbericht einer öffentlichen Untersuchung gemäß den Modalitäten nach Titel III von Teil III des Buches I des Umweltgesetzbuches und legt sie zur Begutachtung durch das "Observatoire du Commerce", den "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung), den Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie, den Regionalausschuss für Raumordnung, die Gemeinderäte und alle sonstigen Personen und Instanzen vor, deren Konsultierung sie für notwendig hält.

§ 4 - Die Gutachten werden binnen fünfundvierzig Tagen nach dem Fristablauf der öffentlichen Untersuchung der Regierung übermittelt. Falls ein Gutachten nicht innerhalb der gesetzten Frist zugestellt wurde, gilt es als günstig.

§ 5 - Die Regierung nimmt das Schema zusammen mit der Umwelterklärung im Sinne von Artikel D.60 des Buches I des Umweltgesetzbuches endgültig an. Der Erlass der Regierung wird Gegenstand der Bekanntmachungsmaßnahmen nach Artikel D.29-21 ff. von Buch I des Umweltgesetzbuches.

KAPITEL IV — *Überwachung der Auswirkungen*

Art. 14 - In regelmäßigen Zeitabständen legt das "Observatoire du Commerce" der Regierung einen Bericht über die Überwachung der erheblichen Umweltauswirkungen bei der Umsetzung des regionalen Schemas zur Handelsentwicklung und über die etwaigen einzuleitenden Berichtigungsmaßnahmen vor.

Der im vorigen Absatz genannte Bericht wird gemäß den in Artikel L1133-1 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung vorgesehenen Verfahrensweisen der Öffentlichkeit bekanntgegeben.

KAPITEL V — *Revision*

Art. 15 - Die Bestimmungen zur Regelung der Aufstellung des regionalen Schemas zur Handelsentwicklung finden auf dessen Revision Anwendung.

Das regionale Schema zur Handelsentwicklung wird alle vier Jahre neu überprüft und nötigenfalls revidiert. Das regionale Schema zur Handelsentwicklung bleibt bis zum Zeitpunkt seiner Revision in Kraft.

TITEL III — *Kommunale Schemen zur Handelsentwicklung*

KAPITEL I — *Definition*

Art. 16 - Das kommunale Schema zur Handelsentwicklung ist ein Leitlinien-, Bewertungs-, Führungs- und Planungsdokument für die Entwicklung des Handels im jeweiligen gesamten Gemeindegebiet.

KAPITEL II — *Inhalt*

Art. 17 - Das Schema umfasst für das gesamte Gemeindegebiet:

1° eine Bestandsaufnahme der vorhandenen Lage, und auf jeden Fall die Bestandsaufnahme der leer stehenden Handelseinheiten auf dem gesamten Gemeindegebiet, und die Bewertung des Handelspotenzials sowie Angaben zu den im Gemeindegebiet aufgetretenen Mangelzuständen und Erschwernissen;

2° Optionen und Empfehlungen in Bezug auf die Handelsentwicklung im gesamten Gemeindegebiet oder in einem Teil davon:

a) die Ziele der Handelsentwicklung je nach den gesetzten Prioritäten;

b) die bevorzugte Ansiedlung kommerzieller Ausrüstungen und Infrastrukturen insbesondere mit dem Ziel, ihre Integration in die städtische Umwelt zu fördern;

c) die zur Harmonisierung und Einbeziehung der Verkehrsströme und zur Förderung einer nachhaltigen Mobilität bestimmten allgemeinen Leitlinien;

d) die zur Förderung der Qualität der Arbeitsplätze in der Gemeinde bestimmten allgemeinen Leitlinien;

e) eine Darstellung der Beziehung zu anderen einschlägigen Plänen oder Programmen;

3° die Programmplanung der Erschließung bestimmter Gebiete und/oder der Durchführung bestimmter Raumordnungsmaßnahmen, die Festlegung der Standorte für die Hauptausstattungen und -infrastrukturen und Anweisungen zum lokalen Verkehrsmanagement;

4° die relevanten Aspekte des derzeitigen Umweltzustands und dessen voraussichtliche Entwicklung bei Nichtdurchführung des kommunalen Schemas zur Handelsentwicklung;

5° die in Bezug auf die Ausstkriterien für Genehmigungen der Handelsniederlassung relevanten Zielsetzungen mit Angabe der Art und Weise, wie ihnen im Rahmen der Ausarbeitung des Schemas Rechnung getragen wird;

6° die voraussichtlichen erheblichen Umweltauswirkungen, d.h. sekundäre, kumulative, synergetische, kurz-, mittel- und langfristige, ständige und vorübergehende, positive und negative Auswirkungen, einschließlich der Auswirkungen auf die biologische Vielfalt, die Bevölkerung, die Gesundheit des Menschen, Fauna, Flora, Boden, Wasser, Luft, klimatische Faktoren, Sachwerte, das kulturelle Erbe einschließlich der architektonisch wertvollen Bauten und der archäologischen Schätze, die Landschaft und die Wechselbeziehung zwischen den genannten Faktoren;

7° die zu ergreifenden Maßnahmen, um die in Ziffer 6° genannten negativen Auswirkungen zu verhindern, zu verringern oder auszugleichen;

8° eine Beschreibung der gewählten Bewertungsmethode und der aufgetauchten Schwierigkeiten;

9° die geplanten Maßnahmen, um die Umsetzung des kommunalen Schemas zur Handelsentwicklung zu überwachen;

10° eine nichttechnische Zusammenfassung der oben beschriebenen Informationen.

Das kommunale Schema zur Handelsentwicklung kann sich insbesondere auf die anlässlich anderer vorher durchgeführter Umweltbewertungen – und vor allem bei der Annahme von anderen raumplanerischen Instrumenten – erhaltenen notwendigen Informationen stützen.

Gegebenenfalls wird die Umweltbewertung, die im Rahmen des in Artikel 19 dargelegten Verfahrens vorgenommen wird, in den Inhalt des kommunalen Schemas zur Handelsentwicklung eingefügt und gilt sie somit als gleichwertigen Ersatz für die Maßnahmen gemäß Absatz 1, Ziffern 6° und 7°.

Die Regierung kann den Inhalt der kommunalen Schemen zur Handelsentwicklung bestimmen.

Art. 18 - Falls die Umstände dies erfordern, können mehrere Gemeinden in gegenseitiger Abstimmung und jede in ihrem eigenen Zuständigkeitsbereich ein kommunales Schema zur Handelsentwicklung aufstellen. In diesem Fall ist der Umweltverträglichkeitsbericht im Sinne von Artikel 19 gemeinsam und bezieht sich auf die Auswirkungen der verschiedenen Schemaentwürfe. Die Gemeinderäte beauftragen ein und dieselbe Person mit der Erarbeitung der Schemaentwürfe. Bei den verschiedenen Schemen erfolgen die öffentliche Untersuchung gemäß Artikel 19 und die Konsultierungen gemäß Artikel 19 gleichzeitig.

Außerdem können die betroffenen Gemeinden ihre jeweiligen kommunalen Beratungsausschüsse für Raumordnung und Mobilität ersuchen, ihre Arbeitssitzungen gemeinsam abzuhalten.

KAPITEL III — *Verfahren*

Art. 19 - § 1 - Das Schema wird auf Initiative des Gemeinderats auf der Grundlage einer Diagnose erstellt.

§ 2 - Unter den gemäß Artikel 22 zugelassenen Personen bestimmt der Gemeinderat die natürlichen und juristischen, privat- oder öffentlich-rechtlichen Personen, die er mit der Ausarbeitung des Schemaentwurfs beauftragt, sowie die natürlichen und juristischen, privat- oder öffentlich-rechtlichen Personen, die er mit der Ausarbeitung des Umweltverträglichkeitsberichts gemäß Artikel D.52 ff. des Buches I des Umweltgesetzbuches beauftragt.

Der Gemeinderat kann ein und dieselbe Person bezeichnen, die mit der Erarbeitung des Schemaentwurfs und des Umweltverträglichkeitsberichts beauftragt wird.

Die Regierung kann die Fälle bestimmen, in denen der Projektautor nicht unbedingt über die in Artikel 22 erwähnte Zulassung verfügt.

§ 3 - Der Gemeinderat nimmt den Schemaentwurf und den Umweltverträglichkeitsbericht provisorisch an und übermittelt sie dem Gemeindegremium.

§ 4 - Der Schemaentwurf und der Umweltverträglichkeitsbericht werden vom Gemeindegremium gemäß den Modalitäten des Titels III des Teils III von Buch I des Umweltgesetzbuches zur öffentlichen Untersuchung vorgelegt.

§ 5 - Der Schemaentwurf und der Umweltverträglichkeitsbericht werden gleichzeitig von dem Kollegium dem "Observatoire du Commerce", dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung, dem beauftragten Beamten, dem Beamten für Handelsniederlassungen, dem Beratungsausschuss für Raumordnung und Mobilität der betreffenden Gemeinde, sowie den Personen und Instanzen, deren Befragung das Kollegium für notwendig hält, zur Begutachtung unterbreitet.

Die im Absatz 1 erwähnten Gutachten werden innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach der Einsendung des Antrags des Gemeindegremiums übermittelt. In Ermangelung der Zusendung des Gutachtens innerhalb der eingeräumten Frist wird das Gutachten als günstig betrachtet.

§ 6 - Der Gemeinderat nimmt das Schema zusammen mit der in Artikel D.60 des Buches I des Umweltgesetzbuches genannten Umwelterklärung endgültig an.

Das Gemeindegremium sendet dem Beamten für Handelsniederlassungen das Schema gemeinsam mit der vollständigen Akte zu. Innerhalb von dreißig Tagen nach dem Empfang der Sendung mit dem Schema übermittelt der Beamte für Handelsniederlassungen sie der Regierung und richtet eine Abschrift dieser Sendung an das Gemeindegremium.

§ 7 - Die Regierung billigt das Schema oder lehnt es ab.

Die Billigung des Schemas erfolgt unter Berücksichtigung folgender Elemente:

1° die Ordnungsmäßigkeit des Verfahrens;

2° die Übereinstimmung mit dem regionalen Schema zur Handelsentwicklung.

§ 8 - Bevor sie ihren Beschluss fasst, kann die Regierung das Gemeindegremium auffordern, Abänderungsdokumente und einen entsprechenden Nachtrag zum Umweltverträglichkeitsbericht des Schemas vorzulegen.

Die Abänderungsdokumente und der entsprechende Nachtrag zum Umweltverträglichkeitsbericht, die vom Gemeindegremium provisorisch angenommen wurden, werden gemäß den Modalitäten des Titels III des Teils III von Buch I des Umweltgesetzbuches vom Gemeindegremium zur öffentlichen Untersuchung vorgelegt und werden den in § 5 genannten Dienststellen oder Ausschüssen zur Begutachtung unterbreitet, außer wenn sie sich aus einem Vorschlag ergeben, der unter den Bemerkungen oder Beschwerden im Rahmen der öffentlichen Untersuchung oder in einem Gutachten des Beamten für Handelsniederlassungen oder einer Beratungsstelle geäußert wurde.

Diese Gutachten werden dem Gemeindegremium innerhalb der in § 5, Absatz 2 genannten Fristen übermittelt. In Ermangelung der Zusendung des Gutachtens innerhalb der eingeräumten Frist wird das Gutachten als günstig betrachtet.

Der Gemeinderat nimmt die Abänderungsdokumente und den entsprechenden Nachtrag zum Umweltverträglichkeitsbericht endgültig an. Das Gemeindegremium übermittelt dem Beamten für Handelsniederlassungen die Abänderungsdokumente und den entsprechenden Nachtrag zum Umweltverträglichkeitsbericht. Innerhalb von dreißig Tagen nach dem Empfang der Abänderungsdokumente und des entsprechenden Nachtrags zum Umweltverträglichkeitsbericht übermittelt der Beamte für Handelsniederlassungen sie der Regierung und richtet eine Abschrift dieser Sendung an das Gemeindegremium.

Hat das Gemeindegremium die Abschrift der Übermittlung der Akte durch den Beamten für Handelsniederlassungen innerhalb von sechzig Tagen nach deren Versand nicht erhalten, so kann das Kollegium die Abänderungsdokumente und den entsprechenden Nachtrag zum Umweltverträglichkeitsbericht selbst an die Regierung richten.

Das im vorliegenden Paragraphen vorgesehene Verfahren darf nur zweimal eingeleitet werden.

§ 9 - Der Erlass der Regierung zur Genehmigung oder zur Ablehnung des Schemas wird dem Gemeindegremium innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Empfang, durch die Regierung, des Schemas und der vollständigen Akte in den in § 6 Absätze 2 und 3 erwähnten Fällen, oder der Abänderungsdokumente und des entsprechenden Nachtrags zum Umweltverträglichkeitsbericht in den in § 8 Absätze 4 und 5 erwähnten Fällen geschickt.

Wenn der Erlass nicht geschickt wird, kann das Gemeindegremium ein Erinnerungsschreiben an die Regierung richten. Wenn nach Ablauf einer neuen Frist von dreißig Tagen, die am Tag des Versands des Erinnerungsschreibens beginnt, das Gemeindegremium immer noch keinen Erlass empfangen hat, so gilt das kommunale Schema zur Handelsentwicklung als genehmigt.

§ 10 - Das Schema ist Gegenstand der Bekanntmachungsmaßnahmen nach Artikel D.29-21 ff. von Buch I des Umweltgesetzbuches.

KAPITEL IV — *Überwachung der Auswirkungen*

Art. 20 - In regelmäßigen Zeitabständen legt das Gemeindegremium dem Gemeinderat einen Bericht über die Überwachung der erheblichen Umweltauswirkungen bei der Umsetzung des kommunalen Schemas zur Handelsentwicklung und über die etwaigen einzuleitenden Berichtigungsmaßnahmen vor.

Die Öffentlichkeit wird nach den in Artikel L1133-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung vorgesehenen Modalitäten darüber informiert.

KAPITEL V — *Revision und Aufhebung*

Art. 21 - § 1 - Die bei der Ausarbeitung der kommunalen Schemen geltenden Bestimmungen finden auch bei ihrer Revision Anwendung. Die Revisionsunterlagen müssen aber nur Elemente im Zusammenhang mit der geplanten Revision umfassen.

§ 2 - Wenn die Ziele, die Optionen und die Empfehlungen des kommunalen Schemas zur Handelsentwicklung überholt sind, kann der Gemeinderat sie ganz oder teilweise nach dem in § 1 bestimmten Verfahren aufheben.

In Abweichung von Absatz 1 muss der Beschluss des Gemeinderates der Regierung nicht zur Billigung unterworfen werden, wenn der Aufhebungsvorschlag bei der Annahme eines neuen kommunalen Schemas zur Handelsentwicklung von der Regierung gebilligt wurde.

KAPITEL VI — *Zulassung**Abschnitt 1 — Ausstellung*

Art. 22 - Die natürlichen oder juristischen, privat- oder öffentlich-rechtlichen Personen, die mit der Erstellung oder der Revision der kommunalen Schemen beauftragt werden können, werden von der Regierung zugelassen, und zwar nach den von ihr bestimmten Kriterien und Verfahren.

Die Regierung legt die Form und den Inhalt des Zulassungsantrags fest.

Es wird ein Zulassungsausschuss gegründet, der damit beauftragt wird, ein Gutachten über die Zulassungsanträge abzugeben. Das Gutachten des Zulassungsausschusses wird als günstig betrachtet, wenn es nicht innerhalb der von der Regierung festgelegten Frist geschickt wurde. Die Regierung setzt die Zusammensetzung und die Modalitäten für die Arbeitsweise des Zulassungsausschusses fest.

Abschnitt 2 — Entzug

Art. 23 - Die Regierung legt die Bedingungen, die Modalitäten und das Verfahren für den Entzug fest.

TITEL IV — *Rechtsfolgen und Hierarchie*KAPITEL I — *Rechtsfolgen*

Art. 24 - Alle Schemen haben einen Richtwert.

Die mit der Ausstellung der Genehmigungen der Handelsniederlassung und der integrierten Genehmigungen beauftragten Behörden begründen ihre Entscheidungen im Hinblick auf das regionale und das kommunale Schema zur Handelsentwicklung, wenn diese bestehen.

Die Genehmigungen der Handelsniederlassung und die integrierten Genehmigungen können von den Zielen und den Empfehlungen des regionalen Schemas zur Handelsentwicklung sowie von den Zielen, den Optionen und den Empfehlungen der kommunalen Schemen zur Handelsentwicklung abweichen, unter Vorbehalt einer Begründung zum Beweis dessen, dass die Abweichungen weder die Ziele noch die wesentlichen Elemente des Schemas, die den Entwurf betreffen, beeinträchtigen und dass dieser Entwurf Spezifitäten aufweist, die diese Abweichungen rechtfertigen.

KAPITEL II — *Hierarchie*

Art. 25 - Die kommunalen Schemen präzisieren die Ziele und Empfehlungen des regionalen Schemas und sind mit dessen Umsetzungsmaßnahmen abgestimmt.

In Abweichung von Absatz 1 können die kommunalen Schemen zur Handelsentwicklung von den Empfehlungen und den Zielen des regionalen Schemas zur Handelsentwicklung, die sie präzisieren, abweichen, unter Vorbehalt einer Begründung zum Beweis dessen, dass die Abweichungen weder die Ziele noch die wesentlichen Elemente des regionalen Schemas, die das kommunale Schema betreffen, beeinträchtigen und dass Letzteres Spezifitäten aufweist, die diese Abweichungen rechtfertigen.

Art. 26 - Im Falle einer Unvereinbarkeit zwischen dem regionalen Schema zur Handelsentwicklung, das später in Kraft getreten ist, und den Zielen, den Empfehlungen oder den Optionen eines kommunalen Schemas zur Handelsentwicklung muss Letzteres innerhalb von vier Jahren Gegenstand einer Revision sein, um mit dem regionalen Schema in Übereinstimmung gebracht zu werden. Mangels dessen hören die Wirkungen des kommunalen Schemas, die mit dem regionalen Schema nicht übereinstimmen, auf.

BUCH III — *Genehmigungen und Erklärungen*TITEL I — *Die Genehmigung der Handelsniederlassung und die Erklärung*KAPITEL I — *Tatbestände, die die Pflicht, eine Genehmigung der Handelsniederlassung zu erhalten, begründen*

Art. 27 - Mit Ausnahme der in Artikel 28 genannten Projekte unterliegen die in Artikel 1 3^o des vorliegenden Erlasses genannten Projekte von Handelsniederlassungen einer Genehmigung der Handelsniederlassung.

KAPITEL II — *Tatbestände, die die Erklärungspflicht begründen*

Art. 28 - Die Projekte zur Erweiterung einer Handelsniederlassung, die 20 Prozent der bestehenden Nettohandelsfläche mit einer Obergrenze von 300 m² an zusätzlicher Nettohandelsfläche nicht überschreiten, unterliegen einer vorherigen, schriftlichen und ausdrücklichen Erklärungspflicht, unter der Bedingung, dass die bestehende Handelsniederlassung zum Zeitpunkt der Erweiterung über eine Genehmigung verfügt, die aufgrund des Gesetzes vom 29. Juni 1975 über die Handelsniederlassungen, des Gesetzes vom 13. August 2004 über die Zulassung von Handelsniederlassungen oder des vorliegenden Dekrets ausgestellt wurde.

Die Projekte zum Umzug einer Handelsniederlassung, deren Nettohandelsfläche 400 m² nicht überschreitet, in dem Gebiet einer gleichen Gemeinde und in einem Umkreis von 1 000 Metern um ihren Ansiedlungsort, unterliegen einer vorherigen, schriftlichen und ausdrücklichen Erklärungspflicht.

KAPITEL III — *Zuständige Behörden*

Art. 29 - § 1 - Das Gemeindegremium der Gemeinde, auf deren Gebiet das Projekt der Handelsniederlassung sich befindet, ist zuständig, um über die Erklärungen und die Anträge auf Genehmigung der Handelsniederlassung zu befinden.

In Abweichung von Absatz 1 ist der Beamte für Handelsniederlassungen zuständig, um über die Erklärungen und die Anträge auf Genehmigung der Handelsniederlassung bezüglich der folgenden Projekte zu befinden:

- 1° jedes Projekt einer Handelsniederlassung, die sich auf dem Gebiet mehrerer Gemeinden befindet;
- 2° jedes Projekt einer Handelsniederlassung, deren Nettohandelsfläche 2 500 m² überschreitet;
- 3° jedes Projekt zur Erweiterung eines Einzelhandelsbetriebs oder eines Handelskomplexes, die nach Ausführung des Projekts zu einer Nettohandelsfläche von mehr als 2 500 m² führen könnte.

§ 2 - Der Berufungsausschuss ist zuständig, um über die Einsprüche gegen die Beschlüsse bezüglich der von der in § 1 genannten Behörde ausgestellten Genehmigungen der Handelsniederlassung zu befinden.

KAPITEL IV — *Verfahren zur Gewährung der Genehmigung der Handelsniederlassung**Abschnitt 1 — Der Antrag*

Art. 30 - Der Antrag auf eine Genehmigung der Handelsniederlassung wird dem Gemeindegremium der Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Betrieb befindet, durch jegliches Mittel, das ein sicheres Datum verleiht, geschickt.

Falls sich der Betrieb auf dem Gebiet mehrerer Gemeinden befindet, wird der Antrag nach Wahl des Antragstellers an eine der Gemeinden, auf deren Gebiet der Betrieb geplant ist, gerichtet.

Art. 31 - Die Regierung legt die Form und den Inhalt des Antrags, die Anzahl der Exemplare, die eingereicht werden müssen, sowie den Maßstab und den Inhalt der verschiedenen beigefügten Pläne fest.

Die Regierung legt die Modalitäten und die Bedingungen für die in Artikel 30 Absatz 1 erwähnte Einreichung des Antrags auf eine Genehmigung der Handelsniederlassung auf elektronischem Wege fest.

Art. 32 - Innerhalb einer Frist von zehn Werktagen ab dem Empfang des Antrags sendet die Gemeindeverwaltung dem Beamten für Handelsniederlassungen ein Exemplar des Genehmigungsantrags zu und setzt den Antragsteller gleichzeitig davon in Kenntnis, entweder per gewöhnlichen Brief, wenn der Antrag der Gemeinde per Post geschickt wurde, oder auf elektronischem Wege, wenn der Antrag auf diese Weise eingereicht wurde.

Wenn die Gemeindeverwaltung den Antrag nicht innerhalb der im Absatz 1 genannten Frist gesandt hat, kann der Antragsteller sich in den in Artikel 29 § 1 Absatz 2 vorgesehenen Fällen direkt an den Beamten für Handelsniederlassungen wenden, indem er ihm eine Kopie des Antrags übermittelt, den er ursprünglich an das Gemeindegremium gerichtet hat.

Sofort nach Eingang des Genehmigungsantrags übermittelt der Beamte für Handelsniederlassungen dem "Observatoire du Commerce" eine Abschrift davon.

Art. 32bis - Der Antrag ist unvollständig, wenn aufgrund von Artikel 31 Absatz 1 erforderliche Auskünfte oder Unterlagen fehlen.

Der Antrag ist unzulässig:

- 1° wenn er unter Verstoß gegen Artikel 31 Absatz 2 oder Artikel 30 eingereicht wurde;
- 2° wenn er zum zweiten Mal als unvollständig beurteilt wurde;
- 3° wenn der Antragsteller die Ergänzungsunterlagen nicht innerhalb der in Artikel 33 § 2 Absatz 1 erwähnten Frist einreicht.

Art. 33 - § 1 - Innerhalb von zwanzig Tagen nach dem Empfang des Genehmigungsantrags schickt die zuständige Behörde dem Antragsteller ihren Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags zu, entweder per gewöhnlichen Brief, wenn der Antrag der Gemeinde per Post geschickt wurde, oder auf elektronischem Wege, wenn der Antrag auf diese Weise eingereicht wurde.

In dem Beschluss, durch den der Antrag als vollständig und zulässig erklärt wird, wird unter anderem Folgendes angegeben:

- 1° die zuständige Behörde;
- 2° ggf. die befragten Begutachtungsstellen und die entsprechenden Fristen;
- 3° die Dauer der öffentlichen Untersuchung;
- 4° die Frist, innerhalb deren der Beschluss amtlich mitgeteilt wird.

Wenn der Antrag als unvollständig betrachtet wird, schickt die zuständige Behörde innerhalb von zwanzig Tagen nach dem Empfang des eingesandten Genehmigungsantrags ein Verzeichnis der fehlenden Unterlagen zu, entweder per gewöhnlichen Brief, wenn der Antrag der Gemeinde per Post geschickt wurde, oder auf elektronischem Wege, wenn der Antrag auf diese Weise eingereicht wurde. Die Ergänzungsunterlagen werden in so vielen Exemplaren übermittelt wie in dem ursprünglichen Genehmigungsantrag vorhanden, wenn der Antrag der Gemeinde per Post geschickt wurde.

§ 2 - Der Antragsteller schickt der zuständigen Behörde innerhalb einer Frist von sechs Monaten ab dem eingesandten Antrag auf Ergänzungsunterlagen die beantragten Ergänzungsunterlagen zu, entweder per gewöhnlichen Brief, wenn der Antrag der Gemeinde per Post geschickt wurde, oder auf elektronischem Wege, wenn der Antrag auf diesem Weg eingereicht wurde.

§ 3 - Innerhalb von zwanzig Tagen ab dem Empfang der Ergänzungsunterlagen schickt die zuständige Behörde dem Antragsteller ihren Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags zu.

Art. 34 - Wenn die zuständige Behörde dem Antragsteller den in Artikel 33 § 1 Absatz 1 oder den in Artikel 33 § 3 Absatz 1 erwähnten Beschluss nicht zugeschickt hat, gilt der Antrag nach Ablauf der in den Bestimmungen vorgesehenen Fristen als zulässig. Das Verfahren wird fortgesetzt.

Abschnitt 2 — Öffentliche Untersuchung

Art. 35 - Jedes Projekt, für das ein Antrag auf eine Genehmigung der Handelsniederlassung eingereicht wird, unterliegt einer öffentlichen Untersuchung.

Für die Nettohandelsflächen von mehr als 20 000 m², die weniger als zwanzig Kilometer von einer oder von mehreren anderen Regionen entfernt sind, stellt die Regierung das Projekt der Handelsniederlassung der Regierung jeder betroffenen Region zu. Wenn die Regierung einer betroffenen Region es beantragt, findet eine Konzertierung statt. Der Beamte für Handelsniederlassungen fertigt ein Protokoll der Konzertierung ohne Entscheidungsgewalt an.

Die Regierung kann beschließen, welche Projekte keiner öffentlichen Untersuchung unterworfen werden müssen, wenn sie unter Berücksichtigung der Größe und des Standorts des Projekts und der relevanten Kriterien in der Auflistung von Artikel 1 § 1 von Teil V des Buches I des Umweltgesetzbuches keine Gefahren, Belästigungen oder erheblichen Nachteile für den Menschen oder die Umwelt darstellen.

Art. 36 - Die öffentliche Untersuchung wird gemäß den Modalitäten von Titel III des Teils III von Buch I des Umweltgesetzbuches vorgenommen.

Abschnitt 3 — Bewertung der Umweltverträglichkeit

Art. 37 - Außer im Falle von im Umweltgesetzbuch vorgesehenen Abweichungen unterliegt jedes Projekt, für das ein Antrag auf eine Genehmigung der Handelsniederlassung eingereicht wird, einer Bewertung der Umweltverträglichkeit gemäß Buch I des Umweltgesetzbuches.

Abschnitt 4 — Begutachtung

Art. 38 - An dem Tag, an dem die zuständige Behörde ihren Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gemäß Artikel 33 oder nach Ablauf der in Artikel 34 genannten Frist entsendet, schickt sie den verschiedenen, von ihr bestimmten Instanzen die Antragsakte sowie ihre eventuellen Ergänzungsunterlagen zur Begutachtung zu.

Art. 39 - Die angrenzenden Gemeinden geben ein Gutachten ab, wenn der Genehmigungsantrag ein Projekt einer Handelsniederlassung mit einer Nettohandelsfläche von mindestens 1 000 m² betrifft.

Die Gemeinde(n), auf deren Gebiet sich die Gesamtheit oder ein Teil des Projekts der Handelsniederlassung befindet, gibt(geben) in den in Artikel 29 § 1 Absatz 2 erwähnten Fällen ein Gutachten ab.

Der Beamte für Handelsniederlassungen gibt in den in Artikel 29 § 1 Absatz 1 genannten Fällen auf Anfrage der zuständigen Behörde ein Gutachten ab.

Der Beamte für Handelsniederlassungen kann in den in Artikel 29 § 1 Absatz 1 erwähnten Fällen für die Projekte von Handelsniederlassungen mit einer Nettohandelsfläche von mindestens 1 000 m² ein Gutachten aus eigener Initiative abgeben.

Das "Observatoire du Commerce" gibt auf Antrag der zuständigen Behörden in den in Artikel 29 § 1 Absatz 1 erwähnten Fällen ein Gutachten ab.

Das "Observatoire du Commerce" gibt ein Gutachten ab, wenn der Genehmigungsantrag ein in Artikel 29 § 1 Absatz 2 erwähntes Projekt einer Handelsniederlassung betrifft.

Art. 40 - Die befragten Instanzen senden ihr Gutachten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, wenn der Antrag ein Projekt einer Handelsniederlassung mit einer Nettohandelsfläche von weniger als 2 500 m² betrifft, oder von sechzig Tagen, wenn der Antrag ein Projekt einer Handelsniederlassung mit einer Nettohandelsfläche von mindestens 2 500 m² betrifft, sobald sie den Antrag auf ein Gutachten erhalten haben.

In Ermangelung der Zusendung des Gutachtens innerhalb der in Absatz 1 vorgesehenen Fristen wird das Gutachten als günstig betrachtet.

Die Regierung bestimmt die Behörden und Begutachtungsstellen unbeschadet des Artikels 45 sowie den Mindestinhalt der Gutachten.

Jedes Gutachten ist zu begründen.

Art. 41 - Auf Antrag der zuständigen Behörde oder einer der befragten Instanzen beraten diese mindestens einmal miteinander.

Die Konzertierungsmodalitäten können von der Regierung verabschiedet werden.

Abschnitt 5 — Änderungen des Antrags im Laufe des Verfahrens

Art. 42 - § 1 - Vor dem Beschluss der zuständigen Behörde kann der Antragsteller unter Vorbehalt ihres Einverständnisses Änderungspläne und gegebenenfalls einen entsprechenden Nachtrag zur vorherigen Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung vorlegen.

§ 2 - Das Gemeindegremium und die sonstigen zuständigen Behörden können durch die Vermittlung der Gemeinde die Änderungspläne und den Nachtrag zur vorherigen Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit bzw. zur Umweltverträglichkeitsprüfung neuen Bekanntmachungsmaßnahmen und einer Begutachtung durch die befragten Instanzen unterziehen. In diesem Fall setzt die zuständige Behörde den Antragsteller davon in Kenntnis.

Die besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen und die Befragung der in Absatz 1 genannten Behörden und Instanzen sind nicht erforderlich:

1° wenn sich die geplante Änderung aus einem Vorschlag ergibt, der in den während der öffentlichen Untersuchung geäußerten Beobachtungen oder Bemerkungen oder in einem vom Beamten für Handelsniederlassungen oder von einer Beratungsstelle abgegebenen Gutachten enthalten ist;

2° wenn die geplante Änderung nur ein begrenztes Ausmaß hat und den Zweck, den allgemeinen Aufbau und die wesentlichen Merkmale nicht beeinträchtigt.

§ 3 - Wenn die geplante Änderung den Bedingungen des Paragraphen 2 Absatz 2 entspricht und keine Unterbreitung von Änderungsplänen erfordert, wird diese Änderung in der Genehmigung als klare, deutliche und nicht zufällige Bedingung aufgelegt.

Art. 43 - Die Unterbreitung der Änderungspläne und des Nachtrags zur vorherigen Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit bzw. zur Umweltverträglichkeitsprüfung ist Gegenstand einer Empfangsbestätigung oder einer Empfangsbescheinigung, die jeweils die in Artikel 33 § 1 oder § 2 erwähnte Bescheinigung ersetzt.

Abschnitt 6 — Ausstellungskriterien

Art. 44 - Unbeschadet des Artikels 24 begründet die zuständige Behörde oder der Berufungsausschuss ihren bzw. seinen Beschluss in Anbetracht folgender Kriterien:

- 1° des Verbraucherschutzes;
- 2° des Schutzes der städtischen Umwelt;
- 3° der Ziele der Sozialpolitik;
- 4° des Beitrags zu einer nachhaltigeren Mobilität.

Die Regierung kann für jedes in Absatz 1 angeführte Kriterium Unterkriterien verabschieden und die Modalitäten festlegen, nach denen die Ergebnisse des von ihr ausgearbeiteten und bestimmten Hilfswerkzeugs zur Entscheidungsfindung berücksichtigt werden.

Abschnitt 7 — Beschluss

Art. 45 - § 1 - Die zuständige Behörde schickt ihren Beschluss dem Antragsteller, dem Beamten für Handelsniederlassungen und, wenn Artikel 30 Absatz 2 zur Anwendung kommt, jeder Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Betrieb befindet, sowie per gewöhnlichen Brief jeder zu Rate gezogenen Instanz, und zwar innerhalb einer Frist von:

- 1° achtzig Tagen, wenn der Genehmigungsantrag ein Projekt für eine Handelsniederlassung mit einer Nettohandelsfläche von weniger als 2 500 m² betrifft;
- 2° hundertzehn Tagen, wenn der Genehmigungsantrag ein Projekt für eine Handelsniederlassung mit einer Nettohandelsfläche von mindestens 2 500 m² betrifft.

§ 2 - Die Verfahrens- und Beschlussfassungsfristen werden wie folgt berechnet:

- 1° ab dem Tag, der auf denjenigen folgt, an dem die zuständige Behörde ihren Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags entsendet hat;
- 2° in Ermangelung dessen, ab dem Tag nach der Frist, die ihr zur Entsendung ihres Beschlusses über die Zulässigkeit des Antrags eingeräumt wurde.

§ 3 - Falls der Beschluss nicht innerhalb der in Paragraph 1 vorgesehenen Frist entsendet wird, gilt die Genehmigung als abgelehnt.

KAPITEL V — Erklärungssystem

Art. 46 - § 1 - Für die in Artikel 28 erwähnten Projekte wird die Erklärung bei der gemäß Artikel 29 § 1 bestimmten zuständigen Behörde mittels eines Formulars eingereicht, dessen Inhalt, Muster und Art der Übermittlung von der Regierung festgelegt werden.

§ 2 - Die zuständige Behörde überprüft die Zulässigkeit der Erklärung gemäß dem von der Regierung bestimmten Verfahren. Die Regierung verabschiedet die Zulässigkeitsbedingungen der Erklärung.

Der Beschluss, durch den die Erklärung als zulässig erklärt wird, wird vor der Eröffnung der Baustelle und während ihrer gesamten Dauer an den Orten des Projekts der Handelsniederlassung, die Gegenstand der Erklärung ist, angeschlagen.

Die Projekte einer Handelsniederlassung können ab dem Tag, der auf den ersten Tag des in Absatz 2 erwähnten Anschlags folgt, durchgeführt werden.

§ 3 - Die Gemeinde und der Beamte für Handelsniederlassungen führen ein Register der Erklärungen. Die Regierung bestimmt dessen Form und Inhalt. Die Gemeinde sendet die Erklärungen, die sie als zuständige Behörde erhalten hat, per gewöhnliches Schreiben zur Information an den Beamten für Handelsniederlassungen.

KAPITEL VI — Änderung und Erweiterung

Art. 47 - Jeder Antrag auf Erweiterung einer nicht in Artikel 27 erwähnten Handelsniederlassung und jede unwichtige Änderung der Art der Tätigkeit, die die Beschreibung oder die der Genehmigung oder Erklärung beigefügten Pläne betrifft, wird vom Genehmigungsinhaber oder von der Person, die die in Artikel 46 erwähnte Erklärung eingereicht hat, in ein Register eingetragen.

Gemäß Kapitel 10 haben die von der Regierung bestimmten Beamten und Bediensteten auf einfache Anfrage Zugang zu dem Register.

Die Regierung legt die Regelmäßigkeit und die Frist fest, innerhalb deren die in Absatz 1 genannte Person dem Beamten für Handelsniederlassungen und dem Gemeindegremium der Gemeinde(n), auf deren Gebiet sich der Betrieb befindet, eine Abschrift der Liste der vorgenommenen Umwandlungen oder Erweiterungen übermittelt.

Wenn der Beamte für Handelsniederlassungen oder ein Gemeindegremium der Ansicht ist, dass eine in der Liste angegebene Umwandlung oder Erweiterung einer in Artikel 33 oder in Artikel 1 3°, e) erwähnten Umwandlung oder Erweiterung entspricht, fordert er bzw. es innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt der in Absatz 3 erwähnten Liste die in Absatz 1 erwähnte Person auf, unverzüglich einen Antrag auf eine Genehmigung der Handelsniederlassung einzureichen.

KAPITEL VII — Einsprüche

Art. 48 - § 1 - Gegen den Beschluss der zuständigen Behörde, wenn dieser innerhalb der in Artikel 45 § 1 erwähnten Fristen übermittelt wurde, oder gegen die in Artikel 45 § 3 erwähnte Ablehnung kann bei dem Berufungsausschuss Einspruch erhoben werden, und zwar:

- 1° vom Antragsteller;
- 2° vom Beamten für Handelsniederlassungen oder vom Gemeindegremium der Gemeinde, auf deren Gebiet sich der gesamte oder ein Teil des Betriebs befindet.

§ 2 - Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird der Einspruch innerhalb einer Frist von zwanzig Tagen geschickt:

- 1° entweder ab dem Erhalt des Beschlusses der zuständigen Behörde, wenn dieser innerhalb der in Artikel 45 § 1 genannten Fristen übermittelt wurde;
- 2° oder ab dem Ablauf der in Artikel 45 § 1 erwähnten Fristen.

§ 3 - Der Einspruch setzt die Durchführung des angefochtenen Beschlusses nicht aus, außer wenn er vom Beamten für Handelsniederlassungen eingereicht wurde.

§ 4 - Die Regierung bestimmt:

1° die Informationen, die dieser Einspruch enthält, seine Form und die Anzahl der eingereichten Exemplare;

2° die Modalitäten, nach denen der Einspruch zur Kenntnis der Öffentlichkeit gebracht wird;

3° die Modalitäten für die Untersuchung des Einspruchs, die befragten Instanzen und die Fristen, innerhalb deren die Gutachten abgegeben werden; wenn das Gutachten nicht innerhalb der vorgesehenen Fristen abgegeben wird, gilt es als günstig.

Das Gutachten des "Observatoire du Commerce" kann von dem Berufungsausschuss beantragt werden.

§ 5 - Der Berufungsausschuss übermittelt dem Antragsteller seinen Beschluss innerhalb einer Frist von:

1° siebzig Tagen, wenn der Einspruch ein Projekt der Handelsniederlassungen mit einer Nettohandelsfläche von weniger als 2 500 m² betrifft;

2° hundert Tagen, wenn der Einspruch ein Projekt der Handelsniederlassungen mit einer Nettohandelsfläche von mindestens 2 500 m² betrifft.

Die Frist läuft ab dem ersten Tag, der auf den Erhalt des Einspruchs folgt. Falls mehrere Einsprüche vorliegen, beginnt die Frist ab dem ersten Tag, der auf den Erhalt des letzten Einspruchs folgt.

§ 6 - Wenn der Beschluss nicht innerhalb der in Paragraph 5 erwähnten Frist übermittelt wurde, wird der in erster Instanz gefasste Beschluss bestätigt.

KAPITEL VIII — Berechnung der Fristen bezüglich der Genehmigungen und Einsprüche

Art. 49 - Unter Gefahr der Nichtigkeit müssen für jede Einsendung einer Urkunde unabhängig vom genutzten Zustelldienst das Versand- und das Empfangsdatum sicher feststehen.

Die Regierung kann die Liste der von ihr anerkannten Methoden festlegen, durch die der Versand und der Empfang mit einem sicher feststehenden Datum versehen werden können.

Die Einsendung erfolgt spätestens am Fälligkeitstag der Frist.

Art. 50 - Der Tag des Empfangs der Urkunde, der den Anfang einer Frist bildet, ist nicht darin inbegriffen.

Art. 51 - Der Verfallstag ist in der Frist inbegriffen. Fällt dieser Tag jedoch auf einen Samstag, einen Sonntag oder einen gesetzlichen Feiertag, wird er auf den nachfolgenden Arbeitstag verlegt.

KAPITEL IX — Inhalt und Auswirkungen der Genehmigung der Handelsniederlassung

Abschnitt 1 — Inhalt des Beschlusses

Art. 52 - § 1 - Der Beschluss zur Gewährung der Genehmigung umfasst mindestens folgendes Angaben:

1° die Identität des Genehmigungsinhabers;

2° die Lage, Identifizierung und Beschreibung des genehmigten Projekts der Handelsniederlassung;

3° die Dauer der Genehmigung und ihr Ausstellungsdatum;

4° die Frist, innerhalb deren die Genehmigung durchgeführt wird;

5° die Angabe, dass die Genehmigung ab dem Tag läuft, an dem sie gemäß Artikel 53 rechtskräftig wird;

6° die Maßnahmen und die Frist für die Wiederinstandsetzung nach Beendigung des Betriebs.

Gegebenenfalls enthält der Beschluss auch:

1° die Bedingungen, die technischen und finanziellen Garantien, die von der zuständigen Behörde als erforderlich erachtet werden;

2° den Tag, an dem die Genehmigung rechtskräftig wird, falls diese anschließend an einen Einspruch gewährt wird;

3° die geänderten oder ergänzten Elemente der ursprünglichen Genehmigung, wenn der Beschluss zur Gewährung der Genehmigung die Erweiterung einer Handelsniederlassung oder eine wichtige Änderung der Art der Tätigkeit einer Handelsniederlassung zum Gegenstand hat.

§ 2 - Die Regierung kann bestimmen, welche anderen Angaben die Genehmigung enthalten muss.

Absatz 2 — Auswirkungen der Genehmigung

Art. 53 - Unbeschadet der Artikel 48 § 3 62 § 3 und 101 § 3 wird der Beschluss zur Gewährung der Genehmigung ab dem Tag nach ihrer Zustellung an den Antragsteller oder mangels dessen ab dem Tag nach dem Ablauf der Frist, über die die Einspruchsbehörde verfügte, um zu entscheiden, ob die Genehmigung anschließend an den Einspruch gewährt wird, rechtskräftig.

Art. 54 - Insofern die von der Regierung vorgesehenen Bekanntmachungsmodalitäten eingehalten werden, bewirkt die Genehmigung das Erlöschen oder die Änderung der durch menschliches Eingreifen entstandenen Dienstbarkeiten und die im Antrag angegebenen vertraglichen Verpflichtungen, unbeschadet der Entschädigung der Inhaber der Ansprüche zu Lasten des Antragstellers.

Art. 55 - Die ausgestellte Genehmigung ist ungültig, wenn das zugelassene Projekt einer Handelsniederlassung während zwei aufeinanderfolgenden Jahren nicht eindeutig für die Öffentlichkeit zugänglich ist.

Der Inhaber der Genehmigung ist für den Abbau der Handelsniederlassung und die Wiederinstandsetzung der von der Handelsniederlassung betroffenen Gelände verantwortlich, wenn am selben Standort innerhalb von zwei Jahren nach der Hinfälligkeit der Genehmigung keine Wiedereröffnung für Öffentlichkeit stattfindet.

Ist der Inhaber der Genehmigung zahlungsunfähig, so werden der (die) Inhaber dinglicher Rechte auf die von der Handelsniederlassung betroffenen Gelände für die Verpflichtungen nach Absatz 2 haften.

Wenn der Abbau der Handelsniederlassung und die Wiederinstandsetzung der von der Handelsniederlassung betroffenen Gelände nicht binnen der in Anwendung von Absatz 2 festgelegten Frist stattgefunden haben, kann das Gemeindegremium oder der Beamte für Handelsniederlassungen die Arbeiten von Amts wegen veranlassen, und dies zu Lasten der säumigen Partei.

Das Gemeindegremium oder der Beamte für Handelsniederlassungen hat das Recht, die Materialien und die Gegenstände, die aus dem Abbau und der Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten hervorgehen, zu verkaufen, zu transportieren, einzulagern und an einem frei gewählten Ort zu vernichten.

Der Zuwiderhandelnde ist verpflichtet, die gesamten Durchführungskosten nach Abzug des Verkaufspreises der Materialien und Gegenstände auf Vorlage einer taxierten und durch den Pfändungsrichter für vollstreckbar erklärten Abrechnung zu erstatten.

Die Ungültigkeit nach Absatz 1 kann durch ein Protokoll beurkundet werden, das von der Behörde erstellt wird.

Art. 56 - Die aufgrund des vorliegenden Dekrets ausgestellten Genehmigungen beeinträchtigen nicht die Rechte von Drittpersonen.

Abschnitt 3 — Gültigkeitsdauer der Genehmigung

Art. 57 - § 1 - Die Genehmigung wird auf unbestimmte Zeit erteilt.

§ 2 - Die Regierung kann für die von ihr bestimmten Projekte von Handelsniederlassungen eine maximale Gültigkeitsdauer der Genehmigung festlegen.

Die zuständige Behörde kann die besonderen Betriebsbedingungen, die vor Ablauf der Genehmigung revidiert werden können, sowie das Datum, an dem der Erneuerungsantrag eingereicht wird, festlegen.

Die Gültigkeitsdauer der Genehmigung wird ab dem Tag berechnet, an dem der Beschluss zur Gewährung der Genehmigung gemäß Artikel 53 rechtskräftig wird.

Art. 58 - Wenn die Genehmigung die Umwandlung oder Erweiterung eines Betriebs zum Gegenstand hat, wird sie für eine Dauer gewährt, die spätestens bis zum Datum des Ablaufs der ursprünglichen Genehmigung betreffend den Ursprungsbetrieb gilt.

Art. 59 - § 1 - Außer im Falle eines zeitweiligen Betriebs kann die Gültigkeitsdauer der Genehmigung nicht verlängert werden.

Die Dauer der gewährten Genehmigung für einen zeitweiligen Betrieb kann einmal verlängert werden, wobei die Gesamtdauer der Genehmigung vier Monate nicht überschreiten darf.

§ 2 - Die Regierung legt das Verfahren fest, das auf den Antrag auf Verlängerung einer für einen zeitweiligen Betrieb gewährten Genehmigung anwendbar ist.

Abschnitt 4 — Auflagen zugunsten der Gemeinschaft

Art. 60 - Außer den Bedingungen bezüglich der Einhaltung der Ausstellungskriterien nach Artikel 44 und den Bedingungen nach Artikel 52 § 1 Absatz 2 1° kann die zuständige Behörde die Ausstellung der Genehmigungen von den Auflagen abhängig machen, die sie als nützlich erachtet, dem Antragsteller aufzuerlegen, und zwar unter Beachtung des Grundsatzes der Verhältnismäßigkeit.

Die Auflagen gehen zu Lasten des Antragstellers und decken die Einrichtung oder Renovierung öffentlicher Wege und Grünanlagen, die Ausführung oder Renovierung öffentlicher oder gemeinschaftlicher Gebäude oder Anlagen, einschließlich der verschiedenen eingegrabenen Versorgungsleitungen, -kanalisationen und -kabel, sowie jede für eines der in Artikel 44 erwähnten Kriterien günstige Maßnahme.

Abschnitt 5 — Verpflichtung des Genehmigungsinhabers

Art. 61 - Der Inhaber der Niederlassungsgenehmigung setzt das Gemeindegremium und den Beamten für Handelsniederlassungen von dem für die Durchführung der Genehmigung festgelegten Datum in Kenntnis, und zwar mindestens fünfzehn Tage bevor diese beginnt.

Eine Bekanntmachung, dass die Genehmigung der Handelsniederlassung ausgestellt worden ist, wird von dem Genehmigungsinhaber innerhalb von acht Tagen nach der Zustellung des Beschlusses vor der Eröffnung der Baustelle und während ihrer gesamten Dauer an den Orten des Projekts der Handelsniederlassung, die Gegenstand der Genehmigung ist, angeschlagen.

Während der Frist stehen die Zulassung, sowie die ihr beigefügten Akten oder eine von der ausstellenden Behörde als gleichlautend bescheinigte Abschrift der Unterlagen den in Artikel 67 bezeichneten Bediensteten an den Orten des Projekts der Handelsniederlassung, das Gegenstand der Genehmigung ist, ständig zur Verfügung.

Die Regierung kann die Modalitäten zur Durchführung des vorliegenden Artikels bestimmen.

Abschnitt 6 — Verfall der Genehmigung

Art. 62 - § 1 - Innerhalb von drei Jahren nach deren Notifizierung verfällt die Erlaubnis für die Teile, die der Öffentlichkeit noch nicht offen sind.

Der Verfall der Erlaubnis erfolgt von Rechts wegen.

Auf Antrag des Antragstellers kann die Erlaubnis jedoch um einen Zeitraum von zwei Jahren verlängert werden. Der Antrag auf Verlängerung wird durch jedes Mittel, durch welches ihm ein sicheres Datum verliehen werden kann, unter Gefahr der Unzulässigkeit mindestens zwei Monate vor dem Ablauf der in Absatz 1 erwähnten Frist beim Gemeindegremium eingereicht.

In den in Artikel 29 § 1 Absatz 2 erwähnten Fällen sendet die Gemeindeverwaltung dem Beamten für Handelsniederlassungen den Antrag auf Verlängerung innerhalb einer Frist von drei Werktagen ab dessen Erhalt.

Die Verlängerung wird durch die Behörde gewährt, die ursprünglich zur Erteilung der Genehmigung gemäß Artikel 29 § 1 zuständig ist.

§ 2 - Wenn die Eröffnung für das Publikum in Phasen erlaubt worden ist, wird in der Genehmigung der Zeitpunkt bestimmt, an dem die in § 1 erwähnte Frist für jede Phase außer der ersten anläuft. Für diese anderen Phasen kann die in § 1 Absatz 2 angeführte Verlängerung gewährt werden.

§ 3 - Die Verfallsfrist wird von Rechts wegen während der gesamten Dauer des Verfahrens aufgehoben, d.h. vom Einreichen des Antrags bis zur Zustellung des endgültigen Beschlusses, falls gegen die Genehmigung eine Nichtigkeitsklage vor dem Staatsrat eingereicht worden ist, oder falls ein Antrag auf Unterbrechung des im Rahmen der Genehmigung erlaubten Betriebs vor einer Gerichtsbarkeit des gerichtlichen Stands anhängig ist. Besitzt der Inhaber der angefochtenen Genehmigung nicht die erforderliche Eigenschaft, um beim Verfahren als Partei aufzutreten, so teilt die Behörde, die die Genehmigung erteilt hat, dem Inhaber den Beginn und das Ende der Aussetzung der Verfallsfrist mit.

Abschnitt 7 — Verzicht auf die Genehmigung

Art. 63 - § 1 - Der Inhaber einer Genehmigung der Handelsniederlassung, die nicht umgesetzt wurde, kann darauf verzichten.

Der Verzicht wird nicht vermutet.

§ 2 - Betrifft die Genehmigung ein Gut, das einem oder mehreren Eigentümern gehört, so darf der Verzicht nur erfolgen, insofern alle Eigentümer ihr Einverständnis geben.

Art. 64 - Der Genehmigungsinhaber stellt seinen Verzicht dem Gemeindegremium, der die Genehmigung ausgestellt hat, und dem Beamten für Handelsniederlassungen per Einsendung zu.

Abschnitt 8 — Abtretung der Genehmigung

Art. 65 - § 1 - Im Falle der Abtretung der Genehmigung der Handelsniederlassung nehmen der Abtretende und der Übernehmer eine gemeinsame Notifizierung an die in erster Instanz für die Ausstellung der Genehmigung zuständige Behörde vor.

Diese Notifizierung umfasst die schriftliche Bestätigung des Übernehmers, dass er die Genehmigung und die gegebenenfalls von der zuständigen Behörde vorgeschriebenen Bedingungen und Auflagen zur Kenntnis genommen hat.

Die zuständige Behörde bestätigt den Empfang dieser Zustellung und informiert den Beamten für Handelsniederlassungen.

§ 2 - In Ermangelung dessen bleiben der Abtretende oder seine Anspruchsberechtigten gemeinsam mit dem Übernehmer solidarisch verantwortlich gegenüber den städtebaulichen Auflagen.

KAPITEL X — Überwachung, Strafen und administrative Maßnahmen

Abschnitt 1 — Verstöße

Art. 66 - § 1 - Begehen einen Verstoß diejenigen, die durch die Führung eines Einzelhandelsbetriebs oder auf irgendwelche Weise:

1° ein Projekt einer Handelsniederlassung ohne vorherige Erklärung oder ohne vorherige Genehmigung, nach Verfall bzw. Hinfälligkeit dieser Genehmigung, nach Erstellung einer Urkunde oder eines Urteils zur Aufhebung der Genehmigung, oder nicht gemäß der Genehmigung oder der Erklärung umsetzen;

2° die Umsetzung eines Projekts einer Handelsniederlassung ohne Genehmigung, nach der Gültigkeitsdauer der Genehmigung, nach Verfall bzw. Hinfälligkeit dieser Genehmigung, nach Erstellung einer Urkunde oder eines Urteils zur Aufhebung der Genehmigung, oder nicht gemäß der Genehmigung oder der Erklärung fortsetzen;

3° die unter 1° und 2° aufgeführten Verstöße beibehalten;

4° die in dem Beschluss zur Genehmigung der Handelsniederlassung aufgeführten Bedingungen nicht einhalten.

§ 2 - Begehen ebenfalls einen Verstoß die Personen, die unrichtige oder unvollständige Auskünfte gegeben haben, um die Erlaubnis zur Ausführung des Projekts der Handelsniederlassung unberechtigt zu erhalten.

Abschnitt 2 — Überwachung und Inspektion

Art. 67 - § 1 - Unbeschadet der Pflichten, die den Strafverfolgungsbeamten obliegen, sind die durch den Gouverneur der Provinz bestimmten Fachbeamten und -bediensteten der Gemeinden, sowie die zu diesem Zweck durch die Regierung bezeichneten Beamten und Bediensteten der Region befugt, die in Artikel 66 bestimmten Verstöße zu ermitteln und ggf. mittels eines Protokolls festzustellen.

Das Protokoll beschreibt den bzw. die festgestellte(n) Verstoß (Verstöße) und die nicht eingehaltene(n) Bestimmung(en) des Dekrets. Es ist bis zum Beweis des Gegenteils maßgebend. Dem Zuwiderhandelnden wird innerhalb von zehn Tagen nach den Feststellungen eine Abschrift des Protokolls abgegeben oder ihm durch jegliches Mittel, durch welches ein sicheres Datum verliehen werden kann, übermittelt. Der Bedienstete oder Beamte, der den Verstoß festgestellt hat, sendet innerhalb von zehn Tagen nach der Feststellung des Verstoßes durch jegliches Mittel, durch welches ein sicheres Datum verliehen werden kann, dem örtlich zuständigen Prokurator des Königs die Originalfassung des Protokolls dieses Verstoßes.

Die Regierung kann die Form und den Inhalt des Protokolls festsetzen.

§ 2 - Im Rahmen der Erfüllung ihrer Aufgabe dürfen die in § 1 erwähnten Bediensteten:

1° zu den zu bebauenden Stellen und Grundstücken, zu den Geländen und Bauten, wo die Handelsniederlassung gelegen ist, Zugang haben, oder die angrenzenden Gebäude, Höfe und eingezäunten Flächen betreten, deren Zugang zur Erfüllung ihrer Aufgaben notwendig ist, sofern es nicht um einen Wohnort geht;

2° alle nützlichen Feststellungen vornehmen, sich auf erste Anforderung an Ort und Stelle jegliche für ihre Ermittlungen und Feststellungen erforderlichen Dokumente, Unterlagen oder Bücher vorlegen lassen und eine Kopie davon machen;

3° den Beistand der Polizei anfordern.

§ 3 - Die in § 1 Absatz 1 befugten Bediensteten üben die ihnen durch vorliegenden Artikel verliehenen Befugnisse unter Aufsicht des Prokurators des Königs aus.

Art. 68 - § 1 - Die in Artikel 67 genannten Bediensteten können die Unterbrechung der Bau-, Umbau- oder Installationsarbeiten mündlich an Ort und Stelle befehlen, falls sie feststellen, dass diese nicht der erteilten Erlaubnis entsprechen oder ohne Erlaubnis ausgeführt werden.

Der Befehl wird unter Gefahr des Verfalls entweder durch den Bürgermeister oder durch den Minister, zu dessen Zuständigkeiten die Wirtschaft gehört, innerhalb von zehn Tagen bestätigt.

§ 2 - Die oben erwähnten Bediensteten sind befugt, jegliche Maßnahme zu treffen, die Versiegelung einbegriffen, um die unmittelbare Anwendung des Befehls zur Unterbrechung der Arbeiten, des Verbots der Inbetriebsetzung oder des Bestätigungsbeschlusses zu gewährleisten.

§ 3 - Das Feststellungsprotokoll und der Bestätigungsbeschluss werden dem Bauherrn, dem Eigentümer oder dem Genehmigungsinhaber und der Person oder dem Unternehmer, die bzw. der die Arbeiten ausführt, durch jegliches Mittel, durch welches ihnen ein sicheres Datum verliehen werden kann, zugestellt.

Art. 69 - Der Betreffende kann über den Weg der einstweiligen Verfügung die Aufhebung der Maßnahme von der Regierung oder von der Gemeinde beantragen, je nachdem, ob der Bestätigungsbeschluss durch den zuständigen Minister oder durch den Bürgermeister zugestellt wurde.

Dieser Antrag wird vor den Präsidenten des erstinstanzlichen Gerichts gebracht, in dessen Amtsbereich die Feststellungen erfolgten. Das Buch II, Titel VI von dem vierten Teil des Gerichtsgesetzbuches findet Anwendung auf die Einreichung und die Untersuchung des Antrags.

Wer dem in Absatz 1 genannten Befehl oder Bestätigungsbeschluss nicht Folge geleistet hat, wird mit einer Freiheitsstrafe zwischen einem Monat und einem Jahr und einer Geldstrafe zwischen 26 Euro bis 2.000 Euro oder nur einer dieser Strafen bestraft.

Abschnitt 3 — Rechtsverfolgung

Art. 70 - Die Verstöße werden mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis drei Monaten und einer Geldbuße von 100 bis 300.000 Euro oder mit einer einzigen dieser Strafen belegt.

Die Bestimmungen des Buches I des Strafgesetzbuches, ohne Ausschluss des Kapitels VII und des Artikels 85 sind auf die Verstöße anwendbar.

Art. 71 - Außer der Strafe befiehlt das Gericht auf begründeten Antrag des Beamten für Handelsniederlassungen oder des Gemeindegremiums entweder:

1° die Wiederinstandsetzung des Ortes oder die Einstellung jeglichen widerrechtlichen Missbrauchs;

2° die Ausführung von Anpassungsbauwerken oder Ausbauarbeiten;

3° oder die Zahlung einer Geldsumme, die dem aufgrund des Verstoßes erzielten Mehrwert des Gutes entspricht, vorausgesetzt, dieses Gut steht weder auf der Schutzliste, noch unter Denkmalschutz.

Wenn der Antrag des Gemeindegremiums von demjenigen des Beamten für Handelsniederlassungen abweicht, ist der Antrag der Behörde, die den Antrag auf Genehmigung hätte behandeln müssen, ausschlaggebend.

Das Gericht legt eine Frist fest, die in den unter 1 und 2° erwähnten Fällen ein Jahr nicht überschreiten darf.

Lautet das Urteil auf Zahlung einer Geldsumme, so legt das Gericht diese Summe auf den gesamten oder teilweisen, durch das Gut erzielten Mehrwert fest und ordnet an, dass der Verurteilte der Aufforderung rechtsgültig nachkommen kann, indem er den Ort innerhalb eines Jahres wieder in seinen ursprünglichen Zustand versetzt. Die Zahlung der Geldsumme erfolgt beim Einnehmer des Einregistrierungsamtes auf ein Spezialkonto des Haushalts der Region.

Art. 72 - Unbeschadet der Anwendung von Kapitel XXIII von Buch IV des vierten Teils des Gerichtsgesetzbuches verordnet das Urteil für den Fall, dass die Örtlichkeiten nicht in ihren ursprünglichen Zustand zurückversetzt werden oder die Arbeiten oder Bauleistungen nicht innerhalb der vorgeschriebenen Fristen ausgeführt werden, dass der Beamte für Handelsniederlassungen im Einvernehmen mit dem beauftragten Beamten, das Gemeindegremium und eventuell die Zivilpartei von Amts wegen für die Vollstreckung des Urteils sorgen können.

Die Verwaltung oder die Zivilpartei, die das Urteil vollstreckt, hat das Recht, die Materialien und die Gegenstände, die aus der Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten in den ursprünglichen Zustand hervorgehen, zu verkaufen, zu transportieren, einzulagern und an einem frei gewählten Ort zu vernichten.

Der Verurteilte ist verpflichtet, die gesamten Durchführungskosten nach Abzug des Verkaufspreises der Materialien und Gegenstände auf Vorlage einer taxierten und durch den Pfändungsrichter für vollstreckbar erklärten Abrechnung zu erstatten.

Art. 73 - Lautet das Urteil entweder auf die Wiederinstandsetzung in den ursprünglichen Zustand des Ortes, oder auf die Ausführung von Anpassungsbauwerken- oder -arbeiten, so werden diese durch den Verurteilten ausgeführt, ohne dass er dafür die Genehmigung laut Artikel 84 des CWATUPE erhält.

Der Verurteilte benachrichtigt jedoch das Gemeindegremium acht Tage vor dem Beginn der Arbeiten. Das Gemeindegremium kann bestimmte Ausführungsbedingungen auferlegen, insbesondere hinsichtlich der öffentlichen Sicherheit und Gesundheit.

Abschnitt 4 — Ausbleiben einer Rechtsverfolgung

Unterabschnitt 1 — Ausbleiben der Verfolgung

Art. 74 - Wenn der Prokurator des Königs binnen neunzig Tagen nach Empfang des Protokolls zur Feststellung des Verstoßes seine Absicht, den Zuwiderhandelnden zu verfolgen, nicht bekundet hat, gilt dies als Verzicht.

Art. 75 - Wenn der Prokurator des Königs binnen neunzig Tagen nach Empfang des Protokolls zur Feststellung des Verstoßes seine Absicht, den Zuwiderhandelnden zu verfolgen, nicht bekundet hat, wird der Zuwiderhandelnde innerhalb von drei Monaten von der zuständigen Behörde zu einer Konzertierungsversammlung vorgeladen.

Unterabschnitt 2 — Konzertierung

Art. 76 - Im Anschluss an die Konzertierungsversammlung wird Folgendes schriftlich festgehalten:

1° entweder die Vereinbarung zwischen dem Zuwiderhandelnden, dem Beamten für Handelsniederlassungen und dem Gemeindegremium über den Vergleich und die Verpflichtung des Zuwiderhandelnden, einen Genehmigungsantrag oder eine Regularisierungserklärung innerhalb einer bestimmten Frist einzureichen;

2° oder, wenn die Regularisierung nicht möglich ist:

a) die Vereinbarung zwischen dem Zuwiderhandelnden, dem Beamten für Handelsniederlassungen und dem Gemeindegremium über Wiederherstellungsmaßnahmen;

b) ggf. die Ausführungsfristen für die Wiederherstellungsmaßnahmen und die Zahlung des Vergleichs;

3° das Fehlen einer Einigung.

Bei Uneinigkeit zwischen dem Gemeindegremium und dem Beamten für Handelsniederlassungen wird der Vorschlag der Behörde, die zur Ausstellung des eventuellen Genehmigungsantrags zuständig ist, berücksichtigt.

Unterabschnitt 3 — Vergleich

Art. 77 - Wenn die in Verstoß gegen die Vorschriften ausgeführten oder beibehaltenen Handlungen und Arbeiten entweder aufgrund der bei der Ausführung der Arbeiten geltenden Regelung oder der bei der Einreichung des Antrags geltenden Regelung die erforderliche Niederlassungsgenehmigung erhalten könnten, schlägt der Beamte für Handelsniederlassungen im Einvernehmen mit dem Gemeindegremium dem Zuwiderhandelnden einen Vergleich vor.

Wenn der Verstoß darin besteht, dass der Erklärung unterworfenen Handlungen und Arbeiten ausgeführt oder beibehalten wurden, wobei keine Erklärung vorhanden ist, schlägt der Beamte für Handelsniederlassungen im Einvernehmen mit dem Gemeindegremium dem Zuwiderhandelnden einen Vergleich vor.

Bei Uneinigkeit zwischen dem Gemeindegremium und dem Beamten für Handelsniederlassungen wird der Vorschlag der Behörde, die zur Ausstellung des eventuellen Genehmigungsantrags zuständig ist, berücksichtigt.

Art. 78 - Der Vergleich erfolgt durch Zahlung eines Geldbetrags, dessen Höhe nach den von der Regierung erlassenen Regeln bestimmt wird, ohne, dass dieser Betrag unter 250 Euro oder über 25.000 Euro liegen kann.

Die Zahlung des Vergleichsbetrags erfolgt vor der Einreichung des Genehmigungsantrags oder der Erklärung; mangels dessen muss der Antrag auf Regularisierung als unzulässig erklärt werden.

Die Zahlung des Vergleichsbetrags erfolgt:

1° entweder an den Gemeindegemeinnehmer, wenn der Verstoß durch die Beamten und Bediensteten der lokalen Polizei oder durch die vom Provinzgouverneur bestimmten Fachbeamten und -bediensteten der Gemeinde festgestellt wurde;

2° oder an den Einnehmer des Einregistrierungsamtes auf ein Spezialkonto des Haushalts der Region in den sonstigen Fällen.

Das Recht der Behörden, jede weitere Wiedergutmachung zu fordern, verfällt durch die Zahlung des Vergleichsbetrags.

Unterabschnitt 4 — Verfolgung vor dem Zivilgericht

Art. 79 - Wenn die Regularisierung nicht möglich ist, oder im Falle des Fehlens einer Einigung nach Artikel 76 Absatz 1 3° oder bei Nichteinhaltung der im Rahmen der aufgrund von Artikel 76 Absatz 1 1° oder 2° abgeschlossenen Vereinbarungen auferlegten Fristen fordert der Beamte für Handelsniederlassungen oder das Gemeindegremium vor dem Zivilgericht:

1° entweder die Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten in den ursprünglichen Zustand oder die Einstellung jeglichen widerrechtlichen Missbrauchs;

2° oder die Ausführung von Anpassungsbauwerken oder -arbeiten;

3° oder die Zahlung einer Geldsumme, die dem gesamten oder einem Teil des infolge des Verstoßes erzielten Mehrwerts des Gutes entspricht.

Die Bestimmungen von den Artikeln 71 bis 73 sind auch anwendbar bei Rechtshandlung vor dem Zivilgericht.

Unterabschnitt 5 — Recht Dritter und sonstige Bestimmungen

Art. 80 - Die Rechte des entweder zusammen mit den Behörden oder getrennt vor Gericht handelnden Drittgeschädigten sind im Falle der unmittelbaren Wiederherstellung auf die von der zuständigen Behörde gewählte Wiederherstellung beschränkt, unbeschadet des Rechts auf Schadenersatz zu Lasten des Zuwiderhandelnden.

Art. 81 - Auf Antrag der Käufer oder der Mieter kann das Gericht deren Eigentumserwerbs- oder Vermietungsbescheinigung für nichtig erklären, unbeschadet des Anrechts auf Schadenersatz zu Lasten des Zuwiderhandelnden.

Art. 82 - Die Vorladung vor die Strafgerichtsbarkeit aufgrund von Artikel 71 oder der in Artikel 79 vorgesehene Verfahrenseinleitungsbescheid wird auf das Hypothekenamt des Gebiets, wo die Güter liegen, auf Veranlassung des Gerichtsvollziehers, der den Bescheid ausstellte, überschrieben.

Die Vorladung oder der Bescheid muss die Katasterbezeichnung des Immobiliargutes, das Gegenstand des Verstoßes ist, anführen und dessen Eigentümer identifizieren, und zwar in der in Artikel 12 des Gesetzes vom 10. Oktober 1913 vorgegebenen Form und unter Androhung der in diesem Artikel angegebenen Strafe.

Jegliche in dieser Sache gefällte Entscheidung wird am Rande der Eintragung der Vorladung oder des Bescheids, gemäß dem in Artikel 84 des Gesetzes vom 16. Dezember 1851 über die Revision der Hypothekenordnung vorgesehenen Verfahren vermerkt.

Müssen die Behörden oder die Dritten infolge der Untätigkeit des Verurteilten die Vollstreckung des Urteils vornehmen, so wird die aus diesem Grund zu ihren Gunsten entstandene Forderung durch eine gesetzmäßige Hypothek garantiert, deren Eintragung, Erneuerung, Reduzierung und gesamte oder teilweise Streichung gemäß den Bestimmungen der Kapitel IV und V des Gesetzes vom 16. Dezember 1851 über die Revision des Hypothekenwesens vorgenommen werden.

Diese Garantie deckt auch die Schuldforderung aufgrund der Kosten der hypothekarischen Formalitäten, die durch sie vorgestreckt wurden und die zu Lasten des Verurteilten fallen.

TITEL II — Die integrierte Genehmigung**KAPITEL I — Anwendungsbereich und zuständige Behörde**

Art. 83 - § 1 - Jedes integrierte Projekt, mit Ausnahme der Projekte, die sich auf zeitweilige Betriebe beziehen, oder mit Immobiliengütern nach Artikel 109 des CWATUPE in Zusammenhang stehen, ist Gegenstand eines Antrags auf integrierte Genehmigung.

§ 2 - Das Gemeindegremium der Gemeinde, auf deren Gebiet sich das Projekt der Handelsniederlassung befindet, ist zuständig, um über die Anträge auf integrierte Genehmigung zu befinden.

In Abweichung von Absatz 1 ist der Beamte für Handelsniederlassungen gemeinsam mit dem beauftragten Beamten und dem technischen Beamten oder mit nur einem von ihnen zuständig, um über die Anträge auf eine integrierte Genehmigung zu befinden, die folgende Projekte betreffen:

1° jedes integrierte Projekt, das sich auf dem Gebiet mehrerer Gemeinden befindet;

2° jedes integrierte Projekt betreffend eine Handelsniederlassung mit einer Nettohandelsfläche von mindestens 2 500 m², oder eine solche, die nach der Durchführung des Projekts zu einer Nettohandelsfläche von mindestens 2 500 m² führen könnte;

3° jedes integrierte Projekt, das Handlungen und Arbeiten umfasst, die einer Städtebaugenehmigung unterliegen, für die der beauftragte Beamte die zuständige Behörde ist.

§ 3. Der Berufungsausschuss ist zuständig, um über Beschwerden gegen Beschlüsse betreffend integrierte Genehmigungen zu befinden, die von der in Absatz 1 und 2 genannten Behörde erteilt worden sind.

KAPITEL II — Verfahren zur Erteilung der integrierten Genehmigung**Abschnitt 1 — Antrag**

Art. 84 - § 1 - Der Antrag auf eine integrierte Genehmigung wird durch jedes Mittel, durch das ein sicheres Datum verliehen wird, an das Gemeindegremium der Gemeinde gerichtet, auf deren Gebiet sich der Betrieb befindet; Letzteres stellt ggf. eine Empfangsbestätigung aus.

Die Regierung verabschiedet die Modalitäten und die Bedingungen für die Einführung der integrierten Genehmigung auf elektronischem Wege.

Wenn sich der Betrieb auf dem Gebiet mehrerer Gemeinden befindet, wird der Antrag nach Wahl des Antragstellers an eine der Gemeinden gerichtet, auf deren Gebiet der Betrieb geplant wird.

§ 2 - Die Regierung bestimmt die Form und den Inhalt des Antrags sowie die Anzahl der einzureichenden Exemplare, den Maßstab und den Inhalt der beigefügten Pläne.

Je nachdem der Antrag den Erhalt einer Globalgenehmigung, einer Umweltgenehmigung oder einer Städtebaugenehmigung bezweckt, enthält er die in Artikel 17 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung genannten Unterlagen und/oder die kraft Artikel 115 Absatz 2 des CWATUPE erforderlichen Schriftstücke.

Die Akte zur Umweltverträglichkeitsbewertung umfasst die gesamten Angaben, die die Bewertungsakten hätten umfassen sollen, wenn die Anträge auf eine Genehmigung der Handelsniederlassung, eine Globalgenehmigung, Städtebaugenehmigung und/oder Umweltgenehmigung getrennt erwogen wären.

Art. 85 - Binnen einer Frist von drei Werktagen ab dem Eingang des Antrags sendet die Gemeindeverwaltung dem Beamten für Handelsniederlassungen und je nach Fall dem beauftragten Beamten und/oder dem technischen Beamten gleichzeitig ein Exemplar des Genehmigungsantrags zu, einschließlich des Nachweises für den Eingang des Antrags oder einer Abschrift der in Artikel 84 genannten Empfangsbestätigung; gleichzeitig informiert sie den Antragsteller per gewöhnlichen Brief, wenn der Antrag der Gemeinde per Post geschickt wurde, oder auf elektronischem Wege, wenn der Antrag auf diese Weise eingereicht wurde.

Wenn die Gemeindeverwaltung den Antrag nicht binnen der in Absatz 1 genannten Frist gesandt hat, kann der Antragsteller sich in den in Artikel 83 § 2 Absatz 2 vorgesehenen Fällen direkt an den Beamten für Handelsniederlassungen wenden, indem er ihm eine Kopie des Antrags übermittelt, den er ursprünglich an das Gemeindegremium gerichtet hat. Der Beamte für Handelsniederlassungen übermittelt Letztere dem beauftragten Beamten und/oder dem technischen Beamten binnen einer Frist von drei Werktagen ab dem Eingang des Antrags.

Sofort nach Eingang des Genehmigungsantrags übermittelt der Beamte für Handelsniederlassungen dem "Observatoire du Commerce" eine Abschrift davon.

Art. 86 - Der Antrag ist unvollständig, wenn aufgrund von Artikel 84 § 2 erforderliche Auskünfte oder Unterlagen fehlen.

Der Antrag ist unzulässig:

1° wenn er unter Verstoß gegen Artikel 84 § 1 eingereicht wurde;

2° wenn er zum zweiten Mal als unvollständig beurteilt wurde;

3° wenn der Antragsteller die Ergänzungsunterlagen nicht innerhalb der in Artikel 87 § 3 Absatz 1 erwähnten Frist einreicht.

Art. 87 - § 1 - Der Beamte für Handelsniederlassungen, der beauftragte Beamte und/oder der technische Beamte untersuchen, ob die Akte vollständig und zulässig ist.

§ 2 - Der Beamte für Handelsniederlassungen sendet dem Antragsteller den Beschluss über die Vollständigkeit oder Zulässigkeit des Antrags binnen zwanzig Tagen nach dem Eingang des Genehmigungsantrags zu, entweder per gewöhnlichen Brief, wenn der Antrag der Gemeinde per Post geschickt wurde, oder auf dem elektronischen Wege, wenn der Antrag auf diese Weise eingereicht wurde.

In dem Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags werden angegeben:

1° die zuständige Behörde;

2° ggf. die Begutachtungsstellen und die entsprechenden Fristen;

3° die Dauer und das Datum des Anfangs der öffentlichen Untersuchung, außer wenn in vorliegendem Dekret eine Abweichung vorgesehen ist, und die Gemeinden, wo die öffentliche Untersuchung stattfindet;

4° die Frist, innerhalb deren der Beschluss amtlich mitgeteilt wird;

5° die Notwendigkeit einer Beteiligung der Gemeinde, der Regierung oder des beauftragten Beamten über den Antrag auf Abweichung im Sinne der Artikel 114 und 127 § 3 des CWATUPE.

Wenn der Antrag unvollständig ist, richtet der Beamte für Handelsniederlassungen binnen zwanzig Tagen nach dem Eingang des Genehmigungsantrags oder der Erklärung ein Verzeichnis der fehlenden Unterlagen an den Antragsteller, entweder per gewöhnlichen Brief, wenn der Antrag der Gemeinde per Post geschickt wurde, oder auf elektronischem Wege, wenn der Antrag auf diese Weise eingereicht wurde. In dem Beschluss wird angegeben, dass das Verfahren ab dem Tag des Erhalts der fehlenden Unterlagen wieder aufgenommen wird.

§ 3 - Der Antragsteller sendet dem Beamten für Handelsniederlassungen die beantragten Ergänzungsunterlagen binnen sechs Monaten nach der Einsendung des Antrags auf Ergänzungsunterlagen zu, entweder per gewöhnlichen Brief, wenn der Antrag der Gemeinde per Post geschickt wurde, oder auf elektronischem Wege, wenn der Antrag auf diese Weise eingereicht wurde. Die Ergänzungsunterlagen werden in so vielen Exemplaren übermittelt, wie im ursprünglichen Genehmigungsantrag vorhanden, wenn der Antrag der Gemeinde per Post geschickt wurde. Wenn der Antragsteller die beantragten Ergänzungsunterlagen nicht binnen der vorgeschriebenen Frist geschickt hat, erklärt der Beamte für Handelsniederlassungen den Antrag für unzulässig.

Innerhalb von zwanzig Tagen, nachdem der Beamte für Handelsniederlassungen die Ergänzungsunterlagen erhalten hat, schickt er dem Antragsteller den gemeinsamen Beschluss des Beamten für Handelsniederlassungen, des beauftragten Beamten und/oder des technischen Beamten über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags zu.

Art. 88 - Wenn der Beamte für Handelsniederlassungen dem Antragsteller den in Artikel 87 § 2 oder Artikel 87 § 3 genannten Beschluss nicht zugeschickt hat, gilt der Antrag am Ende der in diesen Bestimmungen vorgesehenen Fristen als zulässig. Das Verfahren wird fortgesetzt.

Abschnitt 2 — Öffentliche Untersuchung und Bewertung der Auswirkungen

Art. 89 - § 1 - Außer im Falle von durch die Regierung vorgesehenen Abweichungen unterliegt jeder Antrag auf eine integrierte Genehmigung einer öffentlichen Untersuchung nach den in Buch I des Umweltgesetzbuches bestimmten Modalitäten.

Für die Nettohandelsflächen von mehr als 20 000 m², die weniger als zwanzig Kilometer von einer oder von mehreren anderen Regionen entfernt sind, stellt die Regierung das Projekt der Handelsniederlassung der Regierung jeder betroffenen Region zu. Wenn die Regierung einer betroffenen Region es beantragt, findet eine Konzertierung statt.

§ 2 - Außer im Falle von durch die Regierung vorgesehenen Abweichungen unterliegt jedes Projekt, für das ein Antrag auf eine integrierte Genehmigung eingereicht wird, einer Bewertung der Umweltverträglichkeit gemäß dem Teil V des Buches I des Umweltgesetzbuches.

Die Gesamtheit oder ein Teil der bei der zuvor durchgeführten Umweltbewertung erzielten Ergebnisse und Daten können in die Umweltverträglichkeitsprüfung mit einbezogen werden, insofern sie relevant und aktuell sind. Sie werden als solche in der Umweltverträglichkeitsprüfung identifiziert.

§ 3 - Jede in den Paragraphen 1 und 2 vorgesehene Abweichung kann nur für Projekte bestehen, die unter Berücksichtigung der Größe und des Standorts des Projekts und der relevanten Kriterien in der Auflistung von Artikel D.66 § 1 von Teil V des Buches I des Umweltgesetzbuches keine Gefahren, Belästigungen oder erheblichen Nachteile für den Menschen oder die Umwelt darstellen.

Abschnitt 3 — Begutachtung

Art. 90 - An dem Tag, an dem der Beamte für Handelsniederlassungen seinen Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gemäß Artikel 87 oder nach Ablauf der in Artikel 88 genannten Frist entsendet, schickt er die Antragsakte sowie ihre eventuellen Ergänzungsunterlagen im Einvernehmen mit dem beauftragten Beamten und/oder dem technischen Beamten den verschiedenen, von ihm bestimmten Instanzen zu.

Art. 91 - Die angrenzenden Gemeinden geben ein Gutachten ab, wenn der Genehmigungsantrag ein Projekt für eine Handelsniederlassung mit einer Nettohandelsfläche von mindestens 1 000 m² betrifft.

Die Gemeinde(n), auf deren Gebiet sich das Projekt für eine Handelsniederlassung ganz oder teilweise befindet, gibt (geben) ihr Gutachten in den in Artikel 83 § 2 Absatz 2 genannten Fällen ab.

Das "Observatoire du Commerce" gibt ein Gutachten ab, wenn der Genehmigungsantrag ein Projekt für eine Handelsniederlassung nach Artikel 83 § 2 Absatz 2 1° und 2° betrifft.

Das "Observatoire du Commerce" gibt in den in Artikel 83 § 2 Absatz 1 genannten Fällen auf Anfrage der zuständigen Behörde ein Gutachten ab.

Art. 92 - Die in den Artikeln 90 und 91 genannten Instanzen übermitteln ihr Gutachten binnen einer Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang des Begutachtungsantrags, wenn der Antrag ein Projekt für eine Handelsniederlassung mit einer Fläche von weniger als 2 500 m² betrifft, oder binnen einer Frist von sechzig Tagen ab dem Eingang des Begutachtungsantrags, wenn der Antrag ein Projekt für eine Handelsniederlassung mit einer Fläche von mindestens 2 500 m² betrifft.

Falls das Gutachten nicht innerhalb der in Absatz 2 erwähnten Fristen übermittelt wird, gilt es als günstig.

Die Regierung kann unbeschadet von Artikel 90 und 91 die Behörden und Begutachtungsstellen, sowie den Mindestinhalt der Gutachten bestimmen.

Jedes Gutachten wird begründet.

Art. 93 - Auf Anfrage der zuständigen Behörde oder einer der zu Rate gezogenen Verwaltungen und Behörden konzertieren Letztere sich mindestens einmal.

Die Modalitäten dieser Konzertierung können von der Regierung bestimmt werden.

Abschnitt 4 — Synthesebericht

Art. 94 - Die in den Artikeln 95 bis 99 vorgesehenen Verfahrensfristen werden wie folgt berechnet:

1° ab dem Tag nach demjenigen, an dem der gemeinsame Beschluss des Beamten für Handelsniederlassungen, des beauftragten Beamten und/oder des technischen Beamten über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags verschickt wurde;

2° andernfalls, ab dem Tag, der auf die Frist folgt, die eingeräumt war, um den über die Zulässigkeit des Antrags gefassten Beschluss zu entsenden.

Art. 95 - § 1 - Auf der Grundlage der eingegangenen Gutachten wird ein Synthesebericht gemeinsam vom Beamten für Handelsniederlassungen, vom technischen Beamten und/oder vom beauftragten Beamten verfasst. Der Bericht umfasst einen gemeinsamen Entscheidungsvorschlag, der aufgrund der eingegangenen Gutachten, der in Artikel 44 genannten Kriterien und ggf. des Beschlusses der Regierung oder des beauftragten Beamten zur Erteilung oder Ablehnung der in Artikel 114 und 127 § 3 des CWATUPE Abweichung begründet wird.

§ 2 - Der Synthesebericht und der gesamte Antrag werden der zuständigen Behörde binnen folgender Fristen zugesandt:

1° siebzig Tage, wenn der Genehmigungsantrag ein Projekt für eine Handelsniederlassung mit einer Nettohandelsfläche von weniger als 2 500 m² oder einen Betrieb der Klasse 2 betrifft;

2° hundertzehn Tage, wenn der Genehmigungsantrag ein Projekt für eine Handelsniederlassung mit einer Nettohandelsfläche von mindestens 2 500 m² oder einen Betrieb der Klasse 1 betrifft.

Am Tag, an dem der Beamte für Handelsniederlassungen den Synthesebericht versendet, benachrichtigt er den Antragsteller darüber.

§ 3 - Nach Ablauf der in Paragraph 3 genannten Frist werden der Beamte für Handelsniederlassungen, der technische Beamte und/oder der beauftragte Beamte gemeinsam angehört, wenn die Behörde darum bittet.

§ 4 - Die in Paragraph 3 genannten Fristen können durch gemeinsamen Beschluss des Beamten für Handelsniederlassungen, des beauftragten Beamten und/oder des technischen Beamten verlängert werden. Die Dauer der Verlängerung darf dreißig Tage nicht überschreiten. Der Beschluss wird der zuständigen Behörde und dem Antragsteller binnen der in Paragraph 3 genannten Frist mitgeteilt.

§ 5 - Wenn der Synthesebericht der zuständigen Behörde nicht innerhalb der zugestanden Frist übermittelt wurde, setzt diese das Verfahren fort, wobei sie die Genehmigungsantragsakte, die Umweltverträglichkeitsbewertung, die Ergebnisse der öffentlichen Untersuchung, das Gutachten des Gemeindekollegiums oder der Gemeindekollegien und jede sonstige Information, über die sie verfügt, berücksichtigt.

§ 6 - Der vorliegende Artikel ist in den in Artikel 83 § 2 Absatz 2 genannten Fällen nicht anwendbar.

Abschnitt 5 — Beschluss

Art. 96 - § 1 - Die zuständige Behörde schickt ihren Beschluss dem Antragsteller, dem Beamten für Handelsniederlassungen, dem technischen Beamten und/oder dem beauftragten Beamten und, wenn Artikel 83 § 2 Absatz 2 1° zur Anwendung kommt, jeder Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Betrieb oder die Handlungen und Arbeiten befinden, sowie, per gewöhnlichen Brief, jeder zu Rate gezogenen Behörde oder Verwaltung zu, innerhalb einer Frist von:

1° neunzig Tagen, wenn der Genehmigungsantrag ein Projekt für eine Handelsniederlassung mit einer Nettohandelsfläche von weniger als 2 500 m² oder einen Betrieb der Klasse 2 betrifft;

2° hundertvierzig Tagen, wenn der Genehmigungsantrag ein Projekt für eine Handelsniederlassung mit einer Nettohandelsfläche von mindestens 2 500 m² oder einen Betrieb der Klasse 1 betrifft.

Wenn der Synthesebericht vor dem Ablauf der in Artikel 95 § 3 genannten Frist gesandt worden ist, schickt die zuständige Behörde ihren Beschluss dem Antragsteller, dem Beamten für Handelsniederlassungen, dem technischen Beamten und/oder dem beauftragten Beamten sowie, per gewöhnlichen Brief, jeder zu Rate gezogenen Behörde oder Verwaltung zu, innerhalb einer Frist von:

1° zwanzig Tagen, ab dem Tag, wo sie den Synthesebericht von den Beamten gemäß Artikel 95 § 3 erhält, wenn der Genehmigungsantrag ein Projekt für eine Handelsniederlassung mit einer Nettohandelsfläche von weniger als 2 500 m² oder einen Betrieb der Klasse 2 betrifft;

2° dreißig Tagen, ab dem Tag, wo sie den Synthesebericht von den Beamten gemäß Artikel 95 § 3 erhält, wenn der Genehmigungsantrag ein Projekt für eine Handelsniederlassung mit einer Nettohandelsfläche von mindestens 2 500 m² oder einen Betrieb der Klasse 1 betrifft.

In den in Artikel 83 § 2 Absatz 2 genannten Fällen ist nur Absatz 1 anwendbar. Der Beschluss des beauftragten Beamten oder der Regierung zur Gewährung oder Ablehnung der in Artikel 114 des CWATUPE genannten Abweichung oder der in Anwendung von Artikel 127 § 3 des CWATUPE gefasste Beschluss sind ein fester Bestandteil des in Absatz 1 des vorliegenden Paragraphen genannten Beschlusses.

Die Genehmigung kann aus Gründen verweigert, mit Bedingungen versehen oder mit Abweichungen belegt werden, die in Titel V von Buch I des CWATUPE und in den Artikeln 45, 55, 55bis und 56 des Dekrets über die Umweltgenehmigung vorgesehen sind.

§ 2 - In der in Artikel 95 § 5 genannten Annahme wird die der zuständigen Behörde eingeräumte Frist für die Einsendung ihres Beschlusses um eine Frist verlängert, die derjenigen gleich ist, welche von dem Beamten für Handelsniederlassungen im Einvernehmen mit dem technischen Beamten und/oder dem beauftragten Beamten bestimmt wird.

Art. 97 - § 1 - Zwischen dem Datum, an dem der Synthesebericht gemäß Artikel 95 § 3 geschickt wurde, oder hätte geschickt sein werden, und dem Datum, an dem die zuständige Behörde ihren Beschluss in Anwendung von Artikel 96 § 1 zuschickt, oder, im in Artikel 83 § 2 Absatz 2 genannten Fall binnen der in Artikel 96 § 1 Absatz 1 genannten Frist, kann der Antragsteller, bevor die zuständige Behörde den Beschluss fasst, mit ihrer Zustimmung oder auf deren Antrag Änderungspläne und einen entsprechenden Nachtrag zur Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung vorlegen.

Die Zusendung dieser Zustimmung oder dieses Antrags an den Antragsteller bewirkt eine Unterbrechung der in Artikel 96 genannten Fristen.

An demselben Tag sendet die zuständige Behörde ebenfalls eine Kopie davon dem Beamten für Handelsniederlassungen, dem technischen Beamten und/oder dem beauftragten Beamten zu.

§ 2 - In den in Artikel 83 § 2 Absatz 1 genannten Fällen schickt der Antragsteller der zuständigen Behörde die Änderungspläne zu, denen ein entsprechender Nachtrag zur Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung beigelegt wird. Diese Unterlagen werden in so vielen Exemplaren übermittelt, wie im ursprünglichen Antrag enthalten, wenn der Antrag der Gemeinde per Post geschickt wurde. Die zuständige Behörde behält ein Exemplar der Änderungspläne und des entsprechenden Nachtrags zur vorherigen Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit bzw. zur Umweltverträglichkeitsprüfung.

Die zuständige Behörde schickt diese Dokumente gleichzeitig dem Beamten für Handelsniederlassungen, dem technischen Beamten und/oder dem beauftragten Beamten binnen einer Frist von drei Werktagen ab dem Tag ihres Eingangs. Die zuständige Behörde informiert den Antragsteller schriftlich über das Datum des Eingangs der Ergänzungsunterlagen bei dem Beamten für Handelsniederlassungen, dem technischen Beamten und/oder dem beauftragten Beamten.

Wenn die zuständige Behörde die Abänderungspläne, denen der entsprechende Nachtrag zur Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung beigelegt wird, nicht binnen drei Tagen ab ihrem Eingang geschickt hat, kann der Antragsteller unmittelbar eine Kopie davon an den Beamten für Handelsniederlassungen richten. In diesem Fall übermittelt der Beamte für Handelsniederlassungen die erhaltenen Unterlagen unverzüglich dem technischen Beamten und/oder dem beauftragten Beamten.

§ 3 - In den in Artikel 83 § 2 Absatz 2 bestimmten Fällen schickt der Antragsteller dem Beamten für Handelsniederlassungen die Änderungspläne zu, denen ein entsprechender Nachtrag zur Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung beigelegt wird. Diese Unterlagen werden in so vielen Exemplaren übermittelt, wie im ursprünglichen Antrag enthalten, wenn der Antrag der Gemeinde per Post geschickt wurde.

Der Beamte für Handelsniederlassungen schickt die Dokumente dem technischen Beamten und/oder dem beauftragten Beamten binnen einer Frist von drei Werktagen ab dem Tag ihres Eingangs zu. Der Beamte für Handelsniederlassungen informiert den Antragsteller schriftlich über das Datum des Eingangs der Ergänzungsunterlagen bei dem technischen Beamten und/oder dem beauftragten Beamten.

§ 4 - Das Verfahren wird nach den in Artikel 87 § 3 vorgesehenen Modalitäten wiederholt, nachdem der Beamte für Handelsniederlassungen im in Artikel 83 § 2 Absatz 1 genannten Fall oder der beauftragte Beamte und/oder der technische Beamte in den in Artikel 83 § 2 Absatz 2 genannten Fällen die Änderungspläne und den entsprechenden Nachtrag zur vorherigen Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit bzw. zur Umweltverträglichkeitsprüfung erhalten hat.

In dem Beschluss, den sie in Anwendung von Artikel 87 § 2 fassen, geben der Beamte für Handelsniederlassungen, der technische Beamte und/oder der beauftragte Beamte an, dass der Antrag Gegenstand von Änderungsplänen ist. Dasselbe gilt, wenn die in Artikel 90 genannten Instanzen mit der Angelegenheit befasst werden. Die öffentliche Untersuchung, die gemäß Artikel 83 anschließend an die Hinterlegung der Änderungspläne und ihres entsprechenden Nachtrags zur vorherigen Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit bzw. zur Umweltverträglichkeitsprüfung durchgeführt wird, betrifft die Akte zum ursprünglichen Genehmigungsantrag, ihre eventuellen Ergänzungen, sowie die Änderungspläne und ihren entsprechenden Nachtrag zur vorherigen Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit bzw. zur Umweltverträglichkeitsprüfung.

Die Artikel 89 und 90 bis 93 sind nicht auf die Änderungspläne und ihren entsprechenden Nachtrag zur vorherigen Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit bzw. zur Umweltverträglichkeitsprüfung anwendbar:

1° wenn sich die geplante Änderung aus einem Vorschlag ergibt, der unter den Bemerkungen und Ansprüchen im Rahmen der öffentlichen Untersuchung oder in einem Gutachten des Beamten für Handelsniederlassungen oder einer Beratungsstelle gemacht wurde;

2° wenn die geplante Änderung nur ein begrenztes Ausmaß hat und den Zweck, den allgemeinen Aufbau und die wesentlichen Merkmale des Projekts nicht beeinträchtigt.

§ 5 - Vorliegender Artikel kann für denselben Antrag ein einziges Mal angewandt werden.

Art. 98 - Wenn die vorgesehene Änderung des Antrags die Bedingungen von Artikel 97 § 4 Absatz 3 erfüllt und die Abgabe von Änderungsplänen dafür nicht erforderlich ist, wird sie durch die Genehmigung als klare, eindeutige, nicht zufällige Voraussetzung auferlegt.

Art. 99 - In Ermangelung des Versands des Beschlusses innerhalb der in Artikel 96 vorgesehenen Frist und wenn der Synthesebericht gemäß Artikel 95 zugesandt worden ist und er ein günstiges Gutachten des Beamten für Handelsniederlassungen, des technischen Beamten und/oder des beauftragten Beamten enthält, wird davon ausgegangen, dass der Beschluss zu den in dem Gutachten festgelegten Bedingungen gefasst wird sowie gegebenenfalls zu den in Artikel 5 des Dekrets über die Umweltgenehmigung angeführten allgemeinen und sektorbezogenen Bedingungen.

Erfolgt die Übermittlung des Beschlusses nicht innerhalb der in Artikel 96 angeführten Frist, so gilt die Genehmigung als abgelehnt:

1° wenn der Synthesebericht nicht gemäß Artikel 95 übermittelt worden ist;

2° wenn der Synthesebericht ein ungünstiges Gutachten des Beamten für Handelsniederlassungen, des technischen Beamten und/oder des beauftragten Beamten enthält.

In Abweichung von den Absätzen 1 und 2 in den in Artikel 83 § 2 Absatz 2 angeführten Fällen gilt die Genehmigung als abgelehnt, wenn der Beschluss nicht innerhalb der in Artikel 96 angeführten Frist übermittelt worden ist.

Art. 100 - Der Beamte für Handelsniederlassungen und die Gemeinde führen jeweils ein Verzeichnis der Genehmigungen. Die Regierung legt die Form und den Inhalt des Verzeichnisses fest.

KAPITEL III — *Einspruch*

Art. 101 - § 1 - Ein Einspruch gegen den Beschluss der zuständigen Behörde, wenn dieser binnen der in Artikel 96, § 1 genannten Fristen übermittelt worden ist, oder gegen den Beschluss, der als gemäß Artikel 99 gefasst gilt, wird bei dem Berufungsausschuss erhoben:

1° durch den Antragsteller;

2° durch den Beamten für Handelsniederlassungen, den technischen Beamten, den beauftragten Beamten und durch das Gemeindegremium der Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Betrieb befindet;

3° durch jede natürliche oder juristische Person, die ein Interesse begründet;

§ 2 - Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird dieser Einspruch übermittelt binnen zwanzig Tagen:

1° für den Antragsteller, den Beamten für Handelsniederlassungen, den technischen Beamten, den beauftragten Beamten, das Gemeindegremium der Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Betrieb befindet, ab dem Eingang des Beschlusses der zuständigen Behörde, wenn dieser binnen der in Artikel 96 § 1 Absatz 1 oder 2 genannten Fristen übermittelt worden ist;

2° für den Antragsteller, den Beamten für Handelsniederlassungen, den technischen Beamten, den beauftragten Beamten, das Gemeindegremium der Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Betrieb befindet, ab dem Ablauf der in Artikel 96 erwähnten Fristen, in den Fällen, in denen die Bestimmungen von Artikel 99 angewandt worden sind;

3° für die nicht unter 1° erwähnten Personen, ab dem ersten Tag des Anschlags der Bekanntmachung gemäß den in den Artikeln D.29-22, D.29-23 und D.29-24 des ersten Buches des Umweltgesetzbuches festgelegten Modalitäten.

Wird der Beschluss in mehreren Gemeinden ausgehängt, so wird die Frist verlängert, und zwar bis zu dem zwanzigsten Tag, der auf den ersten Tag folgt, an dem die Bekanntmachung als letzte in einer der Gemeinden ausgehängt wurde.

§ 3 - Der Einspruch setzt die Durchführung des angefochtenen Beschlusses nicht aus, es sei denn, er wird durch den Beamten für Handelsniederlassungen, den technischen Beamten oder den beauftragten Beamten eingereicht.

§ 4 - Die Regierung legt Folgendes fest:

1° die Informationen, die der Einspruch beinhalten muss, dessen Form, sowie die Anzahl der Ausfertigungen, die eingereicht werden müssen;

2° die Modalitäten, nach denen der Einspruch der Öffentlichkeit mitgeteilt wird;

3° die Modalitäten zur Untersuchung des Einspruchs, die zu befragenden Instanzen, und die Fristen, innerhalb deren die Gutachten abzugeben sind. Falls innerhalb der vorgesehenen Fristen kein Gutachten übermittelt wurde, wird das Gutachten als günstig betrachtet.

Das Gutachten des "Observatoire du Commerce" kann von dem Berufungsausschuss angefordert werden.

§ 5 - Der Berufungsausschuss übermittelt dem Einspruchserheber seinen Beschluss innerhalb einer Frist von:

1° siebzig Tagen, wenn der Einspruch ein Projekt einer Handelsniederlassung mit einer Nettohandelsfläche von weniger als 2 500 m² betrifft;

2° hundert Tagen, wenn der Einspruch ein Projekt einer Handelsniederlassung mit einer Nettohandelsfläche von wenigstens 2 500 m² betrifft.

Diese Frist läuft ab dem ersten Tag nach Eingang des Einspruchs. Falls mehrere Einsprüche vorliegen, läuft die Frist ab dem ersten Tag nach Eingang des letzten Einspruchs.

Der Berufungsausschuss begründet seinen Beschluss insbesondere in Bezug auf die Bestimmungen von Artikel 24, unbeschadet der Bestimmungen des Dekrets über die Umweltgenehmigung und des CWATUPE.

§ 6 - Falls der Beschluss nicht innerhalb der in § 5 vorgesehenen Frist übermittelt wird, wird der in erster Instanz gefasste Beschluss bestätigt.

KAPITEL IV — *Verfall*

Art. 102 - § 1 - Die Genehmigung verfällt wenn die Arbeiten binnen drei Jahren ab dem Tag, an dem die Genehmigung nach Artikel 53 rechtskräftig wird, nicht eindeutig begonnen haben.

Der Verfall erfolgt von Rechts wegen. Auf Antrag des Inhabers kann die Genehmigung jedoch für einen Zeitraum von zwei Jahren verlängert werden. Dieser Antrag wird dreißig Tage vor Verstreichen der in den vorangeführten Absätzen genannten Verfallsfrist beim Gemeindegremium eingereicht.

In den in Artikel 83 § 2 Absatz 2 angeführten Fällen übermittelt die Gemeindeverwaltung dem Beamten für Handelsniederlassungen den Antrag auf Verlängerung innerhalb von drei Werktagen ab dessen Empfang.

Die Verlängerung wird von der Behörde gewährt, die in erster Instanz zuständig war, um die Genehmigung, deren Verlängerung beantragt wird, auszustellen.

§ 2 - Ist die Ausführung der Arbeiten in Phasen erlaubt, so wird in der Genehmigung für jede Phase mit Ausnahme der ersten der Zeitpunkt bestimmt, an dem die in § 1 angeführte Frist anläuft. Für diese anderen Phasen kann die in § 1 Absatz 2 angeführte Verlängerung gewährt werden.

§ 3 - Die Verfallsfrist wird von Rechts wegen während der gesamten Dauer des Verfahrens aufgehoben, d.h. vom Einreichen des Antrags bis zur Zustellung des endgültigen Beschlusses, falls gegen die Genehmigung eine Nichtigkeitsklage vor dem Staatsrat eingereicht worden ist, oder falls ein Antrag auf Unterbrechung der im Rahmen der Genehmigung erlaubten Betriebstätigkeit vor einer Gerichtbarkeit des gerichtlichen Stands anhängig ist. Besitzt der Genehmigungsempfänger nicht die erforderliche Eigenschaft, um beim Verfahren als Partei aufzutreten, so teilt die Behörde, die die Genehmigung erteilt hat, dem Betroffenen den Beginn und das Ende der Aussetzung der Verfallsfrist mit.

KAPITEL V — *Besondere Bestimmungen in Bezug auf das integrierte Projekt,
das eine Abänderung des kommunalen Wegenetzes mit sich bringt*

Art. 103 - § 1 - Wenn das integrierte Projekt u.a. das Anlegen, die Veränderung oder die Abschaffung einer kommunalen Straße oder eines kommunalen Wegs im Sinne der Bestimmungen des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegenetz betrifft, erwähnen der Beamte für Handelsniederlassungen und gegebenenfalls der technische Beamte und der beauftragte Beamte diese Tatsache in dem Beschluss, durch den die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gemäß Artikel 87 § 2 anerkannt wird, oder in jedem anderen gemeinsamen Beschluss, der vor dem Ablauf der in Artikel 96 erwähnten Fristen gefasst wird. Am selben Tag unterwerfen sie den Antrag bezüglich der kommunalen Straße oder des kommunalen Wegs dem in Artikel 7 ff. des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegenetz vorgesehenen Verfahren.

Wenn das integrierte Projekt u.a. das Anlegen, die Veränderung oder die Abschaffung einer kommunalen Straße oder eines kommunalen Wegs im Sinne der Bestimmungen des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegenetz betrifft, die eine Abänderung des Fluchtlinienplans notwendig machen, erwähnen der Beamte für Handelsniederlassungen und ggf. der technische Beamte und der beauftragte Beamte diese Tatsache in dem Beschluss, durch den die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gemäß Artikel 87 § 2 anerkannt wird, oder in jedem anderen gemeinsamen Beschluss, der vor dem Ablauf der in Artikel 96 erwähnten Fristen gefasst wird. Am selben Tag übermitteln sie den Antrag bezüglich der kommunalen Straße oder des kommunalen Wegs und den durch den Antragsteller erstellten Entwurf des Fluchtlinienplans gemäß des Artikel 21 ff. des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegenetz.

Der Versand des Antrags bezüglich der kommunalen Straße oder des kommunalen Weges an das Gemeindegremium bewirkt eine Unterbrechung der Fristen des Verfahrens.

Das Verfahren läuft gemäß den in Artikel 87 § 2 vorgesehenen Modalitäten erneut ab dem Eingang des endgültigen Beschlusses bezüglich der kommunalen Straße oder des kommunalen Weges und ggf. des Erlasses bezüglich des Fluchtlinienplans bei dem Beamten für Handelsniederlassungen. Wenn ein Synthesebericht gemäß Artikel 95 vor der Durchführung des in den Absätzen 1 oder 2 erwähnten Verfahrens übermittelt worden ist, kann dieser Bericht die in den Artikeln 96 § 1 Absatz 2 und 99 erwähnten Auswirkungen nicht bewirken. Wenn der Berufungsausschuss mit einem Einspruch befasst wird, der ein in Absatz 1 oder Absatz 2 erwähntes integriertes Projekt betrifft, und sie feststellt, dass das in diesen Absätzen vorgesehene Verfahren nicht eingeleitet worden ist, unterziehen der Berufungsausschuss oder der Beamte für Handelsniederlassungen und ggf. der technische Beamte und der beauftragte Beamte gemeinsam den Antrag bezüglich der kommunalen Straße oder des kommunalen Weges dem in Artikel 7 ff. des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegenetz vorgesehenen Verfahren oder ggf. dem in Artikel 21 ff. des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegenetz vorgesehenen Verfahren.

Der Versand des Antrags bezüglich der kommunalen Straße oder des kommunalen Weges an das Gemeindegremium bewirkt eine Unterbrechung der in Artikel 101, § 5 erwähnten Fristen.

Das Verfahren läuft gemäß den in Artikel 101 vorgesehenen Modalitäten erneut ab dem Eingang des endgültigen Beschlusses bezüglich der kommunalen Straße oder des kommunalen Weges und ggf. des Erlasses bezüglich des Fluchtlinienplans bei dem Berufungsausschuss.

In Abweichung von den Artikeln 87 § 2 Absatz 2 3^o und 89 betrifft die im Rahmen des Antrags bezüglich der kommunalen Straße oder des kommunalen Weges und ggf. des Projekts eines Fluchtlinienplans organisierte öffentliche Untersuchung ebenfalls das in Absatz 1 erwähnte integrierte Projekt. In Abweichung von den Artikeln 24 bis 26 des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegenetz wird die im Rahmen des Antrags bezüglich der kommunalen Straße oder des kommunalen Weges und ggf. des Projekts eines Fluchtlinienplans organisierte öffentliche Untersuchung gemäß den in Buch I des Umweltgesetzbuches bestimmten Modalitäten organisiert. Die Dauer der damit verbundenen öffentlichen Untersuchung entspricht der Maximaldauer, die die verschiedenen betroffenen Verfahren erforderlich machen.

§ 2 - Wenn das integrierte Projekt an eine Straße oder einen Wegs der Region oder der Provinz angrenzt, wird die betroffene Verwaltung um ihr Gutachten gebeten.

KAPITEL VI — *Anwendbare Bestimmungen*

Art. 104 - § 1 - Buch I und Buch II des vorliegenden Dekrets sind auf die integrierte Genehmigung anwendbar.

Die Kapitel I, VI, VIII, IX et X von Buch III, Titel I sind auf die integrierte Genehmigung anwendbar.

§ 2 - Die Artikel 57 bis 59 finden keine Anwendung auf die integrierte Genehmigung, insofern sie als Städtebaugenehmigung und Umweltgenehmigung gilt.

§ 3 - Die nachstehend angeführten Bestimmungen des CWATUPE sind anwendbar auf die integrierte Genehmigung:

1^o die Kapitel I, II und IV von Buch I, Titel I;

2^o die Titel II, III und IV von Buch I;

3^o die Artikel 84, 85, 109, 110 bis 114, 123, letzter Absatz, 127, § 3, 128, 131, 132, Absatz 1, 132bis, 134 bis 139, die Kapitel IV und V, mit Ausnahme von Artikel 150bis, § 2 von Buch I, Titel V;

4^o die Titel VI, VII und VIII von Buch I;

5^o Buch II und III.

§ 4 - Buch I, Titel VI des CWATUPE findet keine Anwendung auf die integrierte Genehmigung, insofern sie als Genehmigung der Handelsniederlassung und als Städtebaugenehmigung gilt.

§ 5 - Die Kapitel I, VII, VIII, IX und X sowie die Artikel 45 § 1 6^o, 57, Absatz 2, 60 § 2, § 3 und § 4 des Dekrets über die Umweltgenehmigung sind anwendbar auf die integrierte Genehmigung, insofern sie als Umweltgenehmigung gilt. Im Falle eines Widerspruchs zwischen dem vorliegenden Dekret und dem Kapitel X des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung haben die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets Vorrang.

**BUCH IV — Ansiedlung eines Einzelhandelsbetriebs
mit einer Nettohandelsfläche von höchstens 400 m²**

Art. 105 - Das Gemeindegremium wird vorab über jede Eröffnung, Ausdehnung oder Änderung der Art der Handelstätigkeit eines Einzelhandelsbetriebs mit einer Nettohandelsfläche von höchstens 400 m², für die keine Genehmigung der Handelsniederlassung, integrierte Genehmigung oder Erklärung erforderlich ist, informiert.

Die Regierung bestimmt die inhaltlichen Auflagen dieser Information.

Das Gemeindegremium legt alle übermittelten Informationen schriftlich nieder. Die Gemeinde übermittelt dem Beamten für Handelsniederlassungen quartalsweise mit einfacher Post die Informationen, die ihr gemäß Absatz 1 und 2 zugestellt worden sind.

BUCH V — Aufhebungs- und Abänderungsbestimmungen

KAPITEL I — Abänderungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Art. 106 - In Artikel 1 11° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird nach dem Wortlaut "Verwirklichung" der Wortlaut "lediglich" eingefügt.

KAPITEL II — Abänderungen des Buches I des Umweltgesetzbuches

Art. 107 - In Titel III, Teil III, Buch I des Umweltgesetzbuches wird

1° in Artikel D.29-1 § 2: der Punkt 6° wie folgt ergänzt: "das regionale Schema zur Handelsentwicklung";

2° in Artikel D.29-1 § 3: nach dem Punkt 7° ein neuer Punkt mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"8° das kommunale Schema zur Handelsentwicklung";

3° in Artikel D.29-1 § 5: nach dem Punkt 4° ein neuer Punkt mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"5° die Genehmigungen der Handelsniederlassung";

6° die integrierten Genehmigungen im Sinne von Artikel 1, 4° und 5° des Dekrets über die Handelsniederlassungen.»

Art. 108 - Artikel D.49 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird durch einen Punkt g) ergänzt:

"g) die Genehmigungen der Handelsniederlassung und die integrierten Genehmigungen im Sinne von Artikel 1 4° und 5° des Dekrets über Handelsniederlassungen".

*KAPITEL III — Änderungen des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung,
den Städtebau, das Erbe und die Energie*

Art. 109 - Artikel 2 16° des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden wird wie folgt ergänzt:

«, oder die integrierte Genehmigung im Sinne von Artikel 1, 5° des Dekrets über Handelsniederlassungen, wenn sie Handlungen und Arbeiten umfasst, die eine Städtebaugenehmigung erfordern».

Art. 110 - Artikel 131 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ersetzt:

«In Abweichung der Artikel 84 und 127 wird im Falle eines integrierten Projekts im Sinne von Artikel 1 5° des Dekrets über Handelsniederlassungen gemäß den Bestimmungen von Buch III, Titel II des vorerwähnten Dekrets eine integrierte Genehmigung ausgestellt, die die Städtebaugenehmigung im Sinne des vorliegenden Gesetzbuches ersetzt.»

*KAPITEL IV — Änderungen des Dekrets vom 6. Februar 2014
über das kommunale Verkehrsnetz*

Art. 111 - Artikel 8 des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrsnetz wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Der Beamte für Handelsniederlassungen im Sinne des Dekrets über Handelsniederlassungen und ggf. der beauftragte Beamte und der technische Beamte können gemeinsam durch ein Schreiben an das Gemeindegremium einen Antrag auf Schaffung, Änderung oder Abschaffung eines kommunalen Verkehrsweges unterbreiten.»

BUCH VI — Schluss- und Übergangsbestimmungen

Art. 112 - Die Verfahren für die Prüfung der Anträge und Ausstellung der Genehmigung sowie die Bearbeitung der organisierten Einsprüche, insofern diese vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets erhoben worden sind, erfolgen nach den beim Einreichen des Antrags geltenden Bestimmungen bis zur Gewährung einer endgültigen Genehmigung.

Art. 113 - § 1 - Das von der Regierung vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets verabschiedete Schema zur Handelsentwicklung ist gemäß Artikel 15 bis zu seiner Revision anwendbar.

§ 2 - Ein kommunales Schema zur Handelsentwicklung, das vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets von einem Gemeinderat im Anschluss an ein Verfahren verabschiedet wurde, das mit dem in Artikel 19 § 1 bis 5 erwähnten Verfahren identisch ist und die in Artikel 17 erwähnten Angaben umfasst, gilt als von der Regierung genehmigt, nachdem das Gemeindegremium dem Beamten für Handelsniederlassungen das genannte Schema gemeinsam mit der vollständigen Akte übermittelt hat, insofern dessen Revision innerhalb einer Frist von vier Jahren ab dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets abgeschlossen wird.

Art. 114 - Durch vorliegendes Dekret wird das Gesetz vom 13. August 2004 über die Zulassung von Handelsniederlassungen aufgehoben.

Art. 115 - Das vorliegende Dekret tritt an den von der Regierung festgelegten Daten in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 5. Februar 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Vizepräsident und Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe

M. PREVOT

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus und Sportinfrastrukturen, und Vertreter bei der Großregion,

R. COLLIN

—
Fußnote

(1) *Sitzung 2014-2015*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 36 (2014-2015) Nrn. 1, *1bis* - 143

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 4. Februar 2015

Diskussion.

Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/200758]

5 FEBRUARI 2015. — Decreet betreffende de handelsvestigingen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

BOEK I. — Algemene bepalingen

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijvingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° « kleinhandelsvestiging » of « vestiging » de distributie-eenheid die gewoonlijk in eigen naam en voor eigen rekening handelswaar aan consumenten verkoopt zonder dat de handelswaar andere bewerkingen dan de in de handel gebruikelijke manipulaties ondergaat;

2° « netto-handelsoppervlakte » : de oppervlakte die bestemd is voor de verkoop en toegankelijk is voor het publiek, de niet-overdekte oppervlakten inbegrepen. Bij uitbreiding is de netto-handelsoppervlakte die voor de toepassing van dit decreet in overweging wordt genomen, de totale oppervlakte na uitvoering van het project voor een handelsvestiging. Die oppervlakte bevat meer bepaald de kassazones, de zones gelegen achter de kassa's en de voorhal wanneer deze zones ook voor het uitstellen en de verkoop van handelswaar worden gebruikt;

3° « project voor een handelsvestiging » :

a) een nieuwbouwproject waarin een kleinhandelsvestiging met een netto-handelsoppervlakte van meer dan 400 m² gevestigd moet worden;

b) een winkelcentrumproject dat beantwoordt aan de oppervlakte omschreven onder a), namelijk een verzameling kleinhandelsvestigingen die al dan niet in afzonderlijke gebouwen gelegen zijn, ongeacht of de promotor, eigenaar, uitbater of vergunningshouder ervan éénzelfde persoon is of niet, die op één zelfde plaats gelegen zijn en tussen welke er een juridische of feitelijke band bestaat, met name op financieel, commercieel of materieel vlak of die onderworpen zijn aan een gemeenschappelijke overlegprocedure voor stedenbouwkundige, leefmilieu of globale vergunningen;

c) een uitbreidingsproject voor een kleinhandelsvestiging of een winkelcentrum dat reeds de oppervlakte onder a) bereikt heeft of deze oppervlakte zal overschrijden door de uitvoering van het project;

d) een project voor de uitbating van één of meerdere kleinhandelsvestigingen of een winkelcentrum dat beantwoordt aan de oppervlakte omschreven onder a) in een bestaand pand dat voorheen niet was gebruikt voor een handelsactiviteit;

e) een project voor de ingrijpende wijziging van de aard van de handelsactiviteit van een kleinhandelsvestiging of een winkelcentrum in een pand dat reeds voor handelsdoeleinden wordt gebruikt en dat gelijk is aan de oppervlakte omschreven onder a);

4° « vergunning voor een handelsvestiging » : de beslissing van de bevoegde overheid voor een project voor een handelsvestiging, afgeleverd na afloop van de procedure bedoeld in Titel I van Boek III, hoofdstukken V en VI uitgezonderd;

5° « geïntegreerd project » : het project waarvoor op het ogenblik van de indiening van de vergunningsaanvraag blijkt dat er voor de uitvoering ervan nodig is, ofwel :

a) een vergunning voor een handelsvestiging en een globale vergunning in de zin van artikel 1, 12°, van het decreet betreffende de milieuvergunning;

b) een vergunning voor een handelsvestiging en een milieuvergunning in de zin van artikel 1, 1°, van het decreet betreffende de milieuvergunning;

c) een vergunning voor een handelsvestiging en een stedenbouwkundige vergunning in de zin van de artikelen 84 en 127 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie;

6° « geïntegreerde vergunning » : de beslissing van de bevoegde overheid voor een geïntegreerd project, afgeleverd na afloop van de procedure bedoeld in Titel II van Boek III, die in de plaats treedt van :

a) ofwel een vergunning voor een handelsvestiging in de zin van dit decreet en voor een globale vergunning in de zin van artikel 1, 12°, van het decreet betreffende de milieuvergunning;

b) ofwel een vergunning voor een handelsvestiging en een milieuvergunning in de zin van artikel 1, 1°, van het decreet betreffende de milieuvergunning;

c) ofwel een vergunning voor een handelsvestiging en een stedenbouwkundige vergunning in de zin van de artikelen 84 en 127 van het Wetboek;

7° « project voor een tijdelijke handelsvestiging » : project voor een handelsvestiging die beperkt is tot twee maanden;

8° « herstel in oorspronkelijke staat » : reeks verrichtingen met het oog op de wederopname van de vestiging in haar omgeving, gelet op de herbestemming ervan voor functioneel gebruik en/of, in voorkomend geval, op het wegnemen van de risico's op vervuiling voortvloeiende uit laatstgenoemde. Voor de bodem betreft het herstel in oorspronkelijke staat het herstel voortvloeiend uit de verplichtingen van artikel 18 van het decreet betreffende het bodembeheer;

9° « dossier van de milieueffectenbeoordeling » : de korte uiteenzetting of het milieueffectenonderzoek vereist krachtens de wetgeving tot organisatie van de milieueffectenbeoordeling in het Waalse Gewest;

10° « bevoegde overheid » : overheid die gemachtigd is om de aanmelding in ontvangst te nemen, de vergunning voor een handelsvestiging of de geïntegreerde vergunning af te leveren;

11° « ambtenaar bevoegd voor handelsvestigingen » : de door de Regering aangewezen ambtenaar die gemachtigd is voor de doeleinden nader bepaald bij dit decreet;

12° « decreet betreffende de milieuvergunning » : het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

13° « technisch ambtenaar » : de ambtenaar of de ambtenaren, aangewezen door de Regering in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

14° « Wetboek » : het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie;

15° « gemachtigd ambtenaar » : de ambtenaar of de ambtenaren gemachtigd door de Regering in de zin van het Wetboek.

HOOFDSTUK II. — Waarnemingscentrum voor de handel

Afdeling 1. — Rol

Art. 2. § 1. Er wordt een Waarnemingscentrum voor de Handel opgericht.

§ 2. Het Waarnemingscentrum voor de Handel heeft als opdracht het uitbrengen van verslagen, adviezen, bemerkingen, suggesties en voorstellen in de hypotheses bedoeld in dit decreet.

Art. 3. § 1. De Regering wint het advies in van het Waarnemingscentrum voor de Handel op de voorontwerpen van decreet, evenals op de ontwerp-besluiten betreffende de aangelegenheden bedoeld in dit decreet, behoudens bijzonder gemotiveerd geval van dringende noodzakelijkheid. Het Waarnemingscentrum voor de Handel brengt zijn advies uit binnen de dertig dagen na aanvraag ervan. Wordt er geen advies verzonden in de toegekende termijn, dan wordt het advies gunstig geacht.

§ 2. Onverminderd de andere opdrachten die het Waarnemingscentrum voor de Handel bij of krachtens dit decreet toevertrouwd worden, worden volgende verslagen in overleg met de ambtenaar bevoegd voor handelsvestigingen uiterlijk zes maanden voor het einde van elke legislatuur of op verzoek van de Regering voorgelegd :

1° een activiteitenverslag;

2° een gemotiveerd verslag over de evolutie van het gewestelijk plan voor handelsontwikkeling;

3° een gemotiveerd verslag over de gemeentelijke plannen voor handelsontwikkeling.

Afdeling 2. — Samenstelling en werking

Art. 4. § 1. De Regering bepaalt de regels voor de samenstelling en de werking van het Waarnemingscentrum voor de handel door de toepassing van volgende principes vast te leggen :

1° de vertegenwoordiging van de adviesverlenende instanties bevoegd voor economische, sociale zaken, leefmilieu, huisvesting en mobiliteit waarvan de lijst door de Regering is vastgesteld;

2° een vertegenwoordiger van het bestuur bevoegd voor handelsvestigingen;

3° de aanwijzing van twee onafhankelijke deskundigen voor elk criterium voor de aflevering bedoeld in artikel 44.

§ 2. De gewone en plaatsvervangende leden van het Waarnemingscentrum voor de Handel worden door de Regering aangewezen op de voordracht van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-Economische Raad van Wallonië). Elk mandaat heeft een duur van zes jaar te rekenen van het benoemingsbesluit en is hernieuwbaar. Bij openvallen van een mandaat voor afloop ervan wordt de opvolger voor de resterende looptijd van het mandaat benoemd.

Art. 5. Het Waarnemingscentrum voor de handel wordt bijgestaan door een vast secretariaat. Tot de opdrachten van laatstgenoemde behoort de voorbereiding van de verslagen bedoeld in artikel 3, § 2.

Art. 6. § 1. De Regering kan de inrichting en de werkingsregels van het Waarnemingscentrum vastleggen, evenals de bezoldiging van zijn leden, de besprekings- en beslissingsregels en de onverenigbaarheidsregels.

§ 2. De Regering bepaalt de samenstellings- en werkingsregels van het vast secretariaat.

HOOFDSTUK III. — *Beroepscommissie*

Afdeling 1. — Rol

Art. 7. Er wordt een beroepscommissie opgericht, bevoegd voor de overeenkomstig dit decreet ingestelde beroepen.

Afdeling 2. — Samenstelling en werking

Art. 8. § 1. De beroepscommissie is samengesteld uit de Ministers bevoegd voor economie, tewerkstelling, K.M.O.'s, leefmilieu, ruimtelijke ordening, stedenbouw en mobiliteit of hun gemachtigden. Het voorzitterschap wordt uitgeoefend door de Minister bevoegd voor Economie.

§ 2. De beroepscommissie wordt bijgestaan door een secretariaat.

Art. 9. De Regering bepaalt de inrichting, de werkingsregels en de besprekings- en beslissingsregels van de beroepscommissie.

De Regering bepaalt de samenstellings- en werkingsregels van het secretariaat bedoeld in artikel 8, § 2.

BOEK II. — **Plannen voor handelontwikkeling**

TITEL I. — *Plannen*

Art. 10. De doelstellingen inzake handelontwikkeling en de programmering ervan worden volgens twee ontwikkelingsplannen opgevat :

1° het gewestelijk plan voor handelontwikkeling voor Wallonië;

2° het gemeentelijk plan voor handelontwikkeling voor het gehele gemeentelijke grondgebied.

TITEL II. — *Gewestelijk plan voor handelontwikkeling*

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

Art. 11. Het gewestelijk plan voor handelontwikkeling bepaalt de beleidsinstrumenten voor de handelontwikkeling, bestaande uit zowel kwantitatieve als kwalitatieve diagnoses en referenties waarmee de criteria voor de toekenning van de machtigingen voor handelsvestigingen objectief beoordeeld kunnen worden, evenals aanbevelingen voor de uitvoering en bijwerking ervan voor het gehele Waalse grondgebied.

HOOFDSTUK II. — *Inhoud*

Art. 12. Het plan bevat :

1° een diagnose van de handel in Wallonië;

2° een analyse van de ontwikkelingsscenario's met of zonder regulering van de handel voor Wallonië ten opzichte van :

(i) de bescherming van de consumenten en de dienstenontvangers;

(ii) de bescherming van de stedelijke omgeving;

(iii) de doelstellingen van het sociaal beleid;

(iv) de bijdrage tot een duurzamere mobiliteit;

3° een beoordeling van de relevantie, de gepastheid en de proportionaliteit van de criteria voor de aflevering van machtigingen voor handelsvestigingen;

4° aanbevelingen;

5° de nadere uitvoeringsregels;

6° de maatregelen voor de opvolging en de beoordeling van de uitvoering van het plan;

7° een niet-technische samenvatting met de verschillende documenten.

De Regering kan de inhoud van het plan nader bepalen en er andere elementen in vervatten inzake context, analyse, actualisering en uitvoering van de projecten voor handelsvestigingen, met inbegrip van relevante evaluerende kaart- of schaaldocumenten.

HOOFDSTUK III. — *Procedure*

Art. 13. § 1. Het gewestelijk plan voor handelontwikkeling wordt door de Regering opgemaakt.

Het Waarnemingscentrum voor de Handel wordt ingelicht over de voorafgaande studies en kan te allen tijde de opmerkingen of voorstellen die zij nuttig acht, uitbrengen.

§ 2. De Regering neemt het ontwerp-plan aan dat aan de evaluatieprocedures van de milieugevolgen wordt onderworpen overeenkomstig de artikelen D.52 en volgende van Boek I van het Milieuwetboek.

§ 3. De Regering onderwerpt het ontwerp-plan en het verslag over de milieueffecten aan een openbaar onderzoek volgens de modaliteiten van Titel III van Deel III van Boek I van het Milieuwetboek, en legt ze ter advies voor aan het Waarnemingscentrum van de Handel, de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable", de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening), de gemeenteraden en aan de personen en instanties die zij nodig acht te raadplegen.

§ 4. De adviezen worden binnen de vijfenveertig dagen na het einde van de termijn van het openbaar onderzoek aan de Regering overgemaakt. Wordt er geen advies verzonden in de toegekende termijn, dan wordt het advies gunstig geacht.

§ 5. De Regering neemt het plan definitief aan, samen met de milieuverklaring bedoeld in artikel D.60 van Boek I van het Milieuwetboek. Voor het regeringsbesluit worden de bekendmakingsmaatregelen bedoeld in artikel D.29-21 en volgende van Boek I van het Milieuwetboek genomen.

HOOFDSTUK IV. — *Opvolging van de effecten*

Art. 14. Het Waarnemingscentrum voor de Handel dient periodiek een verslag over de opvolging van de significante effecten die de tenuitvoerlegging van het gewestelijk plan voor handelsontwikkeling heeft op het milieu en over de eventueel te treffen correctiemaatregelen bij de Regering in.

Het publiek wordt over het verslag bedoeld in vorig lid ingelicht volgens de nadere regels bedoeld in artikel L1133-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

HOOFDSTUK V. — *Herziening*

Art. 15. De bepalingen tot regeling van de opmaak van het gewestelijk plan voor handelsontwikkeling zijn van toepassing op de herziening ervan.

Het gewestelijk plan voor handelsontwikkeling wordt heronderzocht en desnoods om de vier jaar herzien. Het gewestelijk plan voor handelsontwikkeling blijft tot aan de herziening ervan van kracht.

TITEL III. — *Gemeentelijke plannen voor handelsontwikkeling*

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

Art. 16. Het gemeentelijk plan voor handelsontwikkeling is een beleidsbepalend, evaluerend, beherend en programmerend document voor de handelsontwikkeling op het gehele gemeentelijk grondgebied.

HOOFDSTUK II. — *Inhoud*

Art. 17. Voor het geheel van het grondgebied van de gemeente vermeldt het plan :

1° een inventaris van de bestaande toestand, en hoe dan ook de inventaris van de leegstaande handelsruimtes op het gehele gemeentelijk grondgebied, en de beoordeling van het handelspotentieel, evenals de op het gemeentelijk grondgebied aangetroffen zwakke punten en drukfactoren;

2° de opties en aanbevelingen voor de handelsontwikkeling van het gehele of gedeeltelijke gemeentelijk grondgebied;

a) de doelstellingen van de ontwikkeling van de handel volgens de vastgestelde prioriteiten;

b) de prioritaire vestiging van de handelsuitrustingen en -infrastructuren met het oog met name op een betere integratie ervan in de stedelijke omgeving;

c) de algemene oriëntaties bestemd om de verkeersstromen op elkaar af te stemmen en een duurzame mobiliteit te begunstigen;

d) de algemene oriëntaties om kwaliteitsvolle tewerkstelling in de gemeente voorrang te geven;

e) een omschrijving van het verband met andere relevante plannen of programma's;

3° de programmering van de ontsluiting van sommige gebieden en/of de uitvoering van inrichtingsmaatregelen, de ligging van de hoofdruitingen en -infrastructuren en het beheer van de plaatselijke verkeersbewegingen;

4° de relevante aspecten van de milieutoestand, evenals de vermoedelijke evolutie ervan indien het gemeentelijk plan voor handelsontwikkeling niet ten uitvoer wordt gebracht;

5° de relevante doelstellingen in functie van de criteria voor het afleveren van de handelsvestigingsvergunningen en de wijze waarop zij in overweging worden genomen in het kader van de opmaak van het plan;

6° de vermoedelijke niet te verwaarlozen milieueffecten, namelijk de secundaire, cumulatieve, synergische effecten, de effecten op korte, middellange en lange termijn, de permanente en tijdelijke, zowel positieve als negatieve effecten, daarbij inbegrepen de biologische diversiteit, de bevolking, de menselijke gezondheid, de fauna, de flora, de bodem, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goeden, het cultureel erfgoed daarbij inbegrepen het architectonisch en archeologisch erfgoed, de landschappen en de interacties tussen bedoelde factoren;

7° de maatregelen die ten uitvoer gebracht dienen te worden om de negatieve effecten bedoeld onder 6° te voorkomen, te verminderen of op te heffen;

8° een omschrijving van de gekozen evaluatiemethode en van de gerezen problemen;

9° de maatregelen die in overweging worden genomen om te zorgen voor de opvolging van de tenuitvoerlegging van het gemeentelijk plan voor handelsontwikkeling;

10° een niet-technische samenvatting van bovenbedoelde informatie.

Het gemeentelijke plan voor handelsontwikkeling kan meer bepaald gegrond worden op de nuttige inlichtingen die verkregen zijn tijdens andere, eerder verwezenlijkte milieueffectenrapportages en, in het bijzonder, bij de aanneming van andere planologische instrumenten.

In voorkomend geval wordt de milieueffectenrapportage, uitgevoerd in het kader van de procedure bedoeld in artikel 19, opgenomen in de inhoud van het gemeentelijk plan voor handelsontwikkeling en vervangt hij de maatregelen bedoeld in lid 1, 6° en 7°.

De Regering kan de inhoud van de gemeentelijke plannen voor handelsontwikkeling nader bepalen.

Art. 18. Wanneer de omstandigheden het vereisen, kunnen meerdere gemeenten in overleg, elk voor wat haar betreft, een gemeentelijk plan voor handelsontwikkeling opmaken. In dat geval is het milieueffectenrapport bedoeld in artikel 19 gemeenschappelijk en heeft het betrekking op de effecten van de verschillende ontwerp-plannen. De gemeenteraden wijzen dezelfde persoon aan voor de opmaak van de ontwerpplannen. Het openbaar onderzoek en de raadplegingen, bedoeld in artikel 19, gebeuren tegelijk voor de verschillende plannen.

Daarnaast kunnen de betrokken gemeenten hun adviesverlenende commissies inzake ruimtelijke ordening en mobiliteit verzoeken om gezamenlijke werkvergaderingen te houden.

HOOFDSTUK III. — Procedure

Art. 19. § 1. Het plan wordt op grond van een diagnose opgemaakt op initiatief van de gemeenteraad.

§ 2. De gemeenteraad stelt de natuurlijke dan wel de privaot- of publiekrechtelijke rechtspersonen aan, onder de personen erkend overeenkomstig artikel 22, die hij belast met de opmaak van het ontwerp-plan en de natuurlijke dan wel de privaot- of publiekrechtelijke rechtspersonen die hij belast met het opstellen van het milieueffectenrapport overeenkomstig artikelen D.52 en volgende van Boek I van het Milieuwetboek.

De gemeenteraad kan eenzelfde persoon aanwijzen die belast is met de opmaak van het ontwerp-plan en het opstellen van het milieueffectenrapport.

De Regering kan de gevallen bepalen waarin de projectontwerper niet noodzakelijk over de erkenning bedoeld in artikel 22 beschikt.

§ 3. De gemeenteraad neemt het ontwerp-plan en het milieueffectenrapport voorlopig aan, en maakt ze over aan het gemeentecollege.

§ 4. Het ontwerp-plan en het milieueffectenverslag worden door het gemeentecollege aan een openbaar onderzoek onderworpen volgens de nadere regels van Titel III van deel III van Boek I van het Milieuwetboek.

§ 5. Het ontwerp-plan en het milieueffectenrapport worden tegelijkertijd door het gemeentecollege voor advies voorgelegd aan het Waarnemingscentrum voor de Handel, aan de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse milieuraad voor duurzame ontwikkeling), aan de gemachtigd ambtenaar, aan de ambtenaar bevoegd voor de handelsvestigingen, aan de adviesverlenende Commissie inzake Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit van de betrokken gemeente en aan de personen en instanties die hij nodig acht te raadplegen.

De adviezen bedoeld in lid 1 worden binnen vijfenveertig dagen na het verzoek van het gemeentecollege overgemaakt. Wordt er geen advies verzonden in de toegekende termijn, dan wordt het advies gunstig geacht.

§ 6. De gemeenteraad neemt het plan definitief aan, samen met de milieuverklaring bedoeld in artikel D.60 van Boek I van het Milieuwetboek.

De gemeenteraad richt het plan samen met het volledige dossier aan de ambtenaar bevoegd voor de handelsvestigingen. Binnen dertig dagen na ontvangst van de verzending van het plan maakt de ambtenaar bevoegd voor de handelsvestigingen het dossier over aan de Regering en richt hij een afschrift van zijn verzending aan het gemeentecollege.

§ 7. De Regering keurt het plan goed of af.

De goedkeuring van het plan wordt verricht rekening houdend met :

1° de regelmatigheid van de procedure;

2° de overeenstemming met het gewestelijk plan voor handelsontwikkeling.

§ 8. Vooraleer de Regering een beslissing neemt, kan zij het gemeentecollege verzoeken om wijzigingsdocumenten voor te leggen, evenals een aanvullend vervolg op het milieueffectenrapport van het plan.

De wijzigingsdocumenten en het aanvullend vervolg op het milieueffectenrapport, voorlopig aangenomen door de gemeenteraad, worden door het gemeentecollege aan een openbaar onderzoek onderworpen volgens de nadere regels van Titel III van deel III van Boek I van het Milieuwetboek, aan het advies van de diensten of commissies bedoeld in paragraaf 5 behalve indien ze een antwoord bieden op een voorstel geopperd in de bemerkingen of bezwaren te berde gebracht in het openbaar onderzoek of in een advies geformuleerd door de ambtenaar bevoegd voor de handelsvestigingen of een adviesverlenende instantie.

Die adviezen worden aan het gemeentecollege overgemaakt binnen de termijnen bedoeld in paragraaf 5, lid 2. Wordt er geen advies verzonden in de toegekende termijn, dan wordt het advies gunstig geacht.

De gemeenteraad neemt de wijzigingsdocumenten en het aanvullend vervolg op het milieueffectenverslag definitief aan. Het gemeentecollege maakt de wijzigingsdocumenten en het aanvullend vervolg op het milieueffectenverslag over aan de ambtenaar bevoegd voor de handelsvestigingen. Binnen dertig dagen na ontvangst van de wijzigingsdocumenten en het aanvullend vervolg op het milieueffectenverslag maakt de ambtenaar bevoegd voor de handelsvestigingen het dossier over aan de Regering en richt hij een afschrift van zijn verzending aan het gemeentecollege.

Indien het afschrift van de overmaking van het dossier door de ambtenaar bevoegd voor de handelsvestigingen binnen zestig dagen na zijn verzending niet is ontvangen, kan het gemeentecollege de wijzigingsdocumenten en het aanvullend vervolg op het milieueffectenverslag zelf aan de Regering richten.

De procedure bepaald in deze paragraaf kan enkel twee maal opgestart worden.

§ 9. Het regeringsbesluit tot goedkeuring of weigering van goedkeuring van het plan wordt naar het gemeentecollege gestuurd binnen een termijn van dertig dagen ingaand de dag van ontvangst, door de Regering, van het plan en van het volledige dossier in de gevallen bedoeld in paragraaf 6, leden 2 en 3, of van de wijzigingsdocumenten en het aanvullend vervolg op het milieueffectenverslag in de gevallen bedoeld in paragraaf 8, leden 4 en 5.

Wordt het besluit niet verstuurd, dan kan het gemeentecollege de Regering daarop wijzen. Als het gemeentecollege bij verstrijken van een nieuwe termijn van dertig dagen ingaand op de datum van versturen van de herinneringsbrief, het besluit niet gekregen heeft, dan wordt het gemeentelijk ruimtelijk ontwikkelingsplangebied goedgekeurd te zijn.

§ 10. Voor het plan worden de bekendmakingsmaatregelen bedoeld in de artikelen D.29-21 en volgende van Boek I van het Milieuwetboek genomen.

HOOFDSTUK IV. — *Opvolging van de effecten*

Art. 20. Het gemeentecollege richt op gezette tijden een verslag aan de gemeenteraad over de opvolging van de significante milieu-effecten van de tenuitvoerlegging van het gemeentelijk plan voor handelsontwikkeling alsook over de eventueel te treffen correctiemaatregelen.

Het publiek wordt voorgelicht volgens de nadere regels bedoeld in artikel L1133-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

HOOFDSTUK V. — *Herziening en opheffing*

Art. 21. § 1. De bepalingen voor de opmaak van de gemeentelijke plannen gelden ook voor de herziening ervan. In het herzieningsdossier worden evenwel enkel de elementen i.v.m. de geplande herziening opgenomen.

§ 2. Wanneer de doelstellingen, opties en aanbevelingen van het gemeentelijk plan voor handelsontwikkeling voorbijgestreefd zijn, kan de gemeenteraad een deel of het geheel ervan opheffen volgens de procedure omschreven in paragraaf 1.

In afwijking van het eerste lid wordt de beslissing van de gemeenteraad niet aan de goedkeuring van de Regering onderworpen als het opheffingsvoorstel door de Regering is goedgekeurd bij de goedkeuring van een nieuw gemeentelijk plan voor handelsontwikkeling.

HOOFDSTUK VI. — *Erkenning**Afdeling 1. — Afgifte*

Art. 22. De Regering erkent, op basis van de criteria en volgens de procedure die ze zelf vastlegt, de privaot- of publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersonen die belast kunnen worden met de opmaak of de herziening van de gemeentelijke plannen.

De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van de erkenningsaanvraag.

Er wordt een Erkenningscommissie opgericht die advies zal uitbrengen over de erkenningsaanvragen. Het advies van de Erkenningscommissie wordt geacht gunstig te zijn als het niet verzonden wordt binnen de termijn die door de Regering wordt vastgelegd. De Regering bepaalt de samenstelling van de Erkenningscommissie en de modaliteiten van haar werking.

Afdeling 2. — Intrekking

Art. 23. De Regering bepaalt de voorwaarden, de modaliteiten en de procedure van de intrekking.

TITEL IV. — *Juridische gevolgen en hiërarchie*HOOFDSTUK I. — *Juridische gevolgen*

Art. 24. Alle plannen hebben een indicatieve waarde.

De autoriteiten belast met de afgifte van de vergunningen voor handelsvestigingen en de geïntegreerde vergunningen motiveren hun beslissingen ten opzichte van de gewestelijke en gemeentelijke plannen voor handelsontwikkeling als ze bestaan.

De vergunningen voor handelsvestigingen en de geïntegreerde vergunningen mogen afwijken van de doelstellingen en aanbevelingen van het gewestelijk plan voor handelsontwikkeling alsook van de doelstellingen, opties en aanbevelingen van het gemeentelijk plan voor handelsontwikkeling mits motivering waaruit blijkt dat de afwijkingen de doelstellingen noch de essentiële elementen van het plan m.b.t. het project bedreigen en dat genoemd project specificiteiten vertoont die de afwijkingen wettigen.

HOOFDSTUK II. — *Hiërarchie*

Art. 25. De doelstellingen en aanbevelingen van het gewestelijk plan worden nader bepaald door de gemeentelijke plannen, die gecoördineerd worden met de maatregelen tot uitvoering van het gewestelijk plan.

In afwijking van het eerste lid mogen de gemeentelijke plannen voor handelsontwikkeling afwijken van de aanbevelingen en doelstellingen van het gewestelijk plan voor handelsontwikkeling die ze nader bepalen mits motivering waaruit blijkt dat de afwijkingen de doelstellingen noch de essentiële elementen van het gewestelijk structuurplan m.b.t. het gemeentelijk plan bedreigen en dat genoemd gemeentelijk plan specificiteiten vertoont die de afwijkingen wettigen.

Art. 26. Als het achteraf in werking getreden gewestelijk plan voor handelsontwikkeling overeenigbaar is met de doelstellingen, aanbevelingen en opties van een gemeentelijk plan voor handelsontwikkeling, wordt laatstgenoemd plan binnen vier jaar herzien om in overeenstemming met het gewestelijk plan te worden gebracht. Zo niet houdt het gemeentelijk plan op zijn gevolgen te hebben die niet conform het gewestelijk plan zijn.

BOEK III. — Vergunningen en aanmeldingen**TITEL I. — *Vergunning voor handelsvestigingen en aanmeldingen***HOOFDSTUK I. — *Feiten waarvoor een vergunning voor handelsvestigingen verkregen moet worden*

Art. 27. De projecten voor handelsvestigingen bedoeld in artikel 1, 3^o, van dit decreet zijn onderworpen aan een vergunning voor handelsvestigingen, met uitzondering van die bedoeld in artikel 28.

HOOFDSTUK II. — *Feiten waarvoor een aanmelding verplicht is*

Art. 28. De projecten tot uitbreiding van een handelsvestiging die niet meer dan 20 percent van de bestaande netto-handelsoppervlakte bedragen, met maximum 300 m² bijkomende netto-handelsoppervlakte, zijn onderworpen aan een schriftelijke en uitdrukkelijke voorafgaande aanmelding, op voorwaarde dat de bestaande handelsvestiging op het tijdstip van de uitbreiding beschikt over een vergunning die is afgegeven op basis van de wet van 29 juni 1975 betreffende de handelsvestigingen, of op basis van de wet van 13 augustus 2004 betreffende de vergunning van handelsvestigingen, of op grond van dit decreet.

De projecten tot verhuizing van een handelsvestiging binnen een straal van 1 000 meter op het grondgebied van dezelfde gemeente die niet meer dan 400 m² netto-handelsoppervlakte innemen, zijn onderworpen aan een schriftelijke en uitdrukkelijke voorafgaande aanmelding.

HOOFDSTUK III. — *Bevoegde autoriteiten*

Art. 29. § 1. Het gemeentecollege van de gemeente op het grondgebied waarvan het project voor een handelsvestiging gepland wordt, is bevoegd om kennis te nemen van de aanmeldingen en de aanvragen voor vergunningen voor handelsvestigingen.

In afwijking van het eerste lid is de ambtenaar bevoegd voor de handelsvestigingen bevoegd om kennis te nemen van de aanmeldingen en de aanvragen voor vergunningen voor handelsvestigingen betreffende :

1° elk handelsvestigingsproject gelegen op het grondgebied van verschillende gemeenten;

2° elk handelsvestigingsproject met een netto-handelsoppervlakte boven 2 500 m²;

3° elk project tot uitbreiding van een kleinhandelsinrichting of van een handelsgeheel dat een netto-handelsoppervlakte van meer dan 2 500 m² kan doen ontstaan, na uitvoering van het project.

§ 2. De Beroepscommissie is bevoegd om kennis te nemen van de beroepen tegen beslissingen betreffende de vergunningen voor handelsvestigingen afgegeven door de autoriteit bedoeld in paragraaf 1.

HOOFDSTUK IV. — *Procedure tot toekenning van de vergunning voor een handelsvestiging**Afdeling 1. — Aanvraag*

Art. 30. De aanvraag van een vergunning voor een handelsvestiging wordt door elk middel dat een vaste datum verleent gericht aan het gemeentecollege van de gemeente op het grondgebied waarvan de inrichting gevestigd is.

Als de inrichting op het grondgebied van verschillende gemeenten gevestigd zal zijn, wordt de aanvraag, naar keuze van de aanvrager, gericht aan één van de gemeenten op het grondgebied waarvan ze gepland wordt.

Art. 31. De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van de aanvraag, alsook het aantal verplicht in te dienen exemplaren, de schaal en de inhoud van de verschillende bijgevoegde plannen.

De Regering bepaalt de modaliteiten en de voorwaarden tot indiening van de in artikel 30, eerste lid, bedoelde aanvraag vergunning voor een handelsvestiging langs elektronische weg.

Art. 32. Binnen een termijn van tien werkdagen, die ingaat op de datum van ontvangst van de aanvraag, stuurt het gemeentebestuur een exemplaar van de vergunningsaanvraag aan de ambtenaar bevoegd voor de handelsvestigingen en licht hij gelijktijdig de aanvrager in, hetzij in een gewone brief als de aanvraag per post aan de gemeente wordt gestuurd, hetzij langs elektronische weg de aanvraag op die wijze is ingediend.

Als het gemeentebestuur de aanvraag niet heeft toegestuurd binnen de termijn bedoeld in het eerste lid, kan de aanvrager zich rechtstreeks richten tot de ambtenaar bevoegd voor de handelsvestigingen via een afschrift van de aanvraag die hij aanvankelijk aan het gemeentecollege heeft gericht, in de gevallen bepaald bij artikel 29, § 1, tweede lid.

Zodra de ambtenaar bevoegd voor de handelsvestigingen het afschrift van de vergunningsaanvraag heeft ontvangen, maakt hij dit afschrift over aan het Waarnemingscentrum voor de handel.

Art. 32bis. De aanvraag is onvolledig als krachtens artikel 31, eerste lid, vereiste gegevens of documenten ontbreken.

De aanvraag is onontvankelijk :

1° als ze niet overeenkomstig artikel 31, tweede lid, of artikel 30 is ingediend;

2° als ze tweemaal onvolledig bevonden wordt;

3° als de aanvrager de aanvullende gegevens niet verstrekt binnen de termijn bedoeld in artikel 33, § 2, eerste lid.

Art. 33. § 1. De bevoegde autoriteit stuurt haar beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk wordt verklaard, aan de aanvrager binnen twintig dagen na ontvangst van de vergunningsaanvraag, hetzij in een gewone brief als de aanvraag per post aan de gemeente wordt gericht, hetzij langs elektronische weg als ze op die wijze wordt ingediend.

De beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk wordt verklaard vermeldt o.a. :

1° de bevoegde autoriteit;

2° de geraadpleegde adviesinstanties, in voorkomend geval, en de desbetreffende termijnen;

3° de duur van het openbaar onderzoek;

4° de termijn waarin de beslissing wordt betekend.

Als de aanvraag onvolledig wordt bevonden, stuurt de bevoegde autoriteit binnen twintig dagen na ontvangst ervan een overzicht van de ontbrekende gegevens toe, hetzij in een gewone brief als de aanvraag per post aan de gemeente wordt gericht, hetzij langs de elektronische weg als ze op die wijze wordt ingediend. De aanvullende gegevens worden verstrekt in evenveel exemplaren als de oorspronkelijke vergunningsaanvraag er telt indien ze per post aan de gemeente wordt gestuurd.

§ 2. De aanvrager stuurt de gevraagde aanvullende gegevens toe binnen een termijn van zes maanden, die ingaat op de datum van verzending van de aanvraag van ontbrekende gegevens, hetzij in een gewone brief als de aanvraag per post aan de gemeente wordt gericht, hetzij langs elektronische weg als ze op die wijze wordt ingediend.

§ 3. De bevoegde autoriteit richt de beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk wordt verklaard, aan de aanvrager binnen twintig dagen na ontvangst van de ontbrekende gegevens.

Art. 34. Als de bevoegde autoriteit de in artikel 33, § 1, eerste lid, of in artikel 33, § 3, eerste lid, bedoelde beslissing niet aan de aanvrager heeft gestuurd binnen de termijn waarin de bepalingen voorzien, wordt de aanvraag ontvankelijk geacht. De procedure wordt voortgezet.

Afdeling 2. — Openbaar onderzoek

Art. 35. Elk project waarvoor een vergunning is aangevraagd voor handelsvestigingen wordt aan een openbaar onderzoek onderworpen.

Voor de netto-handelsoppervlaktes van meer dan 20 000 m² gelegen op minder dan twintig kilometer afstand van een ander gewest of van meerdere andere gewesten geeft de Regering kennis van het project voor die handelsvestiging aan de Regering van elk betrokken gewest. Er wordt door de ambtenaar bevoegd voor de handelsvestigingen een niet-beslissend verslag van het overleg opgemaakt.

De Regering kan de projecten vastleggen die niet aan een openbaar onderzoek onderworpen moeten worden wanneer ze niet van aard zijn een aanzienlijk gevaar, aanzienlijke hinder of een aanzienlijk nadeel te vormen voor de mens of het leefmilieu in functie van de omvang en de ligging van het project en van de relevante criteria bedoeld bij artikel D.66, § 1, van deel V van Boek I van het Milieuwetboek.

Art. 36. Het openbaar onderzoek wordt gevoerd overeenkomstig de bepalingen van Titel III van deel III van Boek I van het Milieuwetboek.

Afdeling 3. — Effectenbeoordeling

Art. 37. Behoudens afwijkingen waarin het Milieuwetboek voorziet, wordt elk project dat het voorwerp is van een aanvraag voor het verkrijgen van een vergunning voor een handelsvestiging aan een milieueffectbeoordeling onderworpen overeenkomstig Boek I van Boek I van het Milieuwetboek.

Afdeling 4. — Advies

Art. 38. De bevoegde autoriteit stuurt het aanvraagdossier alsook de eventuele aanvullende gegevens voor advies aan de verschillende instanties die ze aanwijst de dag waarop ze haar beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk bevonden wordt overeenkomstig artikel 33 of na afloop van de termijn bedoeld in artikel 34.

Art. 39. De aangrenzende gemeenten brengen advies uit als de vergunningsaanvraag betrekking heeft op een handelsvestigingsproject met een netto-handelsoppervlakte gelijk aan of van meer dan 1 000 m².

De gemeente(n) op het grondgebied waarvan het geheel of een gedeelte van de handelsvestiging gepland wordt, brengt (brengen) advies uit in de gevallen bedoeld in artikel 29, § 1, tweede lid.

De ambtenaar bevoegd voor de handelsvestigingen brengt advies uit op verzoek van de bevoegde autoriteit in de gevallen bedoeld in artikel 29, § 1, eerste lid.

De ambtenaar bevoegd voor de handelsvestigingen kan advies uitbrengen op eigen initiatief in de gevallen bedoeld in artikel 29, § 1, eerste lid, voor de handelsvestigingsprojecten netto-handelsoppervlakte gelijk aan of van meer dan 1 000 m².

Het Waarnemingscentrum voor de Handel brengt advies uit op verzoek van de bevoegde autoriteit in de gevallen bedoeld in artikel 29, § 1, eerste lid.

Het Waarnemingscentrum voor de Handel brengt advies uit als de vergunningsaanvraag betrekking heeft op een handelsvestigingsproject zoals bepaald bij artikel 29, § 1, tweede lid, 1^o en 2^o.

Art. 40. De geraadpleegde instanties versturen hun advies binnen een termijn van dertig dagen als de aanvraag slaat op een handelsvestigingsproject met minder dan 2 500 m² netto-handelsoppervlakte, of van zestig dagen als ze een handelsvestigingsproject gelijk aan of van meer dan 2 500 m² netto-handelsoppervlakte betreft, te rekenen van de datum van ontvangst van het verzoek om adviesverlening.

Als het advies niet verstuurd wordt binnen de termijnen bedoeld in het eerste lid, wordt het geacht gunstig te zijn.

De Regering wijst de adviesautoriteiten en -instanties aan, onverminderd artikel 45, en de minimale inhoud van de adviezen.

Elk advies wordt met redenen omkleed.

Art. 41. Op verzoek van de bevoegde autoriteit of van één van de geraadpleegde instanties wordt minstens één keer overleg gepleegd.

De overlegmodaliteiten kunnen door de Regering vastgelegd worden.

Afdeling 5. — Wijzigingen in de behandelde aanvraag in de loop van de procedure

Art. 42. § 1. Voordat de bevoegde autoriteit beslist, kan de aanvrager met haar toestemming wijzigingsplannen overleggen en, desgevallend, een aanvullend vervolg op de voorafgaande korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering of -studie.

§ 2. Het gemeentecollege alsook de overige bevoegde autoriteiten via de gemeente kunnen de wijzigingsplannen en het aanvullend vervolg op de voorafgaande korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering of -studie aan nieuwe bekendmakingsmaatregelen en aan het advies van de geraadpleegde instanties onderwerpen. In dat geval licht de bevoegde autoriteit de aanvrager in.

De bijzondere maatregelen tot bekendmaking en tot raadpleging van de autoriteiten en instanties bedoeld in het eerste lid worden niet vereist :

1^o als de overwogen wijziging voortvloeit uit een voorstel vervat in de bemerkingen of bezwaren geformuleerd tijdens het openbaar onderzoek of in een advies van de ambtenaar bevoegd voor de handelsvestigingen of van een adviesinstantie;

2^o als de overwogen wijziging slechts een beperkte draagwijdte heeft en geen afbreuk doet aan het voorwerp of aan de algemene structuur van het project, noch aan de substantiële kenmerken ervan.

§ 3. Als de overwogen wijziging voldoet aan de voorwaarden van paragraaf 2, tweede lid, en als geen wijzigingsplannen overgelegd moeten worden, legt de vergunning die wijziging op als duidelijke, nauwkeurige en niet toevallige voorwaarde.

Art. 43. De overlegging van de wijzigingsplannen en van het aanvullend vervolg op de voorafgaande korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering of -studie is het voorwerp van een bericht van ontvangst of van een ontvangstbewijs dat in de plaats komt van hetgene bedoeld in artikel 33, § 1, of § 2.

Afdeling 6. — Afgiftcriteria

Art. 44. Onverminderd artikel 24, motiveert de bevoegde autoriteit of de beroepscommissie haar beslissing ten opzichte van de volgende criteria :

- 1° de bescherming van de consument;
- 2° de bescherming van het stedelijke leefmilieu;
- 3° de doelstellingen inzake sociaal beleid;
- 4° de bijdrage tot een duurzamere mobiliteit.

De Regering kan subcriteria aannemen voor elk van de criteria bedoeld in het eerste lid en de modaliteiten vastleggen volgens welke de resultaten van het door haar bepaalde middel tot hulpverlening bij de besluitvorming die zij vastlegt en bepaalt in overweging genomen worden.

Afdeling 7. — Beslissing

Art. 45. § 1. De bevoegde autoriteit stuurt haar beslissing aan de aanvrager, aan de ambtenaar bevoegd voor de handelsvestigingen en, in geval van toepassing van artikel 30, tweede lid, aan elke gemeente op het grondgebied waarvan de inrichting gelegen is, alsook, per gewone post, aan elke geraadpleegde instantie binnen een termijn van :

- 1° tachtig dagen als de vergunningsaanvraag betrekking heeft op een handelsvestigingsproject met minder dan 2 500 m² netto-handelsoppervlakte;
- 2° honderd en tien dagen als de vergunningsaanvraag betrekking heeft op een handelsvestigingsproject gelijk aan of van meer dan 2 500 m² netto-handelsoppervlakte.

§ 2. De procedure- en besluitvormingstermijnen gaan in :

- 1° op de dag na die waarop de bevoegde autoriteit haar beslissing heeft verstuurd waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk verklaard wordt;
- 2° zoniet, op de dag volgend op de termijn die haar toegestaan werd om haar beslissing m.b.t. het ontvankelijke karakter van de aanvraag te versturen.

§ 3. Als de beslissing niet verstuurd wordt binnen de termijn bedoeld in paragraaf 1, wordt de vergunning geacht te zijn geweigerd.

HOOFDSTUK V. — Stelsel van de aanmelding

Art. 46. § 1. Voor de in artikel 28 bedoelde projecten wordt de aanmelding bij de overeenkomstig artikel 29, § 1, bepaalde bevoegde overheid ingediend aan de hand van een formulier waarvan de inhoud, het model en de communicatiewijze door de Regering worden bepaald.

§ 2. De bevoegde overheid gaat de ontvankelijkheid van de aanmelding na volgens de door de Regering bepaalde procedure. De Regering legt de ontvankelijkheidsvoorwaarden van de aanmelding vast.

De beslissing waarbij de aanmelding ontvankelijk wordt verklaard, wordt aangeplakt op de plaatsen van het project voor een handelsvestiging waarvoor de aanmelding wordt vereist, vóór de opening van de werf en tijdens de duur ervan.

De projecten voor een handelsvestiging kunnen uitgevoerd worden vanaf de dag volgend op de eerste dag van de aanplakking bedoeld in het tweede lid.

§ 3. De gemeente en de voor de handelsvestigingen bevoegde ambtenaar houden een register van de aanmeldingen bij. De Regering bepaalt er de vorm en de inhoud van. De gemeente stuurt de aanmeldingen die ze als bevoegde overheid in ontvangst heeft genomen, bij gewone brief ter informatie aan de voor de handelsvestigingen bevoegde ambtenaar.

HOOFDSTUK VI. — Wijziging en uitbreiding

Art. 47. Elke aanvraag tot uitbreiding van een handelsvestiging die niet bedoeld is in artikel 27, en elke niet-belangrijke wijziging van de aard van de activiteit die de beschrijving of de bij de vergunning of bij de aanmelding gevoegde plannen betreft, wordt door de houder van de vergunning of door de persoon die de in artikel 46 bedoelde aanmelding heeft ingediend, in een register vermeld.

Overeenkomstig hoofdstuk 10 hebben de door de Regering aangewezen ambtenaren en personeelsleden op gewoon verzoek toegang tot het register.

De Regering bepaalt de periodiciteit en de termijn waarin de in het eerste lid bedoelde persoon een afschrift van de lijst van de verbouwingen of uitbreidingen stuurt aan de voor de handelsvestigingen bevoegde ambtenaar en aan het gemeentecollege van de gemeente(n) op het grondgebied waarvan de inrichting gelegen is.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van de in het derde lid bedoelde lijst verzoekt de voor de handelsvestigingen bevoegde ambtenaar of een gemeentecollege de in het eerste lid bedoelde persoon om zo spoedig mogelijk een aanvraag om vergunning voor een handelsvestiging in te dienen, indien hij/het van mening is dat een in de lijst vermelde verbouwing of uitbreiding met een in artikel 33 of in artikel 1, 3°, e) bedoelde verbouwing of uitbreiding overeenstemt.

HOOFDSTUK VII. — Beroepen

Art. 48. § 1. Tegen de beslissing van de bevoegde overheid wanneer ze binnen de in artikel 45, § 1, bedoelde termijnen is gestuurd, of tegen de in artikel 45, § 3, bedoelde weigering wordt er een beroep bij de Beroepscommissie ingesteld :

- 1° voor de verzoeker;
- 2° voor de voor de handelsvestigingen bevoegde ambtenaar en voor het gemeentecollege van de gemeente op het grondgebied waarvan het geheel of een gedeelte van de inrichting is gelegen.

§ 2. Op straffe van niet-ontvankelijkheid wordt het beroep binnen twintig dagen overgemaakt :

1° ofwel na ontvangst van de beslissing van de bevoegde overheid wanneer ze binnen de in artikel 45, § 1, bedoelde termijnen is gestuurd;

2° ofwel na het verstrijken van de in artikel 45, § 1, bedoelde termijn.

§ 3. Het beroep schorst de betwiste beslissing niet behalve indien het door de voor de handelsvestigingen bevoegde ambtenaar ingediend wordt.

§ 4. De Regering bepaalt :

1° de inlichtingen vermeld in het beroep, de vorm van het beroep en het aantal ingediende exemplaren;

2° de modaliteiten volgens welke het beroep meegedeeld wordt aan het publiek;

3° de modaliteiten voor de behandeling van het beroep, de geraadpleegde instanties en de termijnen waarin de adviezen worden uitgebracht; bij gebrek aan zending van advies binnen de voorgeschreven termijnen wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Het advies van het Waarnemingscentrum voor de handel kan door de Beroepscommissie aangevraagd worden.

§ 5. De Beroepscommissie stuurt haar beslissing aan de verzoeker binnen een termijn van :

1° zeventig dagen indien het beroep een project voor een handelsvestiging met een netto-handelsoppervlakte van minder dan 2 500 m² betreft;

2° honderd dagen indien het beroep een project voor een handelsvestiging met een netto-handelsoppervlakte gelijk aan of van meer dan 2 500 m² betreft.

De termijn begint te lopen op de eerste dag volgend op de ontvangst van het beroep. Indien meerdere beroepen worden ingediend, begint de termijn te lopen op de eerste dag volgend op de ontvangst van het laatste beroep.

§ 6. Indien de beslissing niet verstuurd wordt binnen de termijn bedoeld in § 5, wordt de in eerste instantie genomen beslissing bevestigd.

HOOFDSTUK VIII. — *Berekening van de termijnen voor vergunningen en beroepen*

Art. 49. Op straffe van nietigheid moet elke zending met vaste dagtekening van de verzending en de ontvangst van de akte gebeuren, ongeacht de uitreikingsdienst die gebruikt wordt.

De Regering kan een lijst opstellen van de verzendingsprocédés die zij aanvaardt om elke verzending en elke ontvangst van een vaste dagtekening te voorzien.

Elk schrijven moet ten laatste op de vervalddag van de voorgeschreven termijn verzonden worden.

Art. 50. De dag van ontvangst van de akte, die als begindatum van de termijn geldt, wordt niet meegerekend.

Art. 51. De vervalddag is in de termijn inbegrepen. Indien die dag evenwel een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de vervalddag uitgesteld tot de volgende werkdag.

HOOFDSTUK IX. — *Inhoud en effecten van de vergunning voor de handelsvestiging*

Afdeling 1. — Inhoud van de beslissing

Art. 52. § 1. De beslissing tot toekenning van de vergunning vermeldt minstens :

1° de identiteit van de houder van de vergunning;

2° de toestand, de identificatie en de beschrijving van het toegelaten project van handelsvestiging;

3° de duur van de vergunning en de datum van de afgifte ervan;

4° de termijn waarin de vergunning wordt uitgevoerd;

5° dat de vergunning begint te lopen vanaf de dag waarop ze overeenkomstig artikel 53 uitvoerbaar wordt;

6° de maatregelen en de termijn voor het herstel op het einde van de uitbating.

In voorkomend geval vermeldt de beslissing ook :

1° de voorwaarden, de technische en financiële garanties die door de bevoegde overheid noodzakelijk worden geacht;

2° de dag waarop de vergunning uitvoerbaar wordt in het geval waarin ze na een beroep wordt toegekend;

3° de gewijzigde of aangevulde elementen van de oorspronkelijke vergunning wanneer de beslissing tot toekenning van de vergunning de uitbreiding van een handelsvestiging of de belangrijke wijziging van de aard van de activiteit van een handelsvestiging als doel heeft.

§ 2. De Regering kan elke andere vermelding die in de vergunning opgenomen moet worden, bepalen.

Afdeling 2. — Effecten van de vergunning

Art. 53. Onverminderd de artikelen 48, § 3, 62, § 3, en 101, § 3, wordt de beslissing tot toekenning van de vergunning uitvoerbaar vanaf de dag volgend op de kennisgeving daarvan aan de verzoeker of, bij gebrek, vanaf de dag volgend op de termijn waarover de beroepsverheid beschikte om te beslissen indien de vergunning na een beroep wordt afgegeven.

Art. 54. Voor zover de door de Regering bepaalde bekendmakingsmodaliteiten nageleefd worden, heeft de vergunning als gevolg de erfdiensbaarheden vanwege de mens en de verbintenissen uit overeenkomst vermeld in de aanvraag ten laste van de aanvrager teniet te doen of te wijzigen onverminderd de schadeloosstelling van de houders van de rechten.

Art. 55. De afgegeven vergunning vervalt indien het vergunde project voor een handelsvestiging tijdens twee opeenvolgende jaren niet significant voor het publiek geopend wordt.

De vergunninghouder is aansprakelijk voor de ontmanteling van de handelsvestiging en het herstel van de bij de handelsvestigingen betrokken gronden als er geen enkele heropening voor het publiek plaatsvindt op dezelfde plaats binnen de twee jaar na het vervallen van de vergunning.

Is de vergunninghouder niet solvabel, dan is (zijn) de houder(s) van zakelijke rechten op de bij handelsvestiging betrokken gronden aansprakelijk voor de verplichtingen opgelegd in lid 2.

Wanneer de ontmanteling van de handelsvestiging en het herstel van de bij de handelsvestiging betrokken gronden niet binnen de overeenkomstig lid 2 vastgestelde termijn worden uitgevoerd, kunnen het gemeentecollege of de voor de handelsvestiging bevoegde ambtenaar van ambtswege op kosten van de in gebreke gebleven persoon tot de uitvoering van de werken overgaan.

Het gemeentecollege of de voor de handelsvestigingen bevoegde ambtenaar hebben het recht om de materialen en de voorwerpen afkomstig van de ontmanteling en het herstel van de plaats in oorspronkelijke staat te vervoeren, op te slaan en te vernietigen op een door hen gekozen plaats.

De overtreder is gehouden tot de terugbetaling van alle uitvoeringskosten, na aftrek van de verkoopprijs van de materialen en voorwerpen op vertoon van een door de beslagrechter uitvoerbaar verklaarde en begrote staat.

De vervallenverklaring bedoeld in lid 1 kan geakteerd worden in een door de overheid opgesteld proces-verbaal.

Art. 56. De krachtens dit decreet afgegeven vergunningen doen geen afbreuk aan de rechten van de derden.

Afdeling 3. — Geldigheidsduur van de vergunning

Art. 57. § 1. De vergunning wordt voor een onbepaalde duur toegekend.

§ 2. De Regering kan voor vergunningen een maximale geldigheidsduur vaststellen in verband met de door haar aangewezen projecten voor handelsvestigingen.

De bevoegde overheid kan de bijzondere bedrijfsvoorwaarden vastleggen, die voor verstrijken van de vergunning herzienbaar zijn, evenals de datum waarop de aanvraag tot verlenging wordt ingediend.

De geldigheidsduur van de vergunning wordt berekend vanaf de dag waarop de beslissing tot toekenning van de vergunning uitvoerbaar wordt, overeenkomstig artikel 53.

Art. 58. Wanneer de vergunning de verbouwing of de uitbreiding van een inrichting als doel heeft, wordt bedoelde vergunning toegekend voor een termijn die uiterlijk op de vervaldatum van de oorspronkelijke vergunning m.b.t. de oorspronkelijke inrichting vervalt.

Art. 59. § 1. Behalve in het geval van een tijdelijke inrichting kan de geldigheidsduur van de vergunning niet verlengd worden.

De duur van de voor een tijdelijke inrichting toegekende vergunning kan één keer verlengd worden zodat de totale duur van de vergunning de vier maanden niet kan overschrijden.

§ 2. De Regering bepaalt de procedure die van toepassing is op de aanvraag tot verlenging van een voor een tijdelijke inrichting toegekende vergunning.

Afdeling 4. — Lasten ten gunste van de gemeenschap

Art. 60. Naast de voorwaarden betreffende de naleving van de in artikel 44 bedoelde afgiftecriteria en de voorwaarden bedoeld in artikel 52, § 1, tweede lid, 1^o, kan de bevoegde overheid het verstrekken van de vergunningen ondergeschikt maken aan de lasten die ze nuttig acht, de verzoeker op te leggen, mits inachtneming van het evenredigheidsbeginsel.

De lasten worden overgenomen door de aanvrager en dekken de aanleg of de hernieuwing van wegen, openbare groengebieden, de uitvoering of de renovatie van bouwwerken of openbare of gemeenschappelijke voorzieningen, met inbegrip van verscheidene ondergrondse leidingen en kabels, evenals elke maatregel gunstig voor één van de in artikel 44 bedoelde afgiftecriteria.

Afdeling 5. — Verplichting van de houder van de vergunning

Art. 61. De houder van de vestigingsvergunning deelt de voor de uitvoering van de vergunning bepaalde datum minstens vijftien dagen voor bedoelde uitvoering mede aan het gemeentecollege en aan de voor de handelsvestigingen bevoegde ambtenaar.

Een bericht waarin staat vermeld dat de vergunning voor een handelsvestiging afgegeven is, wordt door de houder van de vergunning aangeplakt op de plaatsen van het project voor een handelsvestiging waarvoor de vergunning wordt vereist, binnen acht dagen na de kennisgeving van de beslissing en vóór de opening van de werf en tijdens de duur ervan.

Tijdens de termijn zijn de vergunning alsook de erbij gevoegde dossiers of een afschrift van de documenten dat door de verstrekende overheid voor eensluidend wordt verklaard, voortdurend ter beschikking van de in artikel 67 bedoelde personeelsleden op de plaatsen van het project voor een handelsvestiging waarvoor de vergunning wordt vereist.

De Regering kan de uitvoeringsmodaliteiten van dit artikel bepalen.

Afdeling 6. — Verval van de vergunning

Art. 62. § 1. Binnen drie jaar na de kennisgeving ervan vervalt de vergunning voor de gedeelten die nog niet voor het publiek geopend worden.

De vergunning vervalt van rechtswege.

Op verzoek van de verzoeker kan de vergunning nochtans voor twee jaar verlengd worden. Op straffe van niet-ontvankelijkheid wordt de aanvraag tot verlenging bij elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, aan het gemeentecollege overgemaakt binnen minstens twee maanden voor het aflopen van de in het eerste lid bedoelde termijn.

In de in artikel 29, § 1, tweede lid, bedoelde gevallen stuurt het gemeentebestuur de aanvraag tot verlenging aan de voor de handelsvestigingen bevoegde ambtenaar binnen een termijn van drie werkdagen na ontvangst ervan.

Overeenkomstig artikel 29, § 1, wordt de verlenging door de overheid toegekend die oorspronkelijk bevoegd was om de vergunning toe te kennen.

§ 2. Wanneer de opening voor het publiek gefaseerd toegekend wordt, bepaalt de vergunning voor elke andere fase dan de eerste de vervaldatum van de in § 1 bedoelde termijn. Die andere fasen kunnen in aanmerking komen voor de in § 1, tweede lid, bedoelde verlenging.

§ 3. De vervaltermijn wordt van rechtswege opgeschort gedurende de hele procedure, namelijk vanaf de indiening van het verzoek tot aan de kennisgeving van de eindbeslissing, wanneer tegen de vergunning een beroep tot nietigverklaring werd ingediend voor de Raad van State of wanneer een verzoek tot onderbreking van de vergunde uitbating hangende is bij een rechtbank van de gerechtelijke orde. Als de houder van de omstreden vergunning niet de hoedanigheid van partij in het geding heeft, geeft de vergunning verstrekkende overheid de houder kennis van de aanvang en van het einde van de periode waarin de vervaltermijn opgeschort is.

Afdeling 7. — Afzien van de vergunning

Art. 63. § 1. De houder van een niet-uitgevoerde vergunning voor een handelsvestiging kan ervan afzien.

Het afzien van de vergunning mag niet afgeleid worden.

§ 2. Wanneer de vergunning betrekking heeft op een goed dat eigendom is van meerdere eigenaren, kan er enkel van worden afgezien na instemming van alle eigenaars.

Art. 64. De houder van de vergunning deelt het afzien van de vergunning bij schrijven aan het gemeentecollege dat de vergunning heeft toegekend en aan de voor de handelsvestigingen bevoegde ambtenaar mede.

Afdeling 8. — Overdracht van de vergunning

Art. 65. § 1. Bij overdracht van de vergunning voor de handelsvestiging, geven de overdrager en de verkrijger gezamenlijk kennis ervan aan de overheid die bevoegd is om de vergunning in eerste aanleg te verstrekken.

De kennisgeving bevat de schriftelijke bevestiging van de verkrijger dat hij kennis heeft genomen van de vergunning en van de eventuele voorwaarden en lasten, opgelegd door de bevoegde overheid.

De bevoegde overheid verstrekt een bericht van ontvangst van de kennisgeving en licht er de voor de handelsvestigingen bevoegde ambtenaar over in.

§ 2. Bij ontstentenis blijven de overdrager of diens rechtverkrijgenden hoofdelijk aansprakelijk met de overdrager voor de stedenbouwkundige lasten.

HOOFDSTUK X. — Toezicht, straffen en administratieve maatregelen

Afdeling 1. — Overtredingen

Art. 66. § 1. Begaan een overtreding, degenen die bij de uitbating van een kleinhandelsinrichting of op welke wijze dan ook :

1° zonder voorafgaande aanmelding of vergunning, na het verval ervan of na de akte of het besluit tot opschorting van de vergunning of nog zonder overeenstemming met de vergunning of met de aanmelding een project voor een handelsvestiging uitvoeren;

2° zonder vergunning, na de geldigheidsduur van de vergunning of na het verval ervan of na de akte of het besluit tot opschorting van de vergunning of nog zonder overeenstemming met de vergunning of met de aanmelding doorgaan met de uitvoering van een project voor een handelsvestiging;

3° overtredingen bedoeld in 1° en 2° handhaven;

4° de voorwaarden bedoeld in de beslissing waarbij de handelsvestiging wordt toegelaten, niet naleven.

§ 2. Begaan ook een overtreding, de personen die onjuiste of onvolledige inlichtingen hebben verstrekt om de vergunning voor de uitvoering van het project voor een handelsvestiging ten onrechte te krijgen.

Afdeling 2. — Toezicht en inspectie

Art. 67. § 1. Onverminderd de plichten van de ambtenaren van gerechtelijke politie, zijn de door de provinciegouverneur aangewezen technische ambtenaren en beambten van de gemeenten, alsmede de ambtenaren en beambten die daartoe door de Regering zijn aangewezen, bevoegd om de in artikel 66 omschreven overtredingen op te sporen en vast te stellen door proces-verbaal.

Het proces-verbaal beschrijft de vastgestelde overtreding(en) en vermeldt de overtreden bepaling(en) van het decreet. Bedoeld proces-verbaal heeft bewijskracht tot het tegendeel is bewezen. Een afschrift daarvan wordt aan de overtreder overgemaakt of betekend bij elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, binnen tien dagen na de vaststellingen. Het personeelslid of de ambtenaar die de overtreding heeft vastgesteld, stuurt binnen tien dagen na de vaststelling van de overtreding het originele exemplaar van die overtreding bij elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, aan de territoriaal bevoegde Procureur des Konings.

De Regering kan de vorm en de inhoud van het proces-verbaal bepalen.

§ 2. In de uitoefening van hun opdracht kunnen de in § 1 bedoelde personeelsleden :

1° toegang hebben tot de plaatsen en tot de bouwgronden, tot de gronden en gebouwen waar de handelsvestiging is gelegen of kunnen ze de aangrenzende gebouwen, pleinen en omheinde ruimtes waarvan de toegang noodzakelijk is voor de uitoefening van hun opdracht, binnengaan voor zover het niet om een woonplaats gaat;

2° alle nuttige vaststellingen doen, zich op hun eerste verzoek en zonder verplaatsing alle bescheiden, stukken of boeken, die nuttig zijn voor hun onderzoeken en vaststellingen, laten overleggen en daarvan afschrift nemen;

3° de bijstand van de federale politie vorderen.

§ 3. De in § 1, eerste lid, bedoelde gemachtigde personeelsleden oefenen de hen bij dit artikel toegekende bevoegdheden uit onder toezicht van de Procureur des Konings.

Art. 68. § 1. De in artikel 67 bedoelde personeelsleden kunnen mondeling en ter plaatse de onderbreking van de bouw-, verbouwings-, of installatiewerken bevelen, wanneer ze vaststellen dat ze niet met de vergunning overeenstemmen of zonder vergunning worden uitgevoerd.

Het bevel moet op straffe van verval binnen tien dagen bevestigd worden door de burgemeester of de Minister van Economie.

§ 2. De bovenbedoelde personeelsleden zijn gerechtigd tot het treffen van alle maatregelen, verzegeling inbegrepen, om te voorzien in de onmiddellijke toepassing van het bevel tot onderbreking van de werken, het verbod tot uitbating of de bekrachtigingsbeslissing.

§ 3. Het proces-verbaal van vaststelling en de bekrachtigingsbeslissing worden, bij elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, met ontvangsbbericht volgens het geval ter kennis gebracht van de opdrachtgever, van de eigenaar of van de houder van de vergunning en van de persoon of de aannemer die de werken uitvoert.

Art. 69. De betrokkene kan in kort geding de afschaffing vragen van de maatregel t.o.v. de Regering of de gemeente, naargelang de beslissing tot bekrachtiging door de bevoegde Minister of door de burgemeester wordt betekend.

Het verzoek wordt gebracht voor de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van het rechtsgebied waar de vaststellingen werden gedaan. Boek II, titel VI, van het vierde deel van het Gerechtelijk Wetboek is van toepassing op de indiening en de behandeling van de aanvraag.

Ieder die geen gevolg heeft gegeven aan het in het tweede lid bedoelde bevel of aan de bekrachtigingsbeslissing wordt gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot één jaar en met een boete van 26 tot 2000 euro of slechts met één van deze straffen.

Afdeling 3. — Strafvordering

Art. 70. De overtredingen worden gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en een boete van 100 tot 300.000 euro of slechts met één van deze straffen.

De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, zonder uitzondering van hoofdstuk VII en van artikel 85, zijn op die overtredingen van toepassing.

Art. 71. Naast de straf beveelt de rechtbank op gemotiveerd verzoek van de voor de handelsvestigingen bevoegde ambtenaar of het gemeentecollege ofwel :

1° de plaats in de vorige staat herstellen of de staking van het wederrechtelijke gebruik;

2° de uitvoering van werken of ordeningswerken;

3° de betaling van een som gelijk aan de meerwaarde die het goed ingevolge de overtreding verworven heeft, voor zover het noch op de beschermingslijst noch op de monumentenlijst voorkomt.

Wanneer het verzoek van het gemeentecollege verschillend is van het verzoek van de voor de handelsvestigingen bevoegde ambtenaar, heeft het verzoek van de overheid die de vergunningsaanvraag had moeten behandelen, voorrang.

De rechtbank bepaalt een termijn, die in de in het eerste lid en 2° bedoelde gevallen één jaar niet mag overschrijven.

In geval van veroordeling tot betaling van een som, legt de rechtbank deze vast op de gehele of gedeeltelijke meerwaarde die het goed verworven heeft, en beveelt dat de veroordeelde op geldige wijze voldoening kan geven door de plaats binnen één jaar in haar oorspronkelijke staat te herstellen. De som wordt betaald in handen van de ontvanger der registratie en gestort op een speciale rekening van de begroting van het Gewest.

Art. 72. Onverminderd de toepassing van hoofdstuk XXIII van Boek IV van het vierde deel van het Gerechtelijk Wetboek beveelt het vonnis dat, wanneer de plaats niet in haar oorspronkelijke staat wordt hersteld of wanneer de werken en werkzaamheden niet binnen de voorgeschreven termijn worden uitgevoerd, de voor de handelsvestigingen bevoegde ambtenaar in overleg met het gemeentecollege en eventueel de burgerlijke partij, van ambtswege de uitvoering daarvan kunnen vorderen.

Het bestuur of de burgerlijke partij die het vonnis ten uitvoer legt, heeft het recht om de na het herstel van de plaats overblijvende materialen en voorwerpen te verkopen, te vervoeren, op te slaan en te vernietigen op een plaats die ze zelf kiezen.

De veroordeelde is gedwongen tot de terugbetaling van alle uitvoeringskosten, na aftrek van de verkoopprijs van de materialen en voorwerpen, op vertoon van een door de beslagrechter uitvoerbaar verklaarde geschatte staat.

Art. 73. Wanneer het vonnis, hetzij het herstel van de plaats in zijn oorspronkelijke staat, hetzij de uitvoering van werkzaamheden of inrichtingswerken beveelt, worden deze door de veroordeelde uitgevoerd zonder dat hij in het bezit van de in artikel 84 van het Wetboek bedoelde vergunning moet zijn.

De veroordeelde moet het gemeentecollege evenwel acht dagen voor de aanvang van de werken verwittigen. Het gemeentecollege kan uitvoeringsvoorwaarden opleggen, met name wat betreft de openbare veiligheid en volksgezondheid.

Afdeling 4. — Afwezigheid van strafvordering

Onderafdeling 1. — Afwezigheid van vervolgingen

Art. 74. Indien de Procureur des Konings niet binnen de negentig dagen na ontvangst van het proces-verbaal van overtreding blijkt geeft van het voornemen om de overtreder te vervolgen, wordt hij geacht daarvan af te zien.

Art. 75. Indien de Procureur des Konings niet binnen de negentig dagen na ontvangst van het proces-verbaal van overtreding blijkt geeft van het voornemen om vervolging in te stellen, wordt de overtreder binnen drie maanden door de bevoegde overheid voor een overlegvergadering opgeroepen.

Onderafdeling 2. — Overleg

Art. 76. Na afloop van de overlegvergadering wordt in het proces-verbaal geacteerd, hetzij :

1° de overeenkomst tussen de overtreder, de ambtenaar bevoegd voor handelsvestigingen en het gemeentecollege over het vergelijk en de verbintenis van de overtreder om een vergunningsaanvraag of een regularisatieaanmelding binnen een bepaalde termijn in te dienen;

2° wanneer de regularisatie niet mogelijk is :

a) de overeenkomst tussen de overtreder, de ambtenaar bevoegd voor handelsvestigingen en het gemeentecollege over de teruggavemaatregelen;

b) de termijnen voor de uitvoering van de herstelmaatregelen en de betaling van het vergelijk, in voorkomend geval;

3° het uitblijven van overeenkomst.

In geval van onenigheid tussen het gemeentecollege en de ambtenaar bevoegd voor handelsvestigingen wordt het voorstel van de bevoegde overheid om de eventuele vergunningsaanvraag te verlenen, in acht genomen.

Onderafdeling 3. — Vergelijk

Art. 77. Wanneer de handelingen en de werken die uitgevoerd of in stand gehouden zijn in overtreding van de bepalingen de vereiste vestigingsvergunning zouden kunnen krijgen op grond ofwel van de regelgeving die gold bij de voltooiing van de handelingen en de werken ofwel van de regelgeving die gold bij de indiening van de aanvraag, stelt de ambtenaar bevoegd voor handelsvestigingen, in overeenstemming met het gemeentecollege, een vergelijk voor met de overtreder.

Indien de inbreuk bestaat in de uitvoering en de instandhouding van handelingen en werken onderworpen aan de aanmelding en bij ontstentenis van een aanmelding, stelt de ambtenaar bevoegd voor handelsvestigingen, in overeenstemming met het gemeentecollege, een vergelijk aan de overtreder voor.

In geval van onenigheid tussen het gemeentecollege en de ambtenaar bevoegd voor handelsvestigingen wordt het voorstel van de bevoegde overheid om de eventuele vergunningsaanvraag te verlenen, in acht genomen.

Art. 78. Het vergelijk wordt getroffen via de betaling van een geldsom waarvan het bedrag bepaald wordt volgens de door de Regering vastgelegde regels, zonder dat dit bedrag minder mag bedragen dan tweehonderd vijftig euro of meer dan vijftientig duizend euro.

De betaling van het vergelijk gaat vooraf aan de indiening van de vergunningsaanvraag of de aanmelding, bij gebrek wordt de regularisatieaanvraag onontvankelijk verklaard.

De storting van het bedrag van het vergelijk geschiedt :

1° ofwel in handen van de gemeenteontvanger indien de overtreding is vastgesteld door de ambtenaren en agenten van de lokale politie of door de technische ambtenaren en personeelsleden van de gemeenten, aangewezen door de provinciegouverneur;

2° ofwel in handen van de ontvanger der registratie op een bijzondere rekening van de gewestbegroting in de andere gevallen.

Het recht van de overheid om enig verder herstel te eisen, vervalt door de betaling van het vergelijk.

Onderafdeling 4. — Vervolgning voor de burgerlijke rechtbank

Art. 79. Wanneer de regularisatie onmogelijk is, bij gebrek aan overeenkomst overeenkomstig artikel 76, eerste lid, 3°, of in geval van niet-naleving van de termijnen opgelegd in het kader van de overeenkomsten gesloten krachtens artikel 76, eerste lid, 1° of 2°, kan de ambtenaar bevoegd voor handelsvestigingen of het gemeentecollege het volgende vorderen voor de burgerlijke rechtbank :

1° ofwel het herstel van de plaats in haar oorspronkelijke staat of de stopzetting van het onrechtmatige gebruik;

2° ofwel de uitvoering van werkzaamheden of inrichtingswerken;

3° ofwel de betaling van een som gelijk aan de gehele of gedeeltelijke meerwaarde die het goed ingevolge de overtreding verkregen heeft.

De bepalingen van de artikelen 71 tot 73 zijn eveneens van toepassing wanneer een rechtsoverdracht bij de burgerlijke rechtbank wordt ingesteld.

Onderafdeling 5. — Recht van derden en diverse bepalingen

Art. 80. De rechten van de derde benadeelde, die samen met de openbare overheid of afzonderlijk in rechte optreedt, zijn in geval van rechtstreeks herstel beperkt tot de door de bevoegde overheid gekozen wijze van herstel, onverminderd het recht om vergoeding van schade te eisen van de overtreder.

Art. 81. Op verzoek van de kopers of huurders kan de rechtbank hun koop- of verhuurtitel nietig verklaren, onverminderd het recht op schadeloosstelling ten laste van de overtreder.

Art. 82. De dagvaarding voor de correctionele rechtbank op grond van artikel 71, of het exploit tot inleiding van het geding op grond van artikel 79 wordt in het hypotheekkantoor van het gebied waar de goederen gelegen zijn, overgeschreven ten verzoeken van de deurwaarder die het exploit heeft opgemaakt.

De dagvaarding of het exploit vermeldt de kadastrale omschrijving van het onroerend goed dat het voorwerp van het misdrijf is, en identificeert de eigenaar ervan in de vorm en onder de sanctie die in artikel 12 van de wet van 10 oktober 1913 zijn bepaald.

Iedere in de zaak gewezen beslissing wordt op de kant van de overgeschreven dagvaarding of van het overgeschreven exploit vermeld op de wijze bij artikel 84 van de wet van 16 december 1851 betreffende de herziening van het hypotheekstelsel voorgeschreven.

Wanneer openbare besturen of derden wegens het in gebreke blijven van de veroordeelde genoopt zijn in de tenuitvoerlegging van het vonnis te voorzien, wordt de daaruit te hunnen bate voortvloeiende schuldvordering gewaarborgd door een wettelijke hypotheek, die ingeschreven, vernieuwd, verminderd of geheel of gedeeltelijk doorgehaald wordt overeenkomstig het bepaalde in de hoofdstukken IV en V van de wet van 16 december 1851 betreffende de herziening van het hypotheekstelsel.

Die waarborg dekt ook de schuldvordering ten gevolge van de kosten der hypothecaire formaliteiten, die door hen zijn voorgeschoten en die ten laste van de veroordeelde komen.

TITEL II. — *Geïntegreerde vergunning*

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en bevoegde overheid*

Art. 83. § 1. Elk geïntegreerd project, met uitzondering van de projecten betreffende tijdelijke inrichtingen of met betrekking tot de onroerende goederen bedoeld in artikel 109 van het Wetboek, maakt het voorwerp uit van een aanvraag tot het verkrijgen van een geïntegreerde vergunning.

§ 2. Het gemeentecollege van de gemeente op welks grondgebied het project voor een handelsvestiging gelegen is, is bevoegd om kennis te nemen van de aanvragen tot het verkrijgen van een geïntegreerde vergunning.

In afwijking van het eerste lid, is de ambtenaar bevoegd voor handelsvestigingen gezamenlijk bevoegd met de gemachtigde ambtenaar en de technisch ambtenaar, of één onder hen, om kennis te nemen van de aanvragen tot het verkrijgen van een geïntegreerde vergunning betreffende :

1° elk geïntegreerd project dat op het grondgebied van verschillende gemeenten gelegen is;

2° elk geïntegreerd project, betreffende een project voor een handelsvestiging van een netto handelsoppervlakte van 2 500 m² of meer of dat een netto handelsoppervlakte van 2 500 m² of meer kan voortbrengen, na uitvoering van het project;

3° elk geïntegreerd project met inbegrip van handelingen en werken die aan een stedenbouwkundige vergunning zijn onderworpen en waarvoor de gemachtigde ambtenaar de bevoegde overheid is.

§ 3. De Beroepscommissie is bevoegd om kennis te nemen van de beroepen tegen de beslissingen betreffende de geïntegreerde vergunningen verleend door de overheid bedoeld in het eerste en het tweede lid.

HOOFDSTUK II. — *Toekenningsprocedure voor de geïntegreerde vergunning*

Afdeling 1. — Aanvraag

Art. 84. § 1. De aanvraag voor een geïntegreerde vergunning wordt gestuurd aan het gemeentecollege van de gemeente op het grondgebied waarvan de inrichting gelegen is, door elk middel waarbij de verzenddatum wordt bevestigd, dat, in voorkomend geval een ontvangstbewijs verleent.

De Regering bepaalt de modaliteiten en de voorwaarden voor de indiening van de geïntegreerde vergunning via elektronische weg.

Wanneer de inrichting op het grondgebied van meerdere gemeenten gelegen is, wordt de aanvraag gericht aan één van de gemeenten, naar keuze van de aanvrager, op het grondgebied waarvan de inrichting gepland is.

§ 2. De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van de aanvraag, alsook het aantal exemplaren die ingediend moeten worden, de schaal en de inhoud van de verschillende bijgevoegde plannen.

De aanvraag bevat naargelang ze het verkrijgen van een globale vergunning, een milieuvergunning of een stedenbouwkundige vergunning betreft, de gegevens bedoeld in artikel 17 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en/of de stukken die vereist zijn krachtens artikel 115, tweede lid, van het Wetboek.

Het effectbeoordelingsdossier vermeldt het geheel van de gegevens die het beoordelingsdossier had moeten bevatten als de aanvragen voor de vergunning voor handelsvestiging, globale, stedenbouwkundige of milieuvergunning afzonderlijk in overweging waren genomen.

Art. 85. Binnen een termijn van drie werkdagen na ontvangst van de aanvraag, stuurt het gemeentebestuur tegelijkertijd aan de ambtenaar bevoegd voor handelsvestigingen en, naargelang het geval, aan de gemachtigde ambtenaar en/of de technisch ambtenaar, een exemplaar van de vergunningsaanvraag, met inbegrip van het bewijs van de ontvangst van de aanvraag of een afschrift van het ontvangstbewijs bedoeld in artikel 84 en brengt tegelijkertijd de aanvrager op de hoogte daarvan, hetzij per gewone post als de aanvraag naar de gemeente per post is verstuurd, hetzij elektronisch als de aanvraag op die manier is ingediend.

Indien het gemeentebestuur de aanvraag binnen de termijn bedoeld in het eerste lid niet verstuurd heeft, kan de aanvrager de zaak rechtstreeks aanhangig maken bij de ambtenaar bevoegd voor handelsvestigingen door hem een afschrift toe te sturen van de aanvraag die hij oorspronkelijk gericht heeft aan het gemeentecollege, in de gevallen bedoeld in artikel 83, § 2, tweede lid. Binnen een termijn van drie werkdagen na ontvangst van de aanvraag, stuurt de ambtenaar bevoegd voor handelsvestigingen deze aanvraag aan de gemachtigde ambtenaar en/of de technisch ambtenaar.

Onmiddellijk na ontvangst van de aanvraag maakt de ambtenaar bevoegd voor de handelsvestigingen een afschrift van de vergunningsaanvraag over aan het Waarnemingscentrum voor de Handel.

Art. 86. De aanvraag is onvolledig indien krachtens artikel 84, § 2, vereiste inlichtingen of documenten ontbreken.

De aanvraag is onontvankelijk :

1° als ze is ingediend in strijd met het artikel 84, § 1;

2° als ze twee keer onvolledig wordt geacht;

3° als de aanvrager de ontbrekende gegevens of documenten niet verstrekt binnen de termijn bedoeld in artikel 87, § 3, eerste lid.

Art. 87. § 1. De ambtenaar bevoegd voor handelsvestigingen, de gemachtigde ambtenaar en/of de technisch ambtenaar onderzoeken de volledigheid en de ontvankelijkheid van het dossier.

§ 2. Binnen een termijn van twintig dagen na ontvangst van de vergunningsaanvraag stuurt de ambtenaar bevoegd voor handelsvestigingen de beslissing waarbij over de volledigheid en de ontvankelijkheid van de aanvraag wordt beslist aan de aanvrager, hetzij per gewone post als de aanvraag per post naar de gemeente is verstuurd, hetzij elektronisch als de aanvraag op die manier is ingediend.

De beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk wordt verklaard, vermeldt :

1° de bevoegde overheid;

2° de adviesorganen, in voorkomend geval en de desbetreffende termijnen;

3° de duur en de begindatum van het openbaar onderzoek, behoudens afwijking bedoeld bij dit decreet, en de gemeenten waarin het openbaar onderzoek wordt uitgevoerd;

4° de termijn waarin de beslissing wordt meegedeeld;

5° de noodzaak van de tussenkomst van de gemeente, de Regering of de gemachtigde ambtenaar op de afwijkingsaanvraag bedoeld in de artikelen 114 en 127, § 3, van het Wetboek.

Wanneer de aanvraag onvolledig is, stuurt de ambtenaar bevoegd voor handelsvestigingen aan de aanvrager, hetzij per gewone post als de aanvraag per post naar de gemeente is verstuurd, hetzij elektronisch als de aanvraag op die manier is ingediend, een lijst van de ontbrekende stukken, binnen een termijn van twintig dagen na ontvangst van de verzending van de vergunningsaanvraag of de aanmelding. De beslissing bepaalt dat de procedure opnieuw begint te lopen te rekenen vanaf ontvangst ervan.

§ 3. Binnen een termijn van zes maanden te rekenen van de datum van verzending van het verzoek tot het overmaken van aanvullende gegevens stuurt de aanvrager de ontbrekende gegevens aan de ambtenaar bevoegd voor handelsvestigingen, hetzij per gewone post als de aanvraag naar de gemeente per post is verstuurd, hetzij elektronisch als de aanvraag op die manier is ingediend. Als de aanvraag per post naar de gemeente wordt verstuurd, worden de aanvullende gegevens in evenveel exemplaren toegezonden als er exemplaren zijn van de aanvankelijke aanvraag. Als de aanvrager de gevraagde aanvullende gegevens niet binnen de voorgeschreven termijn verstuurt, verklaart de ambtenaar bevoegd voor handelsvestigingen de aanvraag onontvankelijk.

Binnen twintig dagen na ontvangst van de aanvullende gegevens door de ambtenaar bevoegd voor handelsvestigingen stuurt hij de gezamenlijke beslissing van de ambtenaar bevoegd voor handelsvestigingen, van de gemachtigde ambtenaar en/of van de technisch ambtenaar waarbij over de volledigheid en de ontvankelijkheid van de aanvraag wordt beslist naar de aanvrager op.

Art. 88. Als de ambtenaar bevoegd voor handelsvestigingen de beslissing bedoeld in artikel 87, § 2, of die bedoeld in artikel 87, § 3, niet aan de aanvrager gestuurd heeft, wordt de aanvraag ontvankelijk bevonden na afloop van de termijnen waarin die bepalingen voorzien. De procedure wordt voortgezet.

Afdeling 2. — Openbaar onderzoek en milieueffectenbeoordeling

Art. 89. § 1. Behalve afwijkingen toegestaan door de Regering wordt elke aanvraag voor een geïntegreerde vergunning onderworpen aan een openbaar onderzoek volgens de modaliteiten bepaald in Boek I van het Milieuwetboek.

Voor de netto-handelsooppervlaktes van meer dan 20.000 m² en die op een afstand van minder dan twintig kilometer van een ander gewest of van meerdere andere gewesten gelegen zijn, geeft de Regering kennis van het project voor een handelsvestiging aan de Regering van elk betrokken gewest. Er is een overleg voorzien als de Regering van een betrokken gewest het aanvraagt.

§ 2. Behoudens afwijkingen bepaald door de Regering wordt elk project waarvoor een geïntegreerde vergunning is aangevraagd, onderworpen aan een milieueffectenbeoordeling overeenkomstig deel V van Boek I van het Milieuwetboek.

Voor zover ze relevant en actueel zijn, kunnen de resultaten en de gegevens van de voorheen uitgevoerde milieueffectenbeoordeling geheel of gedeeltelijk opgenomen worden in het milieueffectenonderzoek. Zij worden als dusdanig geïdentificeerd in het onderzoek.

§ 3. Elke afwijking bedoeld in paragrafen 1 en 2 kan uitsluitend worden toegestaan voor projecten die geen groot gevaar, hinder of nadelen voor de mens of het leefmilieu kunnen veroorzaken, naar gelang van de omvang en de ligging van het project en de relevante criteria opgenomen in artikel D.66, § 1, van deel V van Boek I van het Milieuwetboek.

Afdeling 3. — Advies

Art. 90. De dag waarop hij zijn beslissing verstuurt ter bevestiging van de volledigheid en de ontvankelijkheid van de aanvraag overeenkomstig artikel 87 of na afloop van de termijn bedoeld in artikel 88, stuurt de ambtenaar bevoegd voor handelsvestigingen het dossier van de aanvraag alsook zijn eventuele aanvullende gegevens, ter advies, aan de verschillende instanties die hij aanwijst, in overleg met de gemachtigde ambtenaar en/of de technisch ambtenaar.

Art. 91. De aangrenzende gemeenten brengen een advies uit als de vergunningsaanvraag betrekking heeft op een project voor een handelsvestiging met een netto handelsooppervlakte van 1 000 m² of meer.

De gemeente(en) waarop het geheel of een gedeelte van het project voor een handelsvestiging gelegen is, brengt (brengen) een advies uit in de gevallen bedoeld in artikel 83, § 2, tweede lid.

Het Waarnemingscentrum voor de handel brengt een advies uit wanneer de vergunningsaanvraag betrekking heeft op een project voor een handelsvestiging zoals bedoeld in artikel 83, § 2, tweede lid, 1° en 2°.

Het Waarnemingscentrum voor de handel brengt een advies uit op verzoek van de bevoegde overheid in de gevallen bedoeld in artikel 83, § 2, eerste lid.

Art. 92. Te rekenen van de datum van ontvangst van de adviesaanvraag sturen de organen bedoeld in de artikelen 90 en 91 hun advies binnen een termijn van dertig dagen, als de aanvraag een project voor een handelsvestiging met een netto-handelsoppervlakte van minder dan 2 500 m² betreft, of zestig dagen, als de aanvraag een project voor een handelsvestiging met een netto-handelsoppervlakte van 2 500 m² of meer betreft.

Wordt het advies niet verstuurd binnen de termijn bedoeld in het tweede lid, dan wordt het advies gunstig geacht.

De Regering kan de adviesbevoegdheden en -organen bepalen, onverminderd de artikelen 90 en 91, alsook de minimale inhoud van de adviezen.

Elk advies wordt gemotiveerd.

Art. 93. Op verzoek van de bevoegde overheid of van één van de geraadpleegde administraties en overheden wordt er minstens een keer overleg gepleegd.

De overlegmodaliteiten kunnen door de Regering worden bepaald.

Afdeling 4. — Samenvattend verslag

Art. 94. De termijnen voor de procedures bedoeld in de artikelen 95 tot 99 worden berekend :

1° vanaf de dag na die waarop de gezamenlijke beslissing van de ambtenaar bevoegd voor de handelsvestingen, de gemachtigde ambtenaar en/of de technisch ambtenaar ter bevestiging van de volledigheid en de ontvankelijkheid van de aanvraag is opgestuurd;

2° bij gebreke daarvan, vanaf de dag die volgt op de termijn die toegestaan werd om de beslissing over het ontvankelijke karakter van de aanvraag te versturen.

Art. 95. § 1. Op basis van de ingewonnen adviezen maken de ambtenaar bevoegd voor de handelsvestingen, de technisch ambtenaar en/of de gemachtigde ambtenaar samen een samenvattend verslag op. Het verslag omvat een gezamenlijk voorstel van de gemotiveerde beslissing ten opzichte van de verschillende ingewonnen adviezen, de criteria bedoeld in artikel 44 en, in voorkomend geval, de beslissing van de Regering of de gemachtigde ambtenaar tot toekenning of weigering van de afwijking bedoeld in de artikelen 114 en 127, § 3, van het Wetboek.

§ 2. Het syntheseverslag en de volledige aanvraag worden naar de bevoegde overheid gestuurd binnen een termijn van :

1° zeventig dagen als de vergunningaanvraag betrekking heeft op een project voor een handelsvestiging met een netto-handelsoppervlakte van minder dan 2 500 m² of een inrichting van klasse 2;

2° honderd tien dagen als de vergunningaanvraag betrekking heeft op een project voor een handelsvestiging met een netto-handelsoppervlakte van 2 500 m² of meer of een inrichting van klasse 1.

De dag waarop de ambtenaar bevoegd voor handelsvestigingen het samenvattend verslag opstuurt, brengt hij de aanvrager daarvan op de hoogte.

§ 3. Na het verstrijken van de termijn bedoeld in paragraaf 3, kunnen de ambtenaar bevoegd voor de handelsvestigingen, de technische ambtenaar en/of de gemachtigde ambtenaar gezamenlijk worden gehoord op verzoek van de bevoegde overheid.

§ 4. De termijnen bedoeld in paragraaf 3 kunnen bij gezamenlijke beslissing van de ambtenaar bevoegd voor de handelsvestigingen, de technische ambtenaar en/of de gemachtigde ambtenaar verlengd worden. De duur van de verlenging mag hoogstens dertig dagen bedragen. De beslissing wordt binnen de termijn bedoeld in paragraaf 3 aan de bevoegde overheid en aan de aanvrager gestuurd.

§ 5. Als het syntheseverslag niet binnen de opgelegde termijn naar de bevoegde overheid is gestuurd, wordt de procedure door deze overheid voortgezet rekening houdend met het dossier van de vergunningsaanvraag, de effectenbeoordeling, de resultaten van het openbaar onderzoek, het advies van het of de gemeentecollege(s) en alle andere informatie waarover ze beschikt.

§ 6. In de gevallen bedoeld in artikel 83, § 2, tweede lid, is dit artikel niet van toepassing.

Afdeling 5. — Beslissing

Art. 96. § 1. De bevoegde overheid stuurt haar beslissing aan de aanvrager, aan de ambtenaar bevoegd voor de handelsvestigingen, aan de technische ambtenaar en/of aan de gemachtigde ambtenaar, en wanneer artikel 83, § 2, tweede lid, 1°, wordt toegepast, aan elke gemeente op het grondgebied waarvan de inrichting of de handelingen en werken gelegen zijn, evenals, bij gewoon schrijven, aan elke overheid of aan elke administratie die is geraadpleegd binnen een termijn van :

1° negentig dagen als de vergunningsaanvraag betrekking heeft op een project voor een handelsvestiging met een netto-handelsoppervlakte van minder dan 2 500 m² of een inrichting van klasse 2;

2° honderd veertig dagen als de vergunningsaanvraag betrekking heeft op een project voor een handelsvestiging met een netto-handelsoppervlakte van 2 500 m² of meer of een inrichting van klasse 1.

Indien het samenvattend verslag verstuurd wordt vóór het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 95, § 3, stuurt de bevoegde overheid haar beslissing aan de aanvrager, aan de ambtenaar bevoegd voor de handelsvestigingen, aan de technische ambtenaar en/of aan de gemachtigde ambtenaar, evenals, bij gewoon schrijven, aan elke overheid of aan elke administratie die is geraadpleegd binnen een termijn van :

1° twintig dagen, te rekenen van de dag waarop ze het samenvattend verslag van de ambtenaren ontvangt overeenkomstig artikel 95, § 3, als de vergunningsaanvraag betrekking heeft op een project voor een handelsvestiging met een netto-handelsoppervlakte van minder dan 2 500 m² of een inrichting van klasse 2;

2° dertig dagen, te rekenen van de dag waarop ze het syntheseverslag van de ambtenaren ontvangt overeenkomstig artikel 95, § 3, als de vergunningsaanvraag betrekking heeft op een project voor een handelsvestiging met een netto-handelsoppervlakte van 2 500 m² of meer of een inrichting van klasse 1.

In de gevallen bedoeld in artikel 83, § 2, tweede lid, is enkel het eerste lid van toepassing. De beslissing van de gemachtigde ambtenaar of van de Regering over de toekenning of de weigering van de afwijking bedoeld in artikel 114 van het Wetboek, of die genomen overeenkomstig artikel 127, § 3, van het Wetboek, maken volledig deel uit van de beslissing bedoeld in het eerste lid van deze paragraaf.

De redenen waarom de vergunning geweigerd kan worden, de voorwaarden waaraan ze onderworpen kan worden of de afwijkingen die ze kan toestaan liggen vast in titel V van Boek I van het Wetboek en in de artikelen 45, 55, 55bis en 56 van het decreet betreffende de milieuvergunning.

§ 2. In de in artikel 95, § 5, bedoelde hypothese wordt de termijn waarover de bevoegde overheid beschikt om haar beslissing te sturen, verlengd met een termijn gelijk aan die bepaald door de ambtenaar bevoegd voor handelsvestigingen in overleg met de technische ambtenaar en/of de gemachtigde ambtenaar.

Art. 97. § 1. Tussen de datum waarop het samenvattend verslag is verzonden of verzonden had moeten worden, overeenkomstig artikel 95, § 3, en de datum waarop de bevoegde overheid haar beslissing verstuurt overeenkomstig artikel 96, § 1 of, in het geval bedoeld in artikel 83, § 2, tweede lid, binnen de termijn bedoeld in artikel 96, § 1, eerste lid, kan de aanvrager, voorafgaand aan de beslissing van de bevoegde overheid, mits toestemming of op verzoek ervan, wijzigingsplannen voorleggen, evenals een aanvullend vervolg op de korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering of van de milieueffectenstudie.

De verzending van dat akkoord of van die aanvraag naar de aanvrager heeft de onderbreking van de in artikel 96 bedoelde termijnen tot gevolg.

Een afschrift ervan wordt dezelfde dag ook naar de voor de handelsvestiging bevoegde ambtenaar, de technisch ambtenaar en/of de door de bevoegde overheid gemachtigde ambtenaar gestuurd.

§ 2. In de gevallen bedoeld in artikel 83, § 2, eerste lid, stuurt de aanvrager de bevoegde overheid de wijzigingsplannen samen met een aanvullend vervolg op de voorafgaande korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering of van de milieueffectenstudie. Deze documenten worden in evenveel exemplaren toegezonden als er exemplaren zijn van de aanvankelijke aanvraag als de aanvraag per post aan de gemeente is verzonden. De bevoegde overheid behoudt een exemplaar van de wijzigingsplannen en van het uitvloeisel van de milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek.

De bevoegde overheid verstuurt deze documenten tegelijkertijd aan de voor de handelsvestiging bevoegde ambtenaar, de technisch ambtenaar en/of de gemachtigde ambtenaar, binnen een termijn van drie werkdagen te rekenen na ontvangst ervan. De bevoegde overheid brengt de aanvrager schriftelijk op de hoogte van de datum van ontvangst van de aanvullende gegevens door de voor de handelsvestiging bevoegde ambtenaar, de technisch ambtenaar en/of de gemachtigde ambtenaar.

Als de bevoegde overheid de wijzigingsplannen en een aanvullend vervolg op de korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering of van de milieueffectenstudie binnen de termijn van drie dagen vanaf de ontvangst ervan niet heeft gestuurd, kan de aanvrager een kopie ervan rechtstreeks sturen aan de voor de handelsvestiging bevoegde ambtenaar. In dit geval maakt de voor de handelsvestiging bevoegde ambtenaar onverwijld de ontvangen documenten over aan de technisch ambtenaar en/of de gemachtigde ambtenaar.

§ 3. In de gevallen bedoeld in artikel 83, § 2, tweede lid, stuurt de aanvrager de voor de handelsvestiging bevoegde ambtenaar de wijzigingsplannen evenals een aanvullend vervolg op de voorafgaande korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering of van de milieueffectenstudie. Deze documenten worden in evenveel exemplaren toegezonden als er exemplaren zijn van de aanvankelijke aanvraag als de aanvraag per post aan de gemeente is verzonden.

De voor de handelsvestiging bevoegde ambtenaar verstuurt deze documenten tegelijkertijd aan de technisch ambtenaar en/of de gemachtigde ambtenaar, binnen een termijn van drie werkdagen te rekenen na ontvangst ervan. De voor de handelsvestiging bevoegde ambtenaar brengt de aanvrager schriftelijk op de hoogte van de datum van ontvangst van de aanvullende gegevens door de technisch ambtenaar en/of de gemachtigde ambtenaar.

§ 4. De procedure begint volgens de in artikel 87, § 3, bedoelde modaliteiten opnieuw na ontvangst door de voor de handelsvestiging bevoegde ambtenaar in het geval bedoeld in artikel 83, § 2, eerste lid, of door de gemachtigde ambtenaar en/of de technisch ambtenaar in de gevallen bedoeld in artikel 83, § 2, tweede lid, van de wijzigingsplannen en van het uitvloeisel van de milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek.

In de beslissing die ze overeenkomstig artikel 87, § 2, geven, vermelden de voor de handelsvestiging bevoegde ambtenaar, de technisch ambtenaar en/of de gemachtigde ambtenaar dat de aanvraag het voorwerp uitmaakt van de wijzigingsplannen. Het is ook het geval bij de aanhangigmaking van de in artikel 90 bedoelde instanties. Het openbaar onderzoek dat overeenkomstig artikel 83 is uitgevoerd na de indiening van de wijzigingsplannen en van het uitvloeisel van de milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek heeft betrekking op het dossier van de aanvankelijke vergunningsaanvraag, op haar eventuele complementen alsmede op de wijzigingsplannen en hun uitvloeisel van de milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek.

De artikelen 89 en 90 tot 93 zijn niet van toepassing op de wijzigingsplannen en op het uitvloeisel van de milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek :

1° wanneer de overwogen wijziging voortvloeit uit een voorstel vervat in de bemerkingen of bezwaren geopperd tijdens het openbaar onderzoek of in een advies uitgebracht door de voor de handelsvestiging bevoegde ambtenaar of een adviesinstantie;

2° wanneer de overwogen wijziging slechts een beperkte draagwijdte heeft en het voorwerp of de algemene structuur van het project of diens wezenskenmerken niet aantast.

§ 5. Dit artikel mag slechts eens worden uitgevoerd voor dezelfde aanvraag.

Art. 98. Wanneer de overwogen wijziging van de aanvraag aan de voorwaarden van artikel 97, § 4, derde lid, voldoet en de indiening van de wijzigingsplannen onnodig is, wordt dit in de vergunning als duidelijke, nauwkeurige en niet-willekeurige voorwaarde opgelegd.

Art. 99. Indien de beslissing niet binnen de termijn bedoeld in artikel 96 wordt verzonden als het samenvattend verslag is verzonden overeenkomstig artikel 95 en als het een gunstig advies van de voor de handelsvestiging bevoegde ambtenaar, de technisch ambtenaar en/of de door de bevoegde overheid gemachtigde ambtenaar bevat, wordt de beslissing geacht te zijn genomen onder de voorwaarden bepaald bij het advies alsook, in voorkomend geval, onder de algemene en sectorale voorwaarden bedoeld in artikel 5 van het decreet betreffende de milieuvergunning.

De vergunning wordt geacht geweigerd te zijn als de beslissing niet wordt verzonden binnen de termijn bedoeld in artikel 96 :

1° als het samenvattend verslag niet overeenkomstig artikel 95 is verstuurd;

2° als het samenvattend verslag een ongunstig advies van de voor de handelsvestiging bevoegde ambtenaar, de technisch ambtenaar en/of de door de bevoegde overheid gemachtigde ambtenaar bevat.

In afwijking van het eerste lid en van het tweede lid, in de gevallen bedoeld in artikel 83, § 2, tweede lid, wordt de vergunning geacht geweigerd te zijn als de beslissing niet binnen de in artikel 96 voorgeschreven termijn is verzonden.

Art. 100. De ambtenaar bevoegd voor de handelsvestigingen en de gemeente houden elk een vergunningenregister. De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van het register.

HOOFDSTUK III. — *Beroep*

Art. 101. § 1. Een beroep tegen de beslissing van de bevoegde overheid die binnen de in artikel 96, § 1, bedoelde termijnen is verstuurd, of tegen de beslissing die geacht wordt overeenkomstig artikel 99, te zijn genomen, wordt ingesteld bij de Beroepscommissie :

1° door de aanvrager;

2° door de voor de handelsvestigingen bevoegde ambtenaar, de technisch ambtenaar en/of de door de bevoegde overheid gemachtigde ambtenaar en door het gemeentecollege van de gemeente op het grondgebied waarvan de inrichting gevestigd is;

3° door elke natuurlijke of rechtspersoon die aantoont dat ze een belang heeft.

§ 2. Het beroep wordt op straffe van niet-ontvankelijkheid gericht binnen een termijn van twintig dagen die ingaat :

1° hetzij voor de aanvrager, de voor de handelsvestigingen bevoegde ambtenaar, de technisch ambtenaar, de gemachtigde ambtenaar, het gemeentecollege van de gemeente op het grondgebied waarvan de inrichting gevestigd is, op de datum van ontvangst van de beslissing van de bevoegde overheid als ze binnen de in artikel 96, § 1, eerste lid of tweede lid, bedoelde termijnen is verstuurd;

2° hetzij voor de aanvrager, de voor de handelsvestiging bevoegde ambtenaar, de technisch ambtenaar, de gemachtigde ambtenaar, het gemeentecollege van de gemeente op het grondgebied waarvan de inrichting gevestigd is, op de datum waarop de termijnen bedoeld in artikel 96 in de gevallen waarop de bepalingen van artikel 99 worden toegepast, verstrijken;

3° hetzij, voor de personen die niet onder 1° opgenomen zijn, op de eerste dag van aanplakking van het advies, uitgevoerd overeenkomstig de modaliteiten van de artikelen D.29-22, D.29-23 en D.29-24 van Boek I van het Milieuwetboek.

Als de beslissing in verschillende gemeenten wordt aangeplakt, wordt de termijn verlengd tot de twintigste dag volgend op de eerste dag van aanplakking in de gemeente die de beslissing in laatste instantie heeft aangeplakt.

§ 3. Het beroep schort de betwiste beslissing niet op, behalve als het door de voor de handelsvestiging bevoegde ambtenaar, de technisch ambtenaar, de gemachtigde ambtenaar ingediend wordt.

§ 4. De Regering bepaalt :

1° de gegevens die het beroep moet bevatten, de vorm ervan en het aantal in te dienen exemplaren;

2° de modaliteiten volgens welke het beroep ter kennis van de bevolking wordt gebracht;

3° de wijze waarop het beroep wordt onderzocht, de te raadplegen instellingen en de termijnen waarbinnen de adviezen worden uitgebracht; als een advies niet binnen de voorgeschreven termijn verzonden wordt, wordt het geacht gunstig te zijn.

Het advies van het Waarnemingscentrum voor de Handel kan worden ingewonnen door de Beroepscommissie.

§ 5. De Beroepscommissie stuurt haar beslissing aan de aanvrager binnen een termijn van :

1° zeventig dagen als het beroep betrekking heeft op een project voor een handelsvestiging met een netto-handelsoppervlakte van minder dan 2 500 m²;

2° honderd dagen als het beroep betrekking heeft op een project voor een handelsvestiging met een netto-handelsoppervlakte gelijk aan 2 500 m² of meer.

Het beroep gaat in op de eerste dag na de datum van ontvangst van het beroep. Als er meer beroepen zijn, begint de termijn te lopen vanaf de eerste dag volgend op de datum van ontvangst van het laatste beroep.

De Beroepscommissie motiveert haar beslissing, onder meer op grond van de bepalingen van artikel 24, onverminderd de bepalingen van het decreet betreffende de milieuvergunning en van het Wetboek.

§ 6. Indien de beslissing niet binnen de termijn bedoeld in paragraaf 5 wordt verstuurd, wordt de in eerste instantie genomen beslissing bevestigd.

HOOFDSTUK IV. — *Vervaltermijn*

Art. 102. § 1. De vergunning is verstreken als de werken niet op significante wijze zijn aangevat binnen de drie jaar te rekenen van de dag waarop de vergunning uitvoerbaar wordt overeenkomstig artikel 53.

Het verval gebeurt van rechtswege. Op verzoek van de houder kan de vergunning evenwel worden verlengd met een periode van twee jaar. Die aanvraag wordt dertig dagen voor het verstrijken van de in de vorige leden bedoelde vervaltermijn bij het gemeentecollege ingediend.

In de gevallen bedoeld in artikel 83, § 2, tweede lid, stuurt het gemeentebestuur binnen een termijn van drie werkdagen te rekenen van de ontvangst ervan, de aanvraag tot verlenging aan de voor de handelsvestiging bevoegde ambtenaar.

De verlenging wordt toegestaan door de overheid die in eerste instantie bevoegd was voor de afgifte van de vergunning waarvan de verlenging wordt gevraagd.

§ 2. Indien de uitvoering van de werkzaamheden in fasen wordt uitgevoerd, bepaalt de vergunning, voor elke andere fase dan de eerste, het aanvangspunt van de termijn bedoeld in paragraaf 1. Deze andere fasen kunnen in aanmerking komen voor de verlenging bedoeld in paragraaf 1, tweede lid.

§ 3. De vervaltermijn wordt van rechtswege opgeschort gedurende de hele procedure, namelijk vanaf de indiening van het verzoek tot aan de kennisgeving van de eindbeslissing, wanneer tegen de vergunning een beroep tot nietigverklaring werd ingediend voor de Raad van State of wanneer een verzoek tot onderbreking van de exploitatie hangende is bij een rechtbank van de gerechtelijke orde. Als de houder van de omstreden vergunning niet de hoedanigheid van partij in het geding heeft, geeft de vergunning verstrekkende overheid de begunstigde kennis van de aanvang en van het einde van de periode waarin de vervaltermijn opgeschort is.

HOOFDSTUK V. — *Bijzondere bepalingen voor geïntegreerde projecten die een wijziging van de gemeentewegen inhouden*

Art. 103. § 1. Indien het geïntegreerde ontwerp meer bepaald betrekking heeft op de opening, de wijziging of de opheffing van een gemeenteweg in de zin van de bepalingen van het decreet van 6 februari 2014 betreffende de gemeenteweg, wordt dit door de voor de handelsvestiging bevoegde ambtenaar en, in voorkomend geval, door de technisch ambtenaar en de gemachtigd ambtenaar vermeld in de beslissing waarbij de volledigheid en de ontvankelijkheid van de aanvraag erkend wordt overeenkomstig artikel 87, § 2, of in elke andere gezamenlijke beslissing genomen voor het vervallen van de termijnen bedoeld in artikel 96. Ze onderwerpen op dezelfde dag de aanvraag betreffende de gemeenteweg aan de procedure bedoeld in de artikelen 7 en volgende van het decreet van 6 februari 2014 betreffende de gemeenteweg.

Indien het geïntegreerde ontwerp meer bepaald betrekking heeft op de opening, de wijziging of de opheffing van een gemeenteweg in de zin van de bepalingen van het decreet van 6 februari 2014 betreffende de gemeenteweg, wordt dit door de voor de handelsvestiging bevoegde ambtenaar en, in voorkomend geval, door de technisch ambtenaar en de gemachtigd ambtenaar vermeld in de beslissing waarbij de volledigheid en de ontvankelijkheid van de aanvraag erkend wordt overeenkomstig artikel 87, § 2, of in elke andere gezamenlijke beslissing genomen voor het vervallen van de termijnen bedoeld in artikel 96. Ze verzenden op dezelfde dag de aanvraag betreffende de gemeenteweg en het door de aanvrager uitgewerkte ontwerp-rooiplan, overeenkomstig de artikelen 21 en volgende van het decreet van 6 februari 2014 betreffende het gemeenteweg.

De verzending van de aanvraag betreffende de gemeenteweg aan het gemeentecollege heeft de onderbreking van de proceduretermijnen tot gevolg.

De procedure begint opnieuw te lopen volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 87, § 2, na ontvangst door de voor de handelsvestiging bevoegde ambtenaar van de definitieve beslissing betreffende de gemeenteweg en, in voorkomend geval, van het besluit betreffende het rooiplan. Als een samenvattend verslag overeenkomstig artikel 95 en voor de uitvoering van de procedure bedoeld in het eerste of het tweede lid werd verzonden, mag het niet de in de artikelen 96, § 1, tweede lid, en 99, bedoelde gevolgen teweegbrengen. Indien een beroep bij de Beroepscommissie aanhangig wordt gemaakt betreffende een geïntegreerd ontwerp zoals bedoeld in het eerste of het tweede lid en vaststelt dat de procedure waarin in deze leden wordt voorzien niet is uitgevoerd, onderwerpen de Beroepscommissie of de voor de handelsvestiging bevoegde ambtenaar en, in voorkomend geval, de technisch ambtenaar en de gemachtigde ambtenaar, gezamenlijk, de aanvraag betreffende de gemeenteweg aan de procedure bepaald bij de artikelen 7 en volgende van het decreet van 6 februari 2014 betreffende het gemeenteweg of, in voorkomend geval, aan de procedure bepaald bij de artikelen 21 en volgende van het decreet van 6 februari 2014 betreffende het gemeenteweg.

De verzending van de aanvraag betreffende de gemeenteweg aan het gemeentecollege heeft de onderbreking van de in artikel 101, § 5, bedoelde termijnen tot gevolg.

De procedure begint opnieuw te lopen volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 101, na ontvangst door de Beroepscommissie van de definitieve beslissing betreffende het gemeenteweg en, in voorkomend geval, van het besluit betreffende het rooiplan.

In afwijking van de artikelen 87, § 2, tweede lid, 3°, en 89, heeft het openbaar onderzoek ingericht in het kader van de aanvraag betreffende de gemeenteweg en, in voorkomend geval, betreffende het rooiplan eveneens betrekking op het geïntegreerde project zoals bedoeld in het eerste lid. In afwijking van de artikelen 24 tot 26, van het decreet van 6 februari 2014 betreffende de gemeenteweg, wordt het openbaar onderzoek dat georganiseerd wordt in het kader van de aanvraag betreffende de gemeenteweg en, in voorkomend geval, betreffende het rooiplan, georganiseerd volgens de modaliteiten omschreven in Boek I van het Milieuwetboek. De duur van het gezamenlijk openbaar onderzoek stemt overeen met de maximumduur vereist door de verschillende betrokken procedures.

§ 2. Als het geïntegreerd project langs een gewestelijke weg of een provincieweg moet worden uitgevoerd, wordt het betrokken bestuur om advies gevraagd.

HOOFDSTUK VI. — *Toepasselijke bepalingen*

Art. 104. § 1. Boek I en Boek II van dit decreet zijn van toepassing op de geïntegreerde vergunning.

De hoofdstukken I, VI, VIII, IX en X van boek III, titel I zijn van toepassing op de geïntegreerde vergunning.

§ 2. De artikelen 57 tot 59 zijn niet van toepassing op de geïntegreerde vergunning voor zover ze de stedenbouwvergunning en de milieuvergunning vervangt.

§ 3. De volgende bepalingen van het Wetboek zijn van toepassing op de geïntegreerde vergunning :

1° de hoofdstukken I, II en III van titel I van boek I;

2° de titels II, III en IV van boek I;

3° de artikelen 84, 85, 109, 110 tot 114, 123, laatste lid 127, § 3, 128, 131, 132, eerste lid, 132bis, 134 tot 139, de hoofdstukken IV en V, met uitsluiting van artikel 150bis, § 2, van titel V van Boek I;

4° de titels VI, VII en VIII van boek I;

5° de boeken II en III.

§ 2. Titel VI van boek I van het Wetboek is niet van toepassing op de geïntegreerde vergunning voor zover ze de handelsvestigingsvergunning en de milieuvergunning vervangt.

§ 5. De hoofdstukken I, VII, VIII, IX en X alsook de artikelen 45, § 1, 6°, 57, tweede lid, 60, § 2, § 3 en § 4, van het decreet betreffende de milieuvergunning zijn van toepassing op de geïntegreerde vergunning voor zover ze de milieuvergunning vervangt. Bij tegenspraak tussen dit decreet en hoofdstuk X van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, dan zijn de bepalingen van dit decreet doorslaggevend.

BOEK IV. — Kleinhandelsbedrijf met een netto handelsoppervlakte gelijk aan of lager dan 400 m²

Art. 105. Het gemeentecollege wordt ingelicht over iedere opening, uitbreiding of wijziging van de aard van de handelsactiviteit van een kleinhandelsbedrijf met een netto handelsoppervlakte gelijk aan of kleiner dan 400 m² die niet onderworpen is aan handelsvestigingsvergunning, aan geïntegreerde vergunning of aan voorafgaande aanmelding ervan.

De Regering bepaalt de inhoud van deze informatie.

Het gemeentecollege houdt alle overgemaakte gegevens bij. Om de drie maanden stuurt de gemeente per gewone post de gegevens die ze krachtens het eerste lid en het tweede lid heeft ontvangen aan de voor de handelsvestiging bevoegde ambtenaar.

BOEK V. — Opheffings- en wijzigingsbepalingen**HOOFDSTUK I. — Wijzigingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning**

Art. 106. In artikel 1, 11°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, wordt het woord "enkel" ingevoegd tussen de woorden "blijkt dat" en het woord "een".

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen van Boek I van het Milieuwetboek

Art. 107. In Titel III, Deel III, Boek I van het Milieuwetboek, wordt

1°) in artikel D.29-1, § 2 : punt 6° aangevuld als volgt : " het gewestelijk plan voor commerciële ontwikkeling";

2°) in artikel D.29-1, § 3 : na punt 7, een nieuw punt ingevoegd, luidend als volgt :

" 8° het gewestelijk plan voor commerciële ontwikkeling";

3°) in artikel D.29-1, § 5 : na punt 4°, twee nieuwe punten ingevoegd, luidend als volgt :

"5° de handelsvestigingsvergunning;

6° de geïntegreerde vergunningen in de zin van artikel 1, 4° en 5°, van het decreet betreffende de handelsvestigingen."

Art. 108. Artikel D.49 van Boek I van het Milieuwetboek wordt aangevuld met een g) :

"g) de handelsvestigingsvergunningen en de geïntegreerde vergunningen in de zin van artikel 1, 4° en 5°, van het decreet betreffende de handelsvestigingen".

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie

Art. 109. In artikel 2 van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energie-efficiëntie van gebouwen wordt punt 16° aangevuld als volgt :

« of de geïntegreerde vergunning in de zin van artikel 1, 5°, van het decreet betreffende de handelsvestigingen als ze betrekking heeft op handelingen en werken onderworpen aan stedenbouwvergunning ».

Art. 110. Artikel 131 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

« In afwijking van de artikelen 84 en 127, wordt in het geval van een geïntegreerd project in de zin van artikel 1, 5°, van het decreet betreffende de handelsvestigingen, een geïntegreerde vergunning, die de stedenbouwkundige vergunning in de zin van dit Wetboek vervangt, afgegeven overeenkomstig de bepalingen bedoeld in Boek III, Titel II van bovenbedoeld decreet. »

HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen van het decreet van 6 februari 2014 betreffende de gemeenteweg

Art. 111. Artikel 8 van het decreet van 6 februari 2014 betreffende de gemeenteweg wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

« De voor de handelsvestiging bevoegde ambtenaar in de zin van het decreet betreffende de handelsvestigingen en, in voorkomend geval, de gemachtigde ambtenaar en de technisch ambtenaar kunnen een gezamenlijk aanvraag tot inrichting, tot wijziging of tot opheffing van een gemeenteweg indienen per schrijven aan het gemeentecollege. »

BOEK IV. — Slot- en overgangsbepalingen

Art. 112. De procedure voor het onderzoek van de aanvragen en de afgifte van vergunningen evenals de behandeling van het aangetekend beroep, wanneer deze werden ingediend voor de inwerkingtreding van dit decreet, zullen worden uitgevoerd in overeenstemming met de regels van kracht op het ogenblik van de indiening van de aanvraag tot het bekomen van een definitieve vergunning.

Art. 113. § 1. Het plan voor handelsontwikkeling aangenomen door de Regering vóór de inwerkingtreding van dit decreet is van toepassing tot de herziening ervan, overeenkomstig artikel 15.

§ 2. De gemeentelijke plannen voor voor handelsontwikkeling aangenomen door een gemeenteraad na dezelfde procedure van die bedoeld in de paragrafen 1 tot 5 van artikel 19 en die de elementen bedoeld in artikel 17 vóór de inwerkingtreding van dit decreet bevatten, worden geacht aangenomen te zijn door de Regering na overmaking van bedoeld plan door het gemeentecollege, samen met het volledige dossier, aan de voor de handelsvestiging bevoegde ambtenaar, als de herziening ervan binnen een termijn van vier jaar te rekenen van de datum van inwerkingtreding van dit besluit wordt beëindigd.

Art. 114. Dit decreet heft de wet van 13 augustus 2004 betreffende de vergunning van handelsvestingen op.

Art. 115. Dit decreet treedt in werking op de door de Regering bepaalde data.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 5 februari 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Vice-President en Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

De Vice-President en Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme en Sportinfrastructuur, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

Nota

(1) *Zitting 2014-2015.*

Stukken van het Waalse Parlement, 36 (2014-2015), nrs. 1 tot 143.

Volledig verslag, openbare vergadering van 4 februari 2015.

Bespreking.

Stemming.